

RAPPORT ANNUEL 2021



**AU-DELÀ DU
RÉTABLISSEMENT,
GARANTIR
LA RÉSILIENCE
ET LA DURABILITÉ**

PROFIL DE LA BID

CRÉATION

La Banque islamique de développement (BID) est une banque multilatérale de développement créée en vertu de l'accord signé le 21 radjab 1394 (12 août 1974) à Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite. La réunion inaugurale du Conseil des Gouverneurs s'est tenue au mois de radjab 1395 (juillet 1975) et la BID a démarré officiellement ses opérations le 15 chaoual 1395 (20 octobre 1975).

VISION

La Banque islamique de développement aspire à devenir une banque de développement de classe mondiale inspirée par les principes de l'islam et contribuant largement à la transformation du paysage du développement humain global dans le monde musulman dont elle s'attache à réaffirmer la dignité.

MISSION

La mission de la Banque islamique de développement consiste à promouvoir le développement humain global, en mettant l'accent sur les domaines prioritaires que sont la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé, la promotion de l'éducation, l'amélioration de la gouvernance et la prospérité des populations.

MEMBRES

La Banque islamique de développement compte 57 pays membres répartis sur plusieurs régions. Tout pays aspirant à devenir membre doit être impérativement affilié à l'Organisation de Coopération islamique (OCI), verser la première tranche de sa participation minimum au capital-actions et accepter les termes et conditions fixés par le Conseil des Gouverneurs.

CAPITAL

Lors de sa 45^e réunion annuelle, le Conseil des Gouverneurs a approuvé (par correspondance) la 6^e augmentation générale du capital à hauteur de 5,5 milliards de dinars islamiques. À la clôture de l'exercice 2021, le capital souscrit était de 50,6 milliards de dinars islamiques.

GROUPE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Le Groupe de la BID est composé par cinq membres, à savoir la Banque islamique de développement (BID), l'Institut de la Banque islamique de développement (IBID), la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID), la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE) et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC).



SIÈGE ET CENTRES RÉGIONAUX

La BID a son siège à Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite et compte 10 centres régionaux sis à Abuja (Nigéria), Almaty (Kazakhstan), Ankara (Turquie), Le Caire (Égypte), Dakar (Sénégal), Dhaka (Bangladesh), Jakarta (Indonésie), Kampala (Ouganda), Paramaribo (Suriname) et Rabat (Maroc), ainsi qu'un centre d'excellence à Kuala Lumpur (Malaisie).

EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de BID était fondé sur l'année lunaire de l'hégire, mais il a été changé le 1er janvier 2016 et correspond à l'année solaire de l'hégire commençant le 11 capricorne (1er janvier) et se terminant le 10 capricorne (31 décembre).

UNITÉ DE COMPTE

L'unité de compte de la BID est le dinar islamique (DI) qui est équivalent à 1 droit de tirage spécial (DTS) du Fonds monétaire international.

LANGUE

La langue officielle de la BID est l'arabe, mais l'anglais et le français sont également utilisés comme langues de travail.

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ





TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE LA BID	02	CHAPITRE 4 : RENFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ INSTITUTIONNELLE	48
ABRÉVIATIONS	03		
REMERCIEMENTS	04	4.1 Conseil des Gouverneurs	49
LETTRE D'ACCOMPAGNEMENT	05	4.2 Conseil des Directeurs exécutifs	50
MESSAGE DU PRÉSIDENT	06	4.3 Gestion des risques	50
DIRECTEURS EXÉCUTIFS DE LA BID	08	4.4 Activités d'audit	51
RÉSUMÉ : BREF APERÇU DE L'EXERCICE	10	4.5 Conformité	51
CHAPITRE 1 : ACTIVITÉS DU GROUPE DE LA BID	18	4.6 Gouvernance institutionnelle	53
1.1 Tendances économiques récentes	19	4.7 Notation financière	53
1.2 Principaux indicateurs opérationnels	20	4.8 Soutien des actionnaires	53
1.3 Principales initiatives	23	4.9 Stratégie de partenariat avec les pays membres	54
1.4 Réalisations à l'actif du Groupe de la BID	24	4.10 Évaluation des opérations	54
CHAPITRE 2 : STIMULER LA REPRISE POST-PANDÉMIE	32	4.11 Efficacité du développement	54
2.1 Programme stratégique de préparation et de riposte	33	4.12 Solutions d'automatisation des activités	55
2.2 Réponse à la fracture vaccinale	33	4.13 Gestion des ressources humaines	56
CHAPITRE 3 : PROMOUVOIR LA CROISSANCE ET LE DÉVELOPPEMENT INCLUSIFS	36	4.14 Autres services de soutien administratif	56
3.1 Contribution au développement inclusif	37	ANNEXES 1-5 : ÉTATS FINANCIERS	58
3.2 Partenariat pour le développement durable	40	ANNEXES 7-10 : FINANCEMENT	86
3.3 Activités spéciales de développement	43		



ABRÉVIATIONS

BID	Banque islamique de développement
CAREC	Coopération économique régionale d'Asie centrale
CFD	Cadre de financement durable
CGF	Mécanisme de garantie des interventions de lutte contre la pandémie
FIBA	Fonds d'investissement des biens awqaf
FSID	Fonds de solidarité islamique pour le développement
IVAC	Dispositif d'accès aux vaccins de la BID
MPME	micro, petites et moyennes entreprises
ODD	Objectifs de développement durable
PCT	Programme de coopération technique
PMMA	pays membres les moins avancés
ROC	ressources ordinaires en capital de la BID
SERVE	Initiative BID-FSID de renforcement de la résilience économique des entreprises vulnérables
SIACE	Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation
SID	Société islamique pour le développement du secteur privé
SIFC	Société islamique internationale de financement du commerce
SPRP	Programme stratégique de préparation et de riposte du Groupe de la BID
UEMOA	Union monétaire ouest-africaine

REMERCIEMENTS

Le Rapport annuel 2021 de la Banque islamique de développement a été préparé par le Département de la Recherche économique et des Statistiques de l'Institut de la Banque islamique de développement sur la base des orientations générales du Conseil des Directeurs exécutifs.

SUPERVISION

Directeur général de l'IBID et Économiste en chef, et Directeur du Département de la Recherche économique et des Statistiques

COLLABORATION

Cabinet du Président, Secrétariat général du Groupe et Divers départements et membres affiliés au Groupe de la BID

COORDONNATEUR

Bukhari M. S. SILLAH

GESTION DES DONNÉES STATISTIQUES

Abu CAMARA, Mohamed EL-GOUSI, Ali RASHID et Novia BUDI PARWANTO

TRADUCTION

Division des Services linguistiques, Secrétariat général du Groupe

GESTION DES DONNÉES FINANCIÈRES

Fatih KAZAN, Abdulkadir FARAH, Aboubacar S. KANTÉ

SOUTIEN ADMINISTRATIF

Abdul RASHID, Abdeljabar BOUANI

Au nom d'Allah, Le Clément, Le Miséricordieux

S.E. la Présidente du Conseil des Gouverneurs de la Banque islamique de développement,

Madame la Présidente,

Assalamou alaikoum warahmatoullahi wabarakatouh

Conformément aux articles 32(i), 32 (iii) et 41(1) de l'Accord portant création de la Banque islamique de développement et au Règlement intérieur, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil des Gouverneurs, au nom du Conseil des Directeurs exécutifs, le rapport annuel portant sur les opérations et activités de la Banque au titre de l'exercice 2021.

Le rapport annuel comprend également les états financiers vérifiés de la Banque ainsi que ceux du Fonds waqf, conformément à la Section (13) du Règlement intérieur.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'assurance de ma parfaite considération.



Dr Muhammad AL JASSER
Président de la BID et
du Conseil des Directeurs exécutifs

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Partout dans le monde, les perspectives d'une reprise économique en 2021 ont été faussées par l'apparition de nouveaux variants du coronavirus et la montée de l'inflation. Aujourd'hui, le rythme de la reprise demeure inégal, la pandémie ayant mis à nu et exacerbé la problématique des inégalités, des vulnérabilités macroéconomiques, de la viabilité de la dette et des imperfections des systèmes de santé. En particulier, la fracture vaccinale constitue un enjeu de taille.

Nos pays membres ont été largement exposés aux incidences de la pandémie et beaucoup d'entre eux ne sont pas suffisamment bien préparés à y faire face. Plus de 51 millions de personnes dans ces pays ont basculé dans l'extrême pauvreté. Environ trois pays membres de la BID sur quatre sont tributaires des exportations de produits de base et plus d'un tiers se trouvent dans des situations de fragilité, s'ils ne sont pas touchés par des conflits. Face à cette situation et aux autres défis de développement, nous devons dépasser le simple cadre de la reprise pour renforcer la résilience et aider nos pays membres à creuser les sillons d'une croissance durable à long terme.

Le statu quo n'est pas une option si nous voulons créer un changement durable. Nous devons être agiles et réactifs, tout en cherchant constamment des moyens d'améliorer notre institution pour être utiles à nos pays membres. Les consultations avec les parties prenantes des pays membres à l'occasion des réunions annuelles de 2021 ont été fructueuses en ce qu'elles ont permis de s'accorder sur l'exigence commune et fondamentale de nous focaliser sur trois axes prioritaires, à savoir l'accélération de la reprise post-pandémie ; la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la résilience ; et la stimulation de la croissance économique verte. Ces priorités ont été à la base du réexamen et de la redynamisation de la Stratégie décennale (2015-2025) de la Banque afin de la mettre en cohérence avec les aspirations de nos pays membres. En particulier, l'édification d'infrastructures durables et le développement du capital humain ont retenu l'attention en tant que piliers incontournables pour un avenir durable.

En 2021, nous nous sommes surtout focalisés sur le financement du redressement post-pandémie, avec des approbations cumulées de 6,3 milliards de dinars islamiques (8,8 milliards de dollars) pour l'ensemble du Groupe de la BID. Ce chiffre est en hausse par rapport à la période d'avant la pandémie, notamment avec 5,7 milliards de dinars islamiques (7,9 milliards de dollars) en 2019 et les 4,8 milliards de dinars islamiques (6,9 milliards de dollars) en 2020. La reprise ayant été lente dans la plupart des pays membres en 2021, le Groupe de la BID a poursuivi son Programme stratégique de préparation et de riposte (SPRP) axé sur les trois volets que sont la riposte, le rétablissement et la relance (les 3R). On estime à 59 millions le nombre de personnes ayant bénéficié du SPRP par le biais de la vaccination, l'aide à la sécurité alimentaire, la création d'emplois, l'accompagnement du personnel de santé, l'amélioration de l'éducation et le financement des entreprises.



La BID a également créé un cadre de financement durable qui lui permet d'émettre des soukous verts et durables pour mobiliser des ressources sur les marchés financiers mondiaux. Jusque-là, elle a levé plus de 5 milliards de dollars par le biais de ces instruments, dont 2,5 milliards en 2021. Ceci traduit un engagement fort à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à entretenir des partenariats solides pour atteindre ces objectifs.

Nous sommes reconnaissants à nos actionnaires pour la confiance témoignée à la Banque avec l'approbation de la 6^e augmentation générale du capital et la confirmation de leur souscription. Le règlement des parts souscrites commencera en janvier 2023. Ce soutien est extrêmement important pour consolider les efforts déployés par la Banque au moment où nous passons de la « pandémie » à l'« endémie » et que nous portons notre regard au-delà de la reprise pour nous concentrer sur le renforcement de la résilience et nous acheminer vers une croissance durable à long terme pour nos pays membres, dans leur volonté de réaliser les Objectifs de développement durable. L'appui et l'engagement de nos pays membres ont contribué à la confirmation par les quatre agences de notation (Standard & Poor's Global, Moody's Investors Service, Fitch Ratings et Malaisien Rating Corporation) de la note « AAA » de la BID avec des perspectives « stables » en 2021.

Nos réalisations ont été possibles grâce à l'engagement et au dévouement du personnel de la BID à tous les niveaux. La politique du télétravail pour préserver la sûreté et la sécurité de notre personnel a été maintenue en 2021.

Nous continuerons de faire fond sur l'esprit critique, créatif et riche de notre personnel pour remplir notre mandat. Nos pays membres ont placé leur confiance dans notre institution, et la Banque islamique de développement est déterminée à les accompagner dans les crises actuelles et au-delà, en leur apportant le soutien et l'assistance nécessaires au renforcement de la résilience et à une relance durable et inclusive.

Dr Muhammad AL JASSER

Président de la BID
et du Conseil des Directeurs exécutifs

DIRECTEURS EXÉCUTIFS DE LA BID



DR MUHAMMAD AL JASSER
PRÉSIDENT DE LA BID ET DU CONSEIL
DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS



M. HAMED ARABI ELHOUDERI
PAYS : LIBYE
PAYS REPRÉSENTÉ : LIBYE



M. ŞAKIR ERCAN GÜL
PAYS : TURQUIE
PAYS REPRÉSENTÉ : TURQUIE



M. ABBAS MEMAR NEJAD
PAYS : IRAN
PAYS REPRÉSENTÉ : IRAN



**M. ABDUL GHAFFAR
AL-AWADHI**
PAYS : KOWEÏT
PAYS REPRÉSENTÉ : KOWEÏT



**M. HAMAD SULEIMAN AL
BAZAI**
PAYS : ARABIE SAOUDITE
PAYS REPRÉSENTÉ : ARABIE
SAOUDITE



MME. NADA MASSOUD
PAYS : ÉGYPTÉ
PAYS REPRÉSENTÉ : ÉGYPTÉ



**M. KHALAF SULTAN AL
DHAHERI**
PAYS : ÉMIRATS ARABES UNIS
PAYS REPRÉSENTÉ : ÉMIRATS
ARABES UNIS



**M. BADER AHMED
AL-EMADI**
PAYS : QATAR
PAYS REPRÉSENTÉ : QATAR



**M. MAHMOUD
ISA-DUTSE**
PAYS : NIGÉRIA
PAYS REPRÉSENTÉ : NIGÉRIA



M. ERIC MBAIHASRA
PAYS : TCHAD
PAYS REPRÉSENTÉS : OUGANDA,
TCHAD, GABON, DJIBOUTI,
COMORES, MOZAMBIQUE,
SOMALIE



M. KHALIFA SARR
PAYS : SÉNÉGAL
PAYS REPRÉSENTÉS : SÉNÉGAL,
BURKINA-FASO, NIGER, MALI,
GAMBIE, TOGO



M. ISSA JANDI
PAYS : GUINÉE-BISSAU
PAYS REPRÉSENTÉS : BÉNIN,
GUINÉE, GUINÉE-BISSAU, SIERRA
LEONE, CAMEROUN, CÔTE
D'IVOIRE



M. LAAZIZ FAÏD
PAYS : ALGÉRIE
PAYS REPRÉSENTÉS : ALGÉRIE,
MAROC, MAURITANIE, TUNISIE



**M. AMMAR HAMAD KHALAF
IBRAHIM**
PAYS : IRAK
PAYS REPRÉSENTÉS :
JORDANIE, SYRIE, IRAK, PALESTINE, LIBAN



**M. HASSAN JAAFAR
ABDULRAHMAN**
PAYS : SOUDAN
PAYS REPRÉSENTÉS : YÉMEN,
SOUDAN, OMAN, BAHRÉÏN



M. MIAN ASAD HAYAUD DIN
PAYS : PAKISTAN
PAYS REPRÉSENTÉS :
AFGHANISTAN,
PAKISTAN, BANGLADESH,
MALDIVES



MME. ANUSKA RAMDHANI
PAYS : SURINAME
PAYS REPRÉSENTÉS : INDONÉSIE,
MALAISIE, BRUNEI, SURINAME,
GUYANA



M. TAMERLAN TAGHIYEV
PAYS : AZERBAÏDJAN
PAYS REPRÉSENTÉS : AZERBAÏDJAN,
ALBANIE, OUZBÉKISTAN,
TURKMÉNISTAN, TADJIKISTAN,
KAZAKHSTAN, RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

Le Conseil des Directeurs exécutifs est l'organe de la BID qui définit les orientations des opérations et politiques générales de la Banque. Le mandat des membres du CDE est de trois ans renouvelable.

RÉSUMÉ : BREF APERÇU DE L'EXERCICE



L'intervention du Groupe de la BID s'est avérée indispensable pour permettre aux pays membres de rester sur une trajectoire de relance et de croissance à long terme.

La reprise post-pandémie espérée en 2021 a été compromise par l'apparition de nouveaux variants et une forte inflation. Plusieurs pays ont réimposé des restrictions sur les déplacements, tandis que la flambée des cours de l'énergie et les ruptures d'approvisionnement ont donné lieu à une inflation élevée et généralisée. Les incidences de la pandémie ont plombé la croissance, avec une contraction de 1,7 % de la production cumulée des pays membres de la BID en 2020.

L'intervention du Groupe de la BID s'est donc avérée indispensable pour permettre aux pays membres de rester sur une trajectoire de relance et de croissance à long terme. Dans cette optique, les approbations nettes ont été portées à 6,3 milliards de dinars islamiques (8,8 milliards de dollars) en 2021, avec trois principaux axes dans la ligne de mire : la lutte contre la pandémie et la pauvreté ; l'édification d'économies vertes, résilientes, inclusives et durables ; et l'amélioration de l'efficacité institutionnelle.

Les points forts des interventions dans ces trois domaines sont présentés ci-après.

LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE ET LA PAUVRETÉ

- En 2021, le Conseil des Directeurs exécutifs (CDE) a approuvé le maintien du Programme stratégique de préparation et de riposte (SPRP), y compris le dispositif d'accès aux vaccins (IVAC) du Groupe de la BID. De ce fait, le volume des engagements est passé de 2,27 milliards de dollars en avril 2020 à 4,43 milliards, dont 770 millions au titre des affaires assurées par la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE). Quant aux financements approuvés, ils sont passés à 3,36 milliards de dollars, contre 3,1 milliards en 2020.
- Le programme IVAC prévoit le financement de la fabrication, l'achat et la mise à disposition des vaccins. Dans ce cadre, la Banque a approuvé trois projets pour la Guinée, le Kirghizstan et le Pakistan, pour un montant total d'environ 100 millions de dollars.
- On estime à 59 millions le nombre de personnes ayant bénéficié du SPRP, notamment par le biais de la vaccination, de la sécurité alimentaire, de l'emploi, de l'appui aux agents de santé, de l'éducation et du soutien aux entreprises. Un montant de 61,3 millions de dollars a été approuvé en 2021 par le Fonds de solidarité islamique pour le développement, organe spécialisé de la BID en la matière, au titre des prêts concessionnels et des subventions pour des projets de réduction de la pauvreté.
- Pour assurer le bon déroulement des opérations dans le cadre de la riposte à la pandémie face à la perturbation des chaînes d'approvisionnement, le Groupe de la BID a, par l'intermédiaire de la SIACE – le membre affilié au Groupe

chargé de l'assurance – lancé le Mécanisme de garantie des interventions de lutte contre la pandémie (CGF) pour financer l'importation d'équipements médicaux, de produits alimentaires de base et de produits énergétiques. Jusqu'ici, une capacité de plus de 770 millions de dollars a été dégagée au titre du CGF.

- Les technologies de télémédecine ont été déployées pour plus de 85 000 consultations en faveur de plus de 175 000 patients du coronavirus, avec un encadrement et un suivi continu dans les pays membres, y compris dans les zones de conflit.

ÉDIFICATION D'ÉCONOMIES RÉSILIENTES, INCLUSIVES ET DURABLES

- La Banque a créé un cadre de financement durable (CFD) comme moyen de pénétrer les marchés financiers en faveur de l'écologie et la durabilité. Grâce au CFD, elle a déjà émis des soukous verts et durables pour mobiliser plus de 5 milliards de dollars pour des projets relatifs au climat et au développement social, notamment dans le secteur de la santé. En mars 2021, elle a émis ses deuxièmes soukous durables les plus importants qui ont permis de lever 2,5 milliards de dollars.
- La Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) a approuvé un montant de 243,60 millions de dollars dans le cadre de ses activités. La Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) a approuvé 6,4 milliards de dollars en appui à la résilience économique dans le contexte de la pandémie, ce qui a permis de créer 55 000 emplois et de fournir l'accès à l'électricité à 11 millions de personnes. La SIACE a fourni une couverture à des entreprises à hauteur de 9,8 milliards de dollars pour l'assurance des exportations, importations et investissements entre les pays membres, et entre ces derniers et le reste du monde.
- Par le biais du Programme de renforcement de la résilience économique des entreprises vulnérables (SERVE), le Groupe de la BID a approuvé un montant cumulé de 91,40 millions de dollars depuis 2020. Il a mobilisé plus de 520 millions de dollars pour ses interventions au titre de l'autonomisation économique destinées aux pays membres, dont un fonds de 100 millions de dollars en faveur de l'Ouzbékistan lancé lors des réunions annuelles tenue en 2021 à Tachkent.
- En 2021, la Banque a poursuivi la mise en œuvre de son Plan d'action 2020-2025 pour le climat qui définit les modalités permettant d'atteindre son objectif de financement climatique de 35 % d'ici 2025. Une quarantaine de projets dans différents secteurs et centres régionaux ont été passés au crible des risques climatiques physiques pour exploiter les opportunités et atténuer l'impact des changements climatiques.
- Face à la problématique de la « fracture numérique », la BID et l'Institut de coopération économique régionale d'Asie centrale (CAREC) ont réalisé une étude qui a permis de recenser les domaines prioritaires et les interventions en matière d'économie numérique. Parallèlement, la Banque a travaillé en collaboration avec les États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine

(UEMOA) à la formulation d'un programme régional sur le développement de l'économie numérique dans les États membres.

- La BID et le Partenariat mondial pour les données sur le développement durable ont aidé les Gouvernements du Sénégal et du Togo à collecter des données ponctuelles grâce à la technologie satellitaire de la NASA et aux analyses d'Amazon Web Services, ce qui leur a permis de surveiller et de suivre les données environnementales pour l'agriculture et la gestion de l'eau.

RENFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ INSTITUTIONNELLE

- Les pays membres ont témoigné leur soutien sans faille à la Banque, avec l'approbation de la 6^e augmentation générale du capital à hauteur de 5,5 milliards de dinars islamiques en décembre 2020. Cet appui est primordial pour l'accompagnement de la Banque dans ses efforts de riposte à la pandémie et dans le cadre de l'autonomisation des pays membres pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).
- La 6^e augmentation générale du capital est un message fort aux principales agences de notation quant au soutien sans réserve dont jouit la Banque auprès de ses actionnaires. Les quatre agences (Standard & Poor's Global, Moody's Investors Service, Fitch Ratings et Malaisien Rating Corporation) ont toutes reconduit la note « AAA » de la BID avec des perspectives « stables » en 2021.
- Les gouverneurs de la BID ont tenu une table ronde visant à dégager une vision commune sur les principaux défis de développement posés par la pandémie et les solutions éventuelles à court, moyen et long terme ainsi que les possibilités de relance. En particulier, trois thèmes majeurs ont été soulevés : l'accélération de la reprise post-pandémie ; la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la résilience ; et l'accélération de la croissance économique verte.
- Le projet vision, stratégie et modèle en matière de talents s'est terminé en 2021 et comprenait six cadres et directives sur l'attraction, l'évaluation, le perfectionnement, la gestion de carrière, la planification de la relève et le suivi. La Banque a mis en œuvre avec bonheur le Programme de développement du leadership (PDL) à l'intention d'un groupe de directeurs et de chefs de division dans le cadre de ses responsabilités de renforcement des capacités de leadership.
- La sûreté et la sécurité du personnel sont restées une priorité absolue pour la Banque, notamment pendant la pandémie. Les mesures de gestion de la continuité des activités (BCM) ont été très efficaces pour assurer la sécurité du personnel au siège et partout ailleurs. Des tests PCR et des vaccins ont été mis à la disposition du personnel, et le processus de retour à la présentielle soigneusement et progressivement mis en œuvre. Le Centre de gestion des installations et de prestation de services (FMSDC) a veillé à ce que ce retour se fasse sans heurts, dans de bonnes conditions sanitaires et de confort.

2021 EN BREF

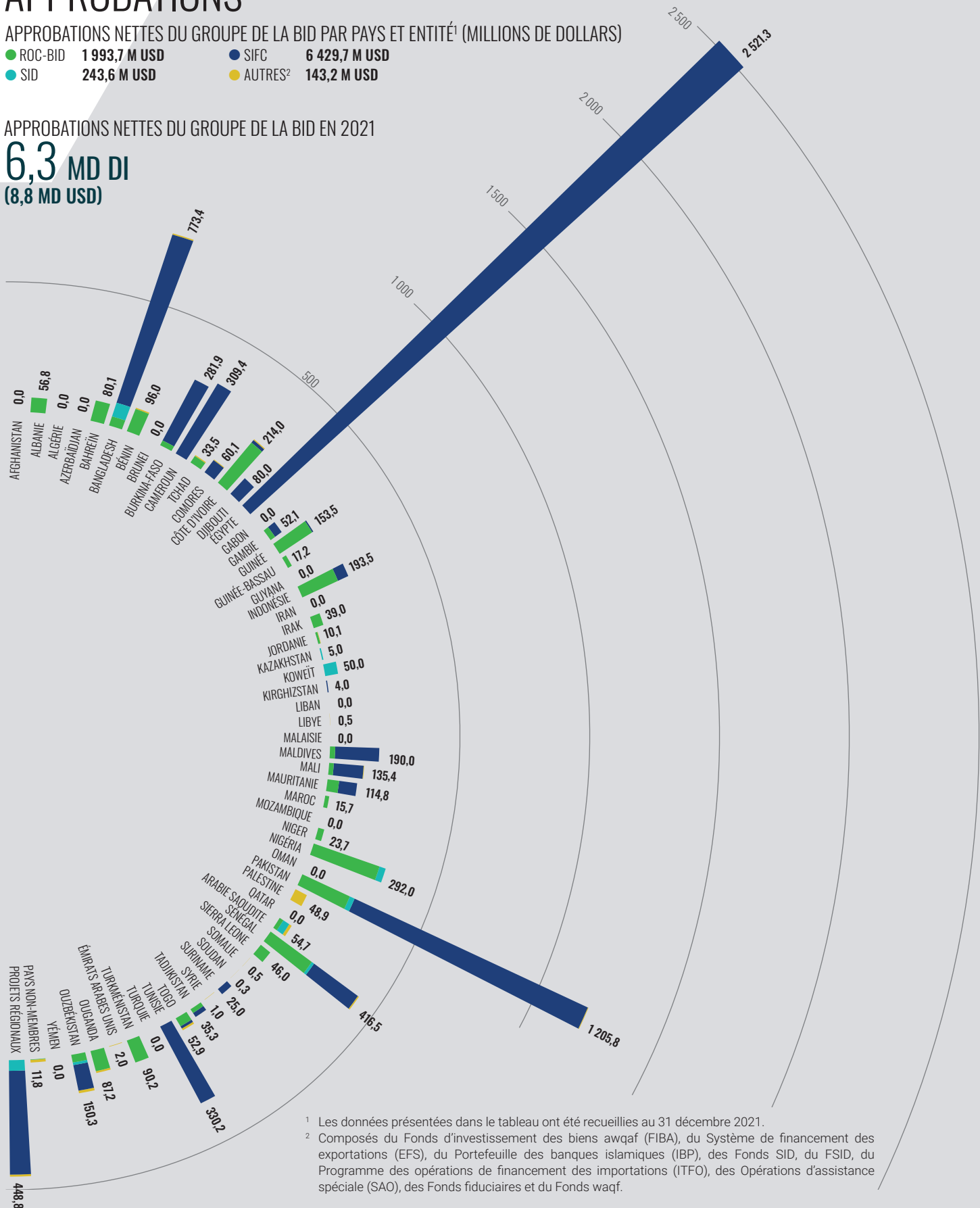
APPROBATIONS

APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID PAR PAYS ET ENTITÉ¹ (MILLIONS DE DOLLARS)

● ROC-BID 1 993,7 M USD ● SIFC 6 429,7 M USD
 ● SID 243,6 M USD ● AUTRES² 143,2 M USD

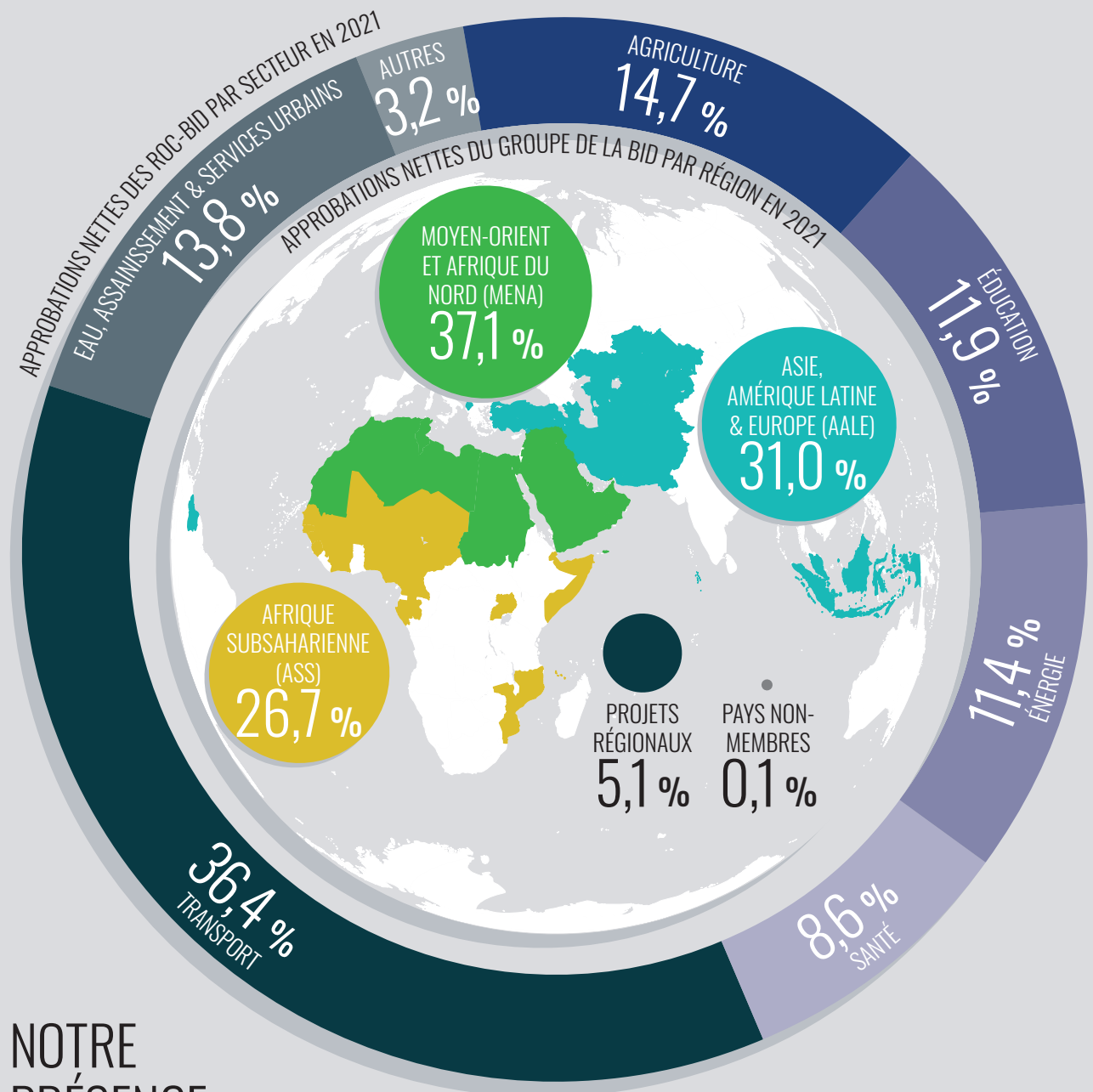
APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID EN 2021

6,3 MD DI
 (8,8 MD USD)



¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2021.

² Composés du Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA), du Système de financement des exportations (EFS), du Portefeuille des banques islamiques (IBP), des Fonds SID, du FSID, du Programme des opérations de financement des importations (ITFO), des Opérations d'assistance spéciale (SAO), des Fonds fiduciaires et du Fonds waqf.



NOTRE PRÉSENCE

LA BID COMPTE

57 PAYS MEMBRES

AFRIQUE SUBSAHARIENNE (ASS)

20 PAYS

Bénin
Burkina-Faso
Cameroun
Tchad
Comores
Côte d'Ivoire
Djibouti
Gabon
Gambie
Guinée

Guinée-Bissau
Mali
Mozambique
Niger
Nigéria
Sénégal
Sierra Leone
Somalie
Togo
Ouganda

ASIE, AMÉRIQUE LATINE & EUROPE (AALE)

18 PAYS

Afghanistan
Albanie
Azerbaïdjan
Bangladesh
Brunei
Guyana
Indonésie
Iran
Kazakhstan
Kirghizstan

Malaisie
Maldives
Pakistan
Suriname
Tadjikistan
Turquie
Turkménistan
Ouzbékistan

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD (MENA)

19 PAYS

Algérie
Bahreïn
Égypte
Irak
Jordanie
Koweït
Liban
Libye
Mauritanie
Maroc

Oman
Palestine
Qatar
Arabie saoudite
Soudan
Syrie
Tunisie
Émirats arabes unis
Yémen

TROIS GRANDS DOMAINES DE SOUTIEN

TRAITS SAILLANTS DES TROIS GRANDS DOMAINES

L'INTERVENTION DU GROUPE DE LA BID S'EST AVÉRÉE INDISPENSABLE POUR PERMETTRE AUX PAYS MEMBRES DE RESTER SUR UNE TRAJECTOIRE DE RELANCE ET DE CROISSANCE À LONG TERME. AINSI, LES APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID EN 2021 ONT ATTEINT

8,8 MD USD
(6,3 MD DI)

LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE ET LA PAUVRETÉ

LES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE LA BID DANS LE CADRE DU SPRP SONT PASSÉ DE

2,27 MD USD

EN 2020 À

4,43 MD USD

EN 2021

100 M USD

APPROUVÉS POUR LE PROGRAMME DES VACCINS

ÉDIFIER DES ÉCONOMIES VERTES, RÉSILIENTES, INCLUSIVES ET DURABLES

5 MD USD

MOBILISÉS GRÂCE À DES SOUKOUK VERTS ET DE DURABILITÉ

91 M USD

APPROUVÉS POUR LE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DES ENTREPRISES

AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ INSTITUTIONNELLE

PAR LA 6^E AUGMENTATION GÉNÉRALE DE CAPITAL DE

7,9 MD USD

APPROUVÉE EN DÉCEMBRE 2020

LES QUATRE AGENCES DE NOTATION ONT EN 2021 RECONDUIT LA NOTE DE CRÉDIT

« **AAA** »

DE LA BID, AVEC DES PERSPECTIVES

« **STABLES** »

LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE À CORONAVIRUS

2,7 MILLIONS
DE PERSONNES ONT ÉTÉ VACCINÉES DANS
1 522
NOUVEAUX CENTRES DE VACCINATION

49 MILLIONS
DE PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ DES
CAMPAGNES DE SENSIBILISATION

9,7 MILLIONS
DE MÉNAGES ONT REÇU DES
RATIONS ALIMENTAIRES

308 000 EMPLOIS
ONT ÉTÉ CRÉÉS POUR LA RELANCE DES
CHAÎNES DE VALEUR PRIORITAIRES

31 696
PRATICIENS DE SANTÉ
ONT BÉNÉFICIÉ DU RENFORCEMENT
DES CAPACITÉS

15 000
MICRO-ENTREPRISES
ET MÉNAGES ONT BÉNÉFICIÉ DES SERVICES
DE MICROFINANCE

40 000 ÉTUDIANTS
BÉNÉFICIENT DES PROGRAMMES
D'APPRENTISSAGE À DISTANCE

18 304 PME
ONT REÇU L'ASSISTANCE FINANCIÈRE

AU TOTAL
59 MILLIONS DE BÉNÉFICIAIRES

CROISSANCE VERTE, RÉSILIENTE ET INCLUSIVE

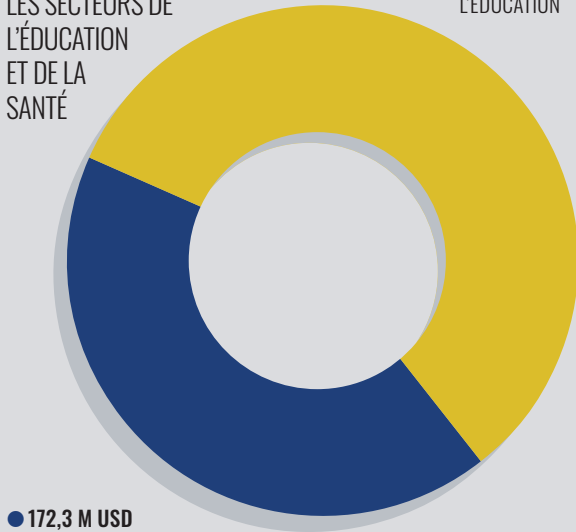
DÉVELOPPEMENT HUMAIN

UN FINANCEMENT TOTAL À PARTIR DES ROC-BID DE

409,6 M USD

A ÉTÉ APPROUVÉ EN 2021 POUR LES SECTEURS DE L'ÉDUCATION ET DE LA SANTÉ

● **237,3 M USD** POUR DES PROJETS DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION



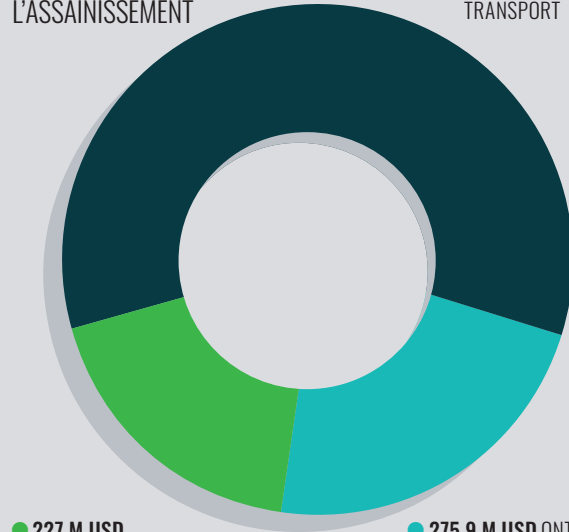
● **172,3 M USD** POUR LES SOINS DE SANTÉ UNIVERSELS

INFRASTRUCTURE

1,23 MD USD

A ÉTÉ ALLOUÉ EN 2021 AUX SECTEURS DE L'ÉNERGIE, DES TRANSPORTS, ET DE L'ASSAINISSEMENT

● EN 2021, LA BID A APPROUVÉ AU TOTAL **724,9 M USD** POUR LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT



● **227 M USD** APPROUVÉS POUR ACCROÎTRE L'ALIMENTATION ET L'ACCÈS À L'ÉNERGIE ET À L'ÉLECTRICITÉ

● **275,9 M USD** ONT ÉTÉ APPROUVÉS EN 2021 POUR FINANCER DES PROJETS DANS LE SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

292,2 M USD

ONT ÉTÉ ALLOUÉS EN 2021 AU SECTEUR DE L'AGRICULTURE. L'ALLOCATION COMPREND :

80 M USD POUR LES PLANS D'IRRIGATION EN OUGANDA

150,52 M USD POUR LA ZONE SPÉCIALE AGRO-INDUSTRIELLE AU NIGÉRIA



FINANCEMENT DURABLE

LA BID A CRÉÉ UN CADRE DE FINANCEMENT DURABLE CONFORME AUX NORMES ÉTABLIES PAR *INTERNATIONAL CAPITAL MARKET ASSOCIATION*.

EN MARS 2021, LA BID A ÉMIS SA DEUXIÈME SÉRIE DE SOUKOUK DURABLES, LA PLUS IMPORTANTE JUSQU'ICI, CE QUI A PERMIS DE LEVER

2,5 MD USD

● **90 %** DU PRODUIT ONT ÉTÉ ALLOUÉS À DES PROJETS SOCIAUX

BOURSES D'ÉTUDES

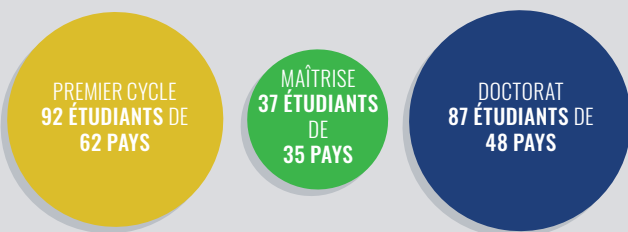
7 M USD

ONT ÉTÉ APPROUVÉS EN 2021 POUR DIFFÉRENTES BOURSES D'ÉTUDES. DES BOURSES D'ÉTUDES ONT ÉTÉ OCTROYÉES À 301 ÉTUDIANTS

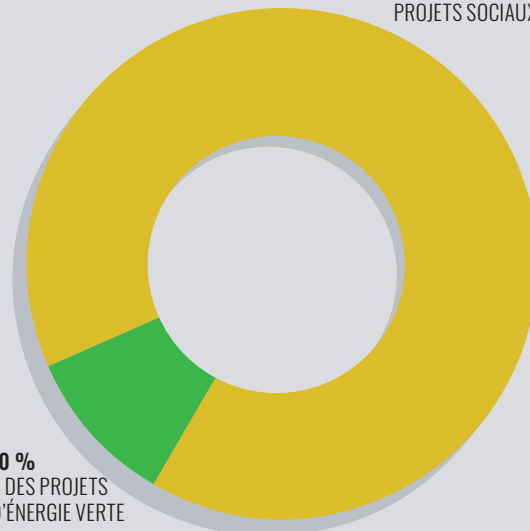
PREMIER CYCLE
92 ÉTUDIANTS DE
62 PAYS

MAÎTRISE
37 ÉTUDIANTS DE
35 PAYS

DOCTORAT
87 ÉTUDIANTS DE
48 PAYS



● **10 %** À DES PROJETS D'ÉNERGIE VERTE



FEMMES ET JEUNES

EN 2021, LA BID A APPRUVÉ LA STRATÉGIE OPÉRATIONNELLE DE SA POLITIQUE D'AUTONOMISATION DES FEMMES

L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES JEUNES A ÉTÉ INTÉGRÉE À PLUS DE

35

PROJETS DE LA BID EN 2021

11,25 M USD

ONT ÉTÉ MOBILISÉS POUR LE PROGRAMME D'AUTONOMISATION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DIRIGÉES PAR DES FEMMES EN AFRIQUE DE L'OUEST DANS LES CHÂÎNES DE VALEUR DU RIZ (EWASME)

RENFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ INSTITUTIONNELLE

EN 2021, LA BID A LANCÉ LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE DE GESTION ET DE GOUVERNANCE DES RISQUES AFIN D'ATTÉNUER DE MANIÈRE PROACTIVE LES RISQUES AUXQUELS ELLE S'EXPOSE AU TITRE DES MODÈLES ACTUELLEMENT UTILISÉS.

UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF POUR RÉSOUDRE LES LITIGES PROFESSIONNELS OPPOSANT LE PERSONNEL DU GROUPE DE LA BID À L'ORGANISATION A ÉTÉ CRÉÉ.

20 STRATÉGIES DE PARTENARIAT AVEC LES PAYS MEMBRES

SONT ACHÉVÉES DEPUIS 2010 ET 6 STRATÉGIES DEVRAIENT ÊTRE LANCÉES EN 2022

10 PROJETS

DANS LES PAYS MEMBRES AXÉS SUR L'ÉNERGIE, LA SANTÉ, L'ÉDUCATION, LES TRANSPORTS, L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT, L'AGRICULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL, ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION ONT ÉTÉ ÉVALUÉS EN 2021.

CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES ODD

EN 2021, LA BID A CONTRIBUÉ À LA RÉALISATION DES ODD

1, 2, 3, 4, 6, 7 ET 9

EXEMPLES :



1

ACTIVITÉS DU GROUPE DE LA BID



EN BREF

IL EST PRÉVU UN REGAIN DE CROISSANCE DANS LES PAYS MEMBRES AVEC UNE MOYENNE D'ENVIRON

4,6 %
EN 2021

LA CROISSANCE DANS LES PAYS MEMBRES LES MOINS AVANCÉS DEVRAIT REMONTER À 4 % EN 2021 POUR ATTEINDRE PRÈS DE

6,4 %
ENTRE 2022 ET 2025

LES APPROBATIONS DE 2021 SONT EN HAUSSE PAR RAPPORT À LA PÉRIODE D'AVANT LA PANDÉMIE, NOTAMMENT AVEC 5,7 MILLIARDS DE DINARS ISLAMIQUES EN 2019. ELLES SONT PASSÉES DE 4,8 MILLIARDS DE DINARS ISLAMIQUES (6,9 MILLIARDS DE DOLLARS) EN 2020 À

6,3 DI MD
(8,8 MILLIARDS DE DOLLARS) EN 2021

LES PROJETS ET SUBVENTIONS APPROUVÉS EN 2021 DEVRAIENT DONNER DES RÉSULTATS PROMETTEURS UNE FOIS ACHEVÉS, ET CONTRIBUER À LA RÉALISATION DES PRINCIPAUX ODD (1, 2, 3, 4, 6, 7 ET 9).

1.1 TENDANCES ÉCONOMIQUES RÉCENTES

Le processus de redressement post-pandémie très attendu a été perturbé en 2021 par l'apparition de nouveaux variants qui a amené certains pays à réimposer des mesures de restriction sur les déplacements. Pendant ce temps, la flambée des prix de l'énergie et le déséquilibre des chaînes d'approvisionnement ont donné lieu à une inflation plus forte et plus généralisée. La pandémie a sérieusement affaibli la compétitivité et les perspectives économiques des marchés émergents, des économies en développement et des pays membres de la BID. Avant son éruption, la croissance de ces pays s'était considérablement ralentie en passant sous la moyenne mondiale en 2018-2019, un état de fait sans précédent sur les dernières décennies. Ce ralentissement traduit surtout les performances médiocres des pays membres exportateurs de pétrole ainsi que les incidences de l'instabilité politique et des conflits, notamment dans la région MENA. Les effets de la pandémie ont exacerbé cette tendance, entraînant une contraction de 1,7 % de la production globale des pays membres en 2020. Plus de 51 millions de personnes s'y sont retrouvées dans l'extrême pauvreté et près de 1 sur 3 dans la pauvreté multidimensionnelle ; environ 3 pays membres de la BID sur 4 sont tributaires des exportations de produits de base, tandis que plus de 1/3 se trouvent dans des situations de fragilité ou de conflit (données fournies par le personnel de la BID, novembre 2021).

Le rebond économique intervenu en 2021 devrait être plus faible dans les pays membres de la BID que dans les marchés émergents et économies en développement, ce malgré de meilleures perspectives pour les pays membres exportateurs de combustibles. Il est prévu un regain de croissance dans les pays membres avec une moyenne d'environ 4,6 % en 2021, contre 6,4 % pour les marchés émergents et économies en développement. À moyen terme (2022-2025), ce taux devrait se stabiliser autour de 4,4 %, légèrement en deçà de la moyenne prévue pour les marchés émergents et économies en développement (4,7 %). Ce résultat modeste est principalement imputable aux exportateurs de combustibles dont le taux de croissance à moyen terme sera de quelque 3 % selon les prévisions, contre plus de 5,1 % pour les non exportateurs.

Après un ralentissement marqué de la croissance en 2020, les économies des pays membres les moins avancés (PMMA) de la BID devraient connaître une reprise sensible à moyen terme. Leur taux de croissance économique moyen est passé de 5,7 % en 2019 à 0,8 % en 2020, et devrait

remonter à 4 % en 2021 pour atteindre près de 6,4 % entre 2022 et 2025 selon les estimations. Cette projection de croissance relativement élevée est fondée sur l'hypothèse d'une relance vigoureuse dans les PMMA exportateurs de produits de base ou dont l'économie repose sur le tourisme, et d'une normalisation progressive dans certains pays membres dits fragiles et touchés par des conflits. Parmi les groupements régionaux de la BID, l'Asie, l'Amérique latine et l'Europe ont fait preuve d'une plus grande résilience en 2020 et devraient connaître une reprise plus rapide à moyen terme. Dans la région Asie, Amérique latine et Europe, il est prévu un rebond à 4,9 % en 2021 et une stabilisation à environ 4,7 % jusqu'en 2025, chiffre qui dépasse nettement les moyennes prévues pour l'Afrique subsaharienne (4,1 %) et la région MENA (3,9 %).

Les tendances récentes suggèrent des disparités entre le revenu par habitant des pays membres de la BID et celui des économies avancées et autres marchés émergents et économies en développement. Selon les prévisions, ces disparités devraient s'accroître à moyen terme en raison de la faiblesse de la croissance dans l'espace OCI, notamment dans les pays membres exportateurs de combustibles. La pauvreté dans les pays membres tend à se concentrer dans les pays fragiles et touchés par des conflits et les PMMA. Au sein des pays, la pauvreté est disproportionnellement élevée dans les zones rurales.

La reprise économique mondiale rapide et l'augmentation de la demande en biens et services ont entraîné une hausse de l'inflation en 2021. Le taux d'inflation moyen dans les pays membres de la BID devrait atteindre 10,6 %, soit plus du double de la moyenne mondiale. Ce chiffre élevé s'explique par plusieurs facteurs, notamment une forte dépréciation de la monnaie et de graves pénuries d'approvisionnement en 2021, en particulier dans les pays membres considérés comme fragiles et touchés par des conflits. Il devrait descendre à 6,6 % d'ici 2025, mais restera bien au-dessus de la moyenne mondiale.

Dans le contexte de la pandémie, les pays membres de la BID ont également vu leur déficit budgétaire se creuser pour atteindre près de 7 % du PIB en 2020, contre 4 % en 2019. Les exportateurs de combustibles ont connu la plus forte hausse avec 8,2 % en 2020, contre 3 % en 2019. Toutefois, le déficit devrait se réduire en 2021 pour s'établir à près de 43 % selon les estimations, essentiellement en raison du redressement des cours du pétrole. À moyen terme, les déficits budgétaires vont se réduire chez ces exportateurs, ce qui laisse présager des améliorations dans l'assainissement budgétaire du fait

de la hausse des cours du pétrole. Les PMMA disposant d'une marge de manœuvre budgétaire relativement limitée ont vu leur déficit s'accroître pour atteindre 5,4 % du PIB en 2020 et rester au même niveau en 2021, traduisant la nécessité d'augmenter les dépenses publiques pour appuyer la résilience et la reprise économiques.

Les ratios de la dette publique ont également augmenté dans les pays membres de la BID pendant la pandémie. Le ratio moyen de la dette publique brute au PIB avait augmenté de 7 points de pourcentage, passant de 42,3 % du PIB en 2019 à 49,3 % en 2020. Selon les estimations, il devrait chuter à environ 46,6 % en 2021 et se stabiliser à 47,8 % à moyen terme, restant bien en dessous de la moyenne des marchés émergents et économes en développement. Les exportateurs de combustibles devraient maintenir un ratio modéré tournant autour de 42 % à moyen terme. Pour les PMMA, la dette publique s'est considérablement accrue pour atteindre environ 59 % du PIB en 2021 contre 51 % en 2019, en dépassement du niveau suggéré par la variation du déficit budgétaire. Son ratio devrait revenir à son niveau d'avant la pandémie d'ici 2023.

1.2 PRINCIPAUX INDICATEURS OPÉRATIONNELS

Avec 112,2 milliards de dinars islamiques (160,3 milliards de dollars) en 2021, le volume global des approbations du Groupe de la BID n'a cessé d'augmenter depuis sa création. Grâce au financement de la reprise post-pandémie, les approbations annuelles en 2021 ont dépassé le niveau d'avant la pandémie soit 5,7 milliards de dinars islamiques (7,9 milliards de dollars) en 2019, passant de 4,8 (6,9 milliards de dollars) en 2020 à 6,3 milliards (8,8 milliards de dollars). La contraction des approbations en 2020 a été déclenchée par les opérations de financement du commerce qui ont été gravement compromises par les restrictions sur la mobilité et les perturbations des chaînes d'approvisionnement causées par la pandémie.

Cependant, les approbations à partir des ressources ordinaires en capital (ROC-BID) n'ont pas baissé et ont suivi le rythme de la demande des pays membres, notamment dans les domaines de la santé et de la sécurité alimentaire. De la même manière que la part des approbations au titre du financement du commerce a baissé au cours de l'année 2020, celle des ROC-BID a augmenté par rapport aux approbations totales du Groupe. En 2021, la part des approbations pour le financement du commerce a retrouvé son niveau d'avant la pandémie, tandis que celles des membres affiliés au Groupe de la BID se sont presque toutes ajustées pour revenir aux niveaux de 2019.

Les décaissements post-pandémie ont été accélérés afin de mettre à disposition les ressources nécessaires pour réparer les dommages causés par la pandémie et financer la reprise.

Les approbations annuelles à partir des ROC-BID se sont accrues, passant de 1,2 milliard de dinars islamiques (1,7 milliard de dollars) en 2020, à 1,4 milliard (2 milliards de dollars) en 2021. Le volume des financements au titre du développement du secteur privé par la SID s'est légèrement contracté, passant de 0,2 milliard de dinars islamiques (0,3 milliard de dollars) en 2020 à 0,17 milliard (0,2 milliard de dollars) en 2021. Les approbations relatives au financement du commerce par la SIFC se sont fortement accrues pour atteindre 4,6 milliards de dinars islamiques (6,4 milliards de dollars) en 2021, après une contraction de 18,78 % en 2020.

Les décaissements post-pandémie ont été accélérés afin de mettre à disposition les ressources nécessaires pour réparer les dommages causés par la pandémie et financer la reprise.

La répartition par secteur des approbations des ROC-BID en 2021 n'a pas varié de manière significative par rapport aux exercices précédents. Elle traduit l'engagement de la BID en faveur des infrastructures (transport, eau, assainissement et services urbains, énergie), du capital humain (éducation et santé) et de la sécurité alimentaire (agriculture). Elle reflète également le contexte de développement des pays membres dont la plupart accusent d'énormes déficits d'infrastructure qui viennent s'ajouter aux difficultés rencontrées dans d'autres secteurs.

La SID a emprunté la voie du redressement depuis 2018 et approuvé des montants importants au début de la pandémie. Si le volume de ses approbations a légèrement baissé en 2021, celui des décaissements a augmenté pour satisfaire une demande antérieure plus élevée. Les approbations ont été réparties de manière presque égale entre le secteur financier (49,92 %) et les autres secteurs (50,08 %). Les investissements dans les autres secteurs ont visé ceux à fort impact comme les transports primaires (20,53 %), l'industrie et les mines (18,47 %) et les infrastructures de santé (11,08 %). Quant aux décaissements, ils ont porté essentiellement sur le secteur financier (62,25 %), les transports (19,17 %), l'énergie (13,80 %), l'industrie et les mines (4,79 %). Dans l'ensemble, le ratio des décaissements aux approbations s'est établi à 85,68 %, ce qui reflète une amélioration significative par rapport à l'exercice précédent (44,18 %).

FIGURE 1.1 : APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID

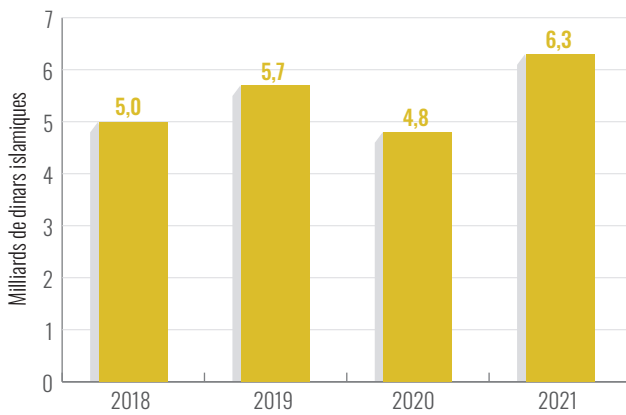


FIGURE 1.2 : TENDANCES DANS LA PART DES ENTITÉS DANS LES APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID

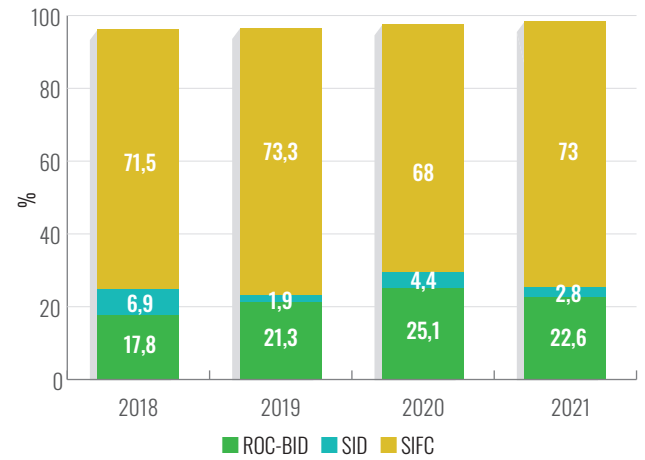


FIGURE 1.3 : APPROBATIONS NETTES PAR ENTITÉ ET PAR FONDS

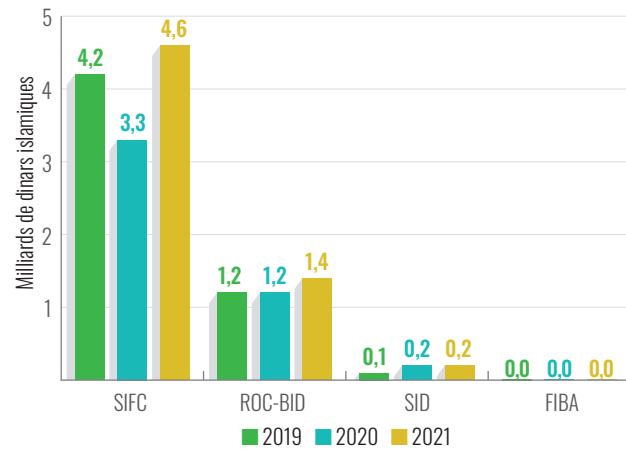


FIGURE 1.4 : TENDANCES DANS LES DÉCAISSEMENTS ET LES REMBOURSEMENTS DU GROUPE DE LA BID

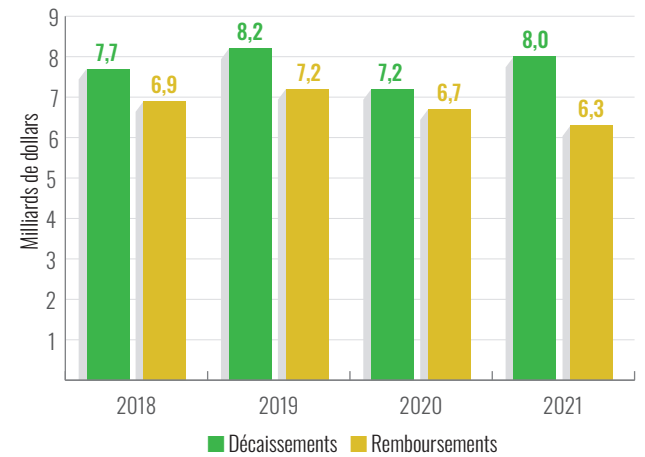


FIGURE 1.5 : RÉPARTITION PAR SECTEUR DES APPROBATIONS NETTES DES ROC-BID

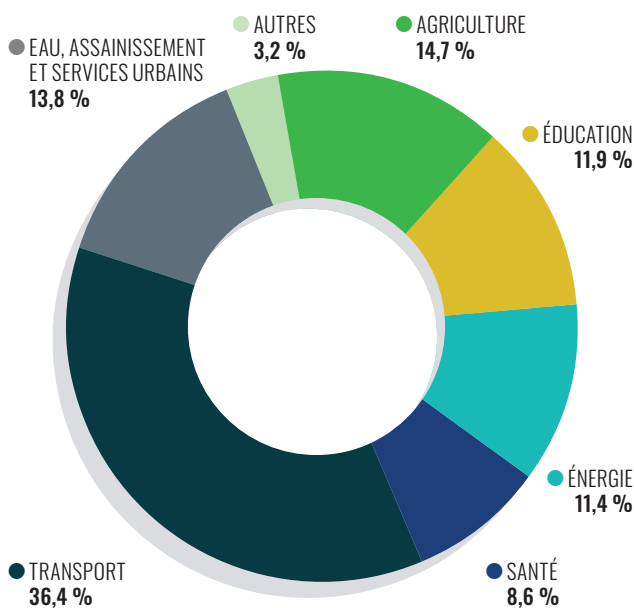
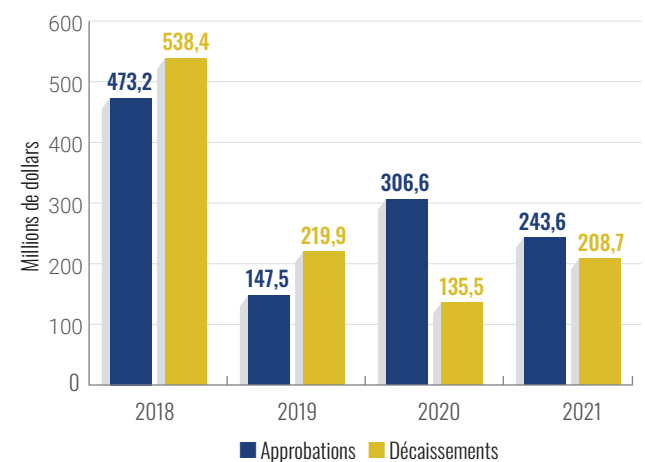
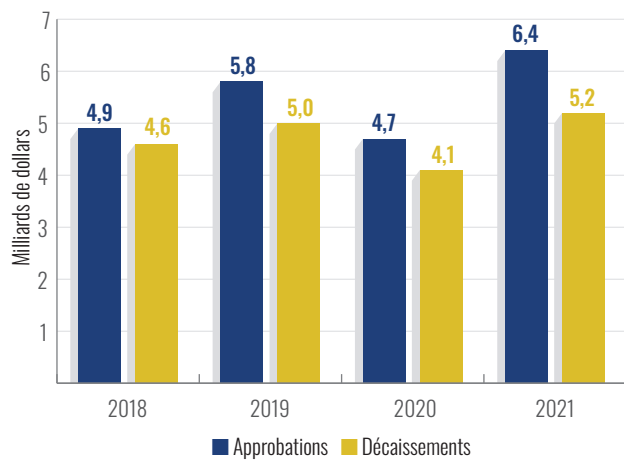


FIGURE 1.6 : TENDANCES DANS LES APPROBATIONS ET LES DÉCAISSEMENTS NETS DE LA SID



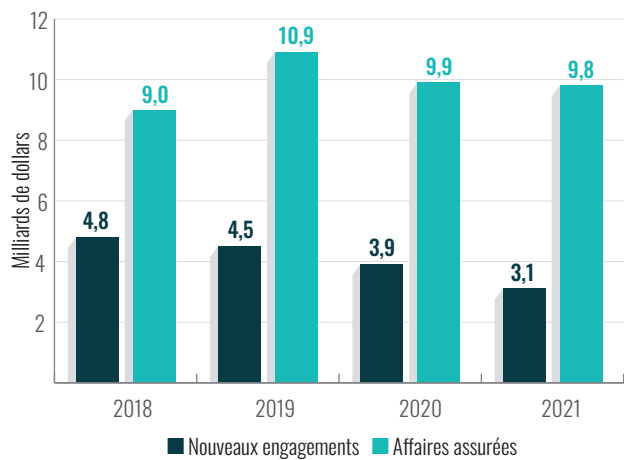
SID : Société islamique pour le développement du secteur privé
 ROC-BID : Ressources ordinaires en capital de la BID
 SIFC : Société internationale islamique de financement du commerce

FIGURE 1.7 : TENDANCES DANS LES APPROBATIONS ET LES DÉCAISSEMENTS NETS DE LA SIFC



Avec la réouverture des économies et la stabilisation des chaînes d'approvisionnement, la SIFC est revenue plus forte et plus efficace, tant au niveau des approbations que des décaissements. Avec un taux de décaissement de 78 % pour renforcer la résilience économique dans le contexte de la pandémie, elle a approuvé un montant total de 6,4 milliards de dollars, dont 3,6 milliards au titre des échanges entre pays membres de l'OCI pour promouvoir le commerce régional et l'intégration économique. En termes de diversification du portefeuille de financement du commerce, les approbations hors pétrole et gaz se sont élevées à 2,5 milliards de dollars, soit 38 % dudit portefeuille. Les approbations en faveur du secteur privé se sont chiffrées à 806 millions de dollars, dont 753 millions pour les PME par le biais de partenariats sous forme de lignes de financement.

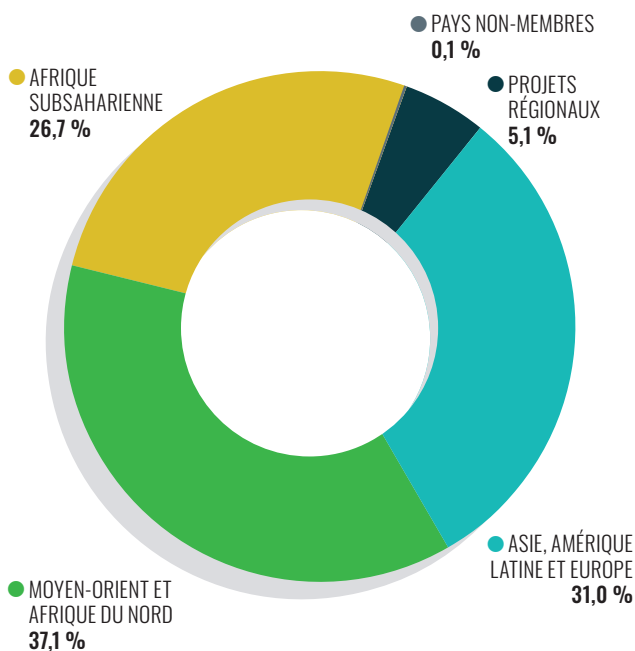
FIGURE 1.8 : TENDANCES DANS LES AFFAIRES ASSURÉES ET LES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE LA SIACE



Avec la pandémie, l'assurance des risques de crédit et des risques de pays s'est avérée plus difficile, mais la SIACE a fait preuve d'une grande résilience. Le volume de ses nouveaux engagements et de ses affaires assurées n'avait que légèrement baissé en 2020, mais en 2021 elle a recouvré environ 90 % des affaires assurées et 70 % des nouveaux engagements en comparaison avec les niveaux d'avant la pandémie. Sa riposte à la pandémie a consisté à fournir une capacité de plus de 643 millions de dollars pour l'importation d'équipements médicaux, de produits alimentaires et énergétiques de base, ce grâce à deux principales initiatives : le Mécanisme de garantie des interventions de lutte contre la pandémie (GCF) et l'Initiative SIACE-FSID de riposte d'urgence à la pandémie (ICERI).

La répartition par région des approbations du Groupe de la BID a été stable au fil des ans et en cohérence avec les besoins et niveaux de développement des pays membres.

FIGURE 1.9 : RÉPARTITION PAR RÉGION DES APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID EN 2021



La répartition par région des approbations du Groupe de la BID a été stable au fil des ans et en cohérence avec les besoins et niveaux de développement des pays membres.

SID : Société islamique pour le développement du secteur privé
 ROC-BID : Ressources ordinaires en capital de la BID
 SIFC : Société internationale islamique de financement du commerce

1.3 PRINCIPALES INITIATIVES

1.3.1 MISE EN COHÉRENCE DE LA STRATÉGIE DU GROUPE AVEC LA NOUVELLE DONNE

Après presque une décennie (2010-2019) de croissance forte – quoiqu'inégale – le monde a été touché de plein fouet par le coronavirus. Cette pandémie a considérablement modifié le contexte du développement et assombri les perspectives des pays membres de la BID, compromettant dans de nombreux cas les progrès enregistrés vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Ces chocs et autres perturbations ont amené les pays membres à revoir leurs priorités à la lumière de la nouvelle donne. Lors de la table ronde qui s'est tenue le 3 septembre 2021 en Ouzbékistan, les gouverneurs de la BID ont demandé à la Banque de revoir et de réaligner sa stratégie sur les besoins essentiels et en constante évolution des pays membres. En réponse, celle-ci a entrepris un repositionnement stratégique visant à mieux aligner ses interventions sur les besoins et priorités essentiels de ces pays sur la période 2023 à 2025.

Dans ce cadre, elle a pris en considération (i) le contexte mondial, les perspectives macroéconomiques et les défis auxquels sont confrontés les pays membres, notamment à la lumière de la pandémie ; (ii) l'examen à mi-parcours de la Stratégie décennale en cours de mise en œuvre ; (iii) les besoins sans cesse croissants des pays membres en investissements dans les infrastructures durables et les priorités de la BID ; (iv) les besoins des pays membres en matière de lutte contre la pauvreté et de renforcement de la résilience ; (v) la nécessité pour la BID d'intensifier son appui pour le renforcement des capacités ; (vi) les approches adoptées par la BID par rapport à la transition des pays membres vers une croissance verte, résiliente et inclusive ; et (vii) les enseignements tirés de l'analyse comparative avec des banques multilatérales de développement (BMD).

Le document de repositionnement stratégique définit les priorités révisées de la Banque sur la période 2023 à 2025. Il a trois objectifs indissociables : (i) stimuler le redressement (ii) faire face à la pauvreté et renforcer la résilience, et (iii) favoriser une croissance économique verte. Pour atteindre ces objectifs, la Banque s'adossera sur deux piliers essentiels à sa mission de servir la Ouma, à savoir la promotion du développement inclusif du capital humain et le développement d'infrastructures vertes, résilientes et durables.



1.2 RENFORCEMENT DE LA SYNERGIE DU GROUPE

En 2019, le CDE a, à la faveur du Programme annuel 2018 du Département de l'Évaluation des Opérations, demandé une évaluation de la synergie du Groupe de la BID. Il est ressorti de cette évaluation que de nombreuses opportunités ont été manquées et qu'il est possible de faire encore plus. Lors de sa réunion de juin 2020, le CDE a approuvé les recommandations de l'évaluation qu'il a considérées comme étant les principaux éléments et points d'ancrage du futur programme de synergie du Groupe. Le CDE a donné mandat au président de promouvoir le programme et d'en orienter la mise en œuvre.

L'objectif du programme de synergie du Groupe est de créer un environnement permettant aux membres affiliés au Groupe de travailler ensemble pour créer une plus grande valeur ajoutée en faveur des pays membres. Il vise spécifiquement à susciter et faciliter la collaboration entre ces membres pour (i) offrir une gamme de services plus complets aux clients ; (ii) améliorer l'efficacité du Groupe ; (iii) rehausser l'image de marque du Groupe ; et (iv) accroître les gains d'efficacité au niveau interne (économies de coûts). Le programme sera articulé autour des deux axes que sont la synergie commerciale et la synergie interne, avec un accent particulier sur le premier.

1.3.3 RENFORCEMENT DE LA VIABILITÉ FINANCIÈRE

La stratégie de viabilité financière répond à la nécessité de préserver la note « AAA » de la Banque et garantir la croissance durable des pays membres ainsi que la satisfaction de leurs besoins de développement à moyen et long terme. Elle astreint la Banque à affecter et utiliser efficacement les ressources en capital limitées, et à mobiliser des ressources auprès du marché.

La Banque gère la croissance des actifs et des passifs en faisant preuve de la plus grande rigueur dans les approbations et les décaissements qui intègrent des paramètres d'efficacité. Elle applique ce procédé avec bonheur depuis 2018 avec un volume des approbations qui augmente de 0,5 milliard de dollars chaque année, et prévoit une enveloppe de 3 milliards en 2022, conformément au programme. Elle a réussi à augmenter régulièrement la marge de décaissement chaque année afin d'améliorer les prestations aux pays membres en intensifiant les activités de mobilisation des ressources et en réduisant les contraintes de liquidité.

La mise en œuvre réussie de la stratégie de viabilité financière a permis à la Banque de stabiliser les paramètres prudentiels tels que l'adéquation du capital, la liquidité et l'effet de levier, malgré des conditions défavorables du marché. La Banque a également lancé plusieurs initiatives visant à améliorer la viabilité financière grâce à une gestion proactive du bilan et à la planification du financement d'urgence par le biais de mesures extraordinaires. À cet égard, elle a réalisé des avancées considérables sous diverses formes, notamment en pénétrant de nouveaux marchés, en touchant une nouvelle base d'investisseurs grâce à des émissions régulières et en proposant de nouvelles devises et de nouveaux produits. En 2021, elle a émis ses soukous les plus importants jusqu'ici qui sont également de nature durable, ainsi que ses premiers soukous adossés au SOFR (taux de financement garanti au jour le jour) en prévision de l'abandon du LIBOR.

1.4 RÉALISATIONS À L'ACTIF DU GROUPE DE LA BID

1.4.1 PRINCIPALES INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT

Le Plan d'opérations 2021 de la BID se chiffrait à 2,5 milliards de dollars répartis entre deux principaux secteurs, à savoir les finances publiques et les partenariats public-privé (PPP). La BID a atteint l'objectif opérationnel en termes de financement de projets dans ses pays membres, avec un montant de plus de 2 milliards de dollars accordés à plus d'une trentaine de pays dans l'année. La préparation des propositions de projets a été coordonnée tout au long de l'année, afin de veiller au respect des exigences des comités d'examen technique. Des mécanismes de coordination ont été mis en place pour garantir le suivi des processus d'examen technique établis et d'autorisation de la Direction.

Les projets et subventions approuvés en 2021 devraient donner des résultats prometteurs une fois achevés, et contribuer à la réalisation des principaux ODD (1, 2, 3, 4, 6, 7 et 9). Dans la mesure où la pandémie continue de toucher la plupart des pays membres, l'ODD 3 (santé) est resté une haute priorité pour l'approbation des projets. Ensemble, ces opérations intersectorielles donneront les résultats suivants :



OPPORTUNITÉS D'EMPLOI POUR PLUS DE
217 500 PERSONNES
ET FORMATION DE QUELQUE 70 000
AUTRES



CONSTRUCTION DE STRUCTURES
DE STOCKAGE DE VIVRES POUR UNE
CAPACITÉ DE PLUS DE
60 000 TONNES



LANCEMENT DE PROGRAMMES DE
SENSIBILISATION À LA SANTÉ ET À
L'ASSAINISSEMENT EN FAVEUR DE PRÈS DE
32 MILLIONS DE PERSONNES
PAR AN, AVEC DES SERVICES DE
CONSULTATION EXTERNE POUR
1,2 DE PERSONNES SUPPLÉMENTAIRES



CONSTRUCTION DE **265 ÉCOLES**
POUR PRÈS DE
180 000 ÉLÈVES
À DIFFÉRENTS NIVEAUX D'ENSEIGNEMENT.
CES PROGRAMMES PERMETTRONT
D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT
GRÂCE AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS
DE **9 000 ENSEIGNANTS**

1.4.2 RENFORCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

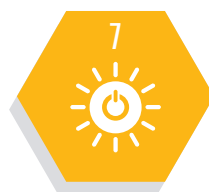
Depuis sa création en 1999, la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) s'attache à l'essor du secteur privé en tant que moteur de la croissance économique dans ses pays membres. Au total ses approbations au titre de l'exercice 2021 s'élèvent à 243,60 millions de dollars (306,60 millions l'exercice précédent).

Près de la moitié des nouvelles approbations a été réservée au secteur financier (49,92 %), et le reste consacré aux secteurs à fort impact comme les transports (20,53 %), l'industrie et les mines (18,47 %) et les infrastructures de santé (11,08 %). Au niveau régional, 31,61 % des approbations ont été attribuées à la région MENA, suivie par l'Asie (30,79 %), l'Afrique subsaharienne (29,39 %), l'Europe et l'Asie centrale (6,16 %), et les 2,05 % restants à des projets mondiaux (multi-pays).

Un montant total de 208,71 millions de dollars (2020 : 135,48 millions) a été décaissé au titre de l'exercice, essentiellement pour des secteurs à fort impact tels que les finances (62,25 %), les transports (19,17 %), l'énergie (13,80 %), l'industrie et les mines (4,79 %). Dans l'ensemble, le ratio des décaissements aux approbations s'est établi à 85,68 %, en nette amélioration par rapport à l'exercice précédent (44,18 %).



APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE
POUR PLUS DE
4 MILLIONS DE FOYERS
ET RACCORDEMENT DE **800 000**
AUTRES À DES RÉSEAUX
D'ASSAINISSEMENT AMÉLIORÉS



PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ À PARTIR
DE SOURCES RENOUVELABLES
ÉQUIVALANT À
1 012 MÉGAWATTS



PROMOTION DU TRANSPORT DES
PERSONNES ET DES BIENS POUR
**CONTRIBUER À LA CROISSANCE
ÉCONOMIQUE**

Dans la mesure où la pandémie continue de toucher la plupart des pays membres, l'ODD 3 (santé) est resté une haute priorité pour l'approbation des projets.

Afin d'améliorer davantage le modèle opérationnel et de garantir la viabilité financière, la SID a poursuivi ses efforts pour renforcer ses capacités de création de revenus à partir des commissions et signé trois nouveaux engagements relatifs à des soukous ainsi que deux nouvelles transactions pour des services de conseil portant sur l'ouverture de guichets pour des opérations bancaires islamiques au Sénégal et au Mali. La plateforme Bridge a également été créée pour réduire la fracture numérique dans les pays membres et créer une organisation plus novatrice, efficace et financièrement viable, dotée d'un vaste réseau d'institutions financières partenaires pour mobiliser des ressources additionnelles.

1.4.3 FINANCEMENT DU COMMERCE

Malgré le dérèglement sans précédent des échanges auquel les États membres de l'OCI ont été confrontés pendant la crise à coronavirus et la reprise mondiale inégale qui s'en est suivie, la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) s'est adaptée aux nouvelles réalités du marché et a maintenu son appui aux pays membres. Elle compte plusieurs réalisations à son actif pour l'exercice 2021. Sa viabilité financière a été corroborée par le maintien de sa notation phare « A1 » par Moody's, avec des perspectives stables.

Les décaissements effectués au titre du financement du commerce se chiffrent à 5,2 milliards de dollars, avec un taux de 79 % pour renforcer la résilience économique dans le contexte de la pandémie ; les approbations relatives au financement du commerce se sont établies à 6,4 milliards et celles destinées aux échanges intra-OCI ont été portées à 4 milliards pour promouvoir le commerce régional et l'intégration économique. En termes de diversification du portefeuille de financement du commerce, les approbations hors pétrole et gaz se sont chiffrées à 2,58 milliards de dollars, soit 39 % du portefeuille, et celles destinées au secteur privé à 707 millions, dont 663 millions allouées aux PME par le biais de partenariats sous forme de lignes de financement.

Les financements de la SIFC ont eu un impact énorme sur le développement pour les populations des pays membres. En effet (i) quelque 11 millions de personnes ont eu accès à l'énergie ; (ii) environ 100 000 personnes ont été tirées de la pauvreté ; (iii) 29 millions de personnes ont été vaccinées ; (iv) plus de 600 000 agriculteurs ont bénéficié de financement du commerce agricole ; et (v) 55 000 emplois ont été créés dans le secteur privé et 289 personnes formées dans le cadre d'activités de renforcement des capacités dans les pays membres.

La pandémie a amené la SIFC à lancer sa Stratégie 2.0 pour mettre au point un modèle d'entreprise unique et durable pour l'avenir, aligné sur la nouvelle orientation de la BID et sur les recommandations du Conseil des Gouverneurs de la Banque. Cette mesure reflète la tendance des membres affiliés au Groupe de la BID à harmoniser leurs activités pour créer des synergies de valeur, en mettant l'accent sur les ventes croisées par le biais de produits communs, le partage des connaissances sur les risques du marché, le développement de la finance islamique, les services de conseil et les contributions à la SPPM du Groupe de la BID.

ENCADRÉ 1 : EXPORT LAUNCHPAD BANGLADESH

Export Launchpad Bangladesh est un programme d'assistance technique déployé au Bangladesh pour aider au développement des PME exportatrices, et à terme contribuer au développement économique durable et à la réduction de la pauvreté dans ce pays.

Le programme est une initiative conjointe de la SIFC, du Bureau de la facilitation des échanges du Canada (TFO Canada), du Gouvernement du Canada, de *Global Affairs Canada* et du *Bangladesh Business Promotion Council* (BPC). Il a été lancé en novembre 2019 et comporte deux volets : la formation des formateurs et l'accès au marché canadien. L'objectif du programme est de développer les ressources humaines dans le domaine du commerce international et de doter le BPC et les autres institutions d'appui au commerce du Bangladesh de la capacité de dispenser des formations sur le commerce international et les services d'appui aux PME exportatrices et aux exportateurs potentiels du Bangladesh.

Face aux réalités de la pandémie, les activités de formation des formateurs ont dû être adaptées de deux manières en 2020. Tout d'abord, la formation a été passée en format virtuel. Ensuite, le matériel a été adapté pour tenir compte des connaissances en matière de commerce international pertinentes pour la pandémie. Avec la persévérance et le soutien de toutes les parties prenantes, le projet a été mené à bien sans compromettre la qualité de la formation.

Le projet a permis de former 32 nouveaux formateurs (17 femmes et 15 hommes) et 43 PME des secteurs du jute et des produits alimentaires transformés au Bangladesh. En septembre 2021, 16 des 32 nouveaux formateurs avaient formé 171 autres PME.

La deuxième phase porte sur la préparation et le renforcement des capacités des PME bangladaises à accéder au marché canadien, avec des études de marché et une formation appropriée. Le résultat final de l'activité est de contribuer au développement économique durable et à la réduction de la pauvreté au Bangladesh, en renforçant la capacité des initiatives d'appui au commerce et des PME exportatrices à tirer parti des opportunités du marché mondial, en particulier celui du Canada.

LE PROJET A PERMIS DE FORMER

32 NOUVEAUX FORMATEURS
(17 FEMMES ET 15 HOMMES) ET

43 PME
DES SECTEURS DU JUTE ET DES PRODUITS ALIMENTAIRES TRANSFORMÉS AU BANGLADESH.
EN SEPTEMBRE 2021, 16 DES 32 NOUVEAUX FORMATEURS AVAIENT FORMÉ

171 AUTRES PME
AU BANGLADESH



ENCADRÉ 2 : RÉHABILITATION D'UN COLLECTEUR À DAKAR POUR ÉLIMINER LES RISQUES CONNEXES

Le collecteur Hann-Fann construit il y a plus de 70 ans pour assurer l'évacuation et le traitement des eaux usées sur environ huit kilomètres dans plus de dix quartiers de Dakar (Sénégal), est dans un état de dégradation avancé. Son délabrement au fil des ans a créé des problèmes structurels et des risques hydrauliques, notamment avec les produits chimiques toxiques et corrosifs, les déchets ménagers et l'ensablement. En outre, le poids des bâtiments érigés au fil des ans au-dessus du collecteur a créé d'importants problèmes de sécurité.

L'état de l'installation entraîne des problèmes récurrents d'eaux usées, de gaz et de substances nocives stagnant à la surface, notamment de l'hydrogène, du dioxyde de carbone et de l'ammoniac. En sus des risques graves d'explosion, d'incendie et d'effondrement de bâtiments et de maisons d'habitation, la pollution olfactive permanente a dépassé tous les niveaux tolérés. Plus de 500 000 personnes sont actuellement exposées à tous ces risques.

Compte tenu de l'urgence du projet, la SIACE a travaillé en collaboration avec le Gouvernement du Sénégal et la filiale de la Société Générale en Côte d'Ivoire pour fournir une couverture de non-respect d'obligations financières souveraines pour le prêt de 82 milliards de FCFA (124 millions d'euros) accordé par la Société Générale au ministère des Finances du Sénégal. La structure financière de la transaction est assez innovante puisqu'elle permet au Sénégal d'emprunter en monnaie locale grâce à un mécanisme de contre-garantie mis au point par la Société Générale et la SIACE.

Le projet devrait permettre d'améliorer la santé de 16,5 % des enfants de Dakar (environ 150 000). Ces derniers sont actuellement exposés au paludisme et à la diarrhée en raison de la proximité des eaux usées. Le projet permettra également de réduire le risque pour la population de contracter des maladies respiratoires dues à l'absorption de produits chimiques toxiques.

Il permettra de créer 6 151 emplois directs et indirects et ne devrait pas être une charge pour le budget de l'État car il est économiquement et financièrement viable.

Le projet contribue à la réalisation de l'ODD 3 (bonne santé et bien-être), l'ODD 6 (eau propre et assainissement), l'ODD 8 (travail décent et croissance économique) et l'ODD 11 (villes et communautés durables).



LE PROJET DEVRAIT PERMETTRE D'AMÉLIORER LA SANTÉ DE

16,5 %

DES ENFANTS DE DAKAR (ENVIRON 150 000)

1.4.4 ASSURANCE DES RISQUES DE CRÉDIT ET DE PAYS

La Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE) est chargée de développer le commerce et d'encourager les investissements directs étrangers (IDE) dans les pays membres, en s'appuyant sur des solutions de rehaussement de crédit et d'assurance des risques politiques conformes à la charia.

Face à la pandémie, la SIACE a initialement pris des engagements à hauteur de 150 millions de dollars pour l'assurance des transactions essentielles, notamment l'importation de trousseaux médicaux d'urgence et de produits alimentaires, dans le cadre du SPRP du Groupe de la BID. Jusqu'ici, plus de 770 millions de dollars en termes de capacité d'assurance ont été alloués au financement de l'importation d'équipements médicaux, de produits alimentaires de base et de produits énergétiques, ce par le biais de deux principales initiatives, à savoir le Mécanisme de garantie des interventions de lutte contre la pandémie et l'Initiative SIACE-FSID de riposte d'urgence à la pandémie (ICERI).

Le Mécanisme de garantie des interventions de lutte contre la pandémie est un programme mis au point par la BID et la SIACE pour fournir aux pays membres des facilités d'atténuation des risques financiers. Il offre un soutien aux pays membres sous forme d'assurance et de garanties en faveur des financiers.

En 2021, le programme ICERI a permis d'augmenter le volume des approbations, avec 271 millions de dollars pour les transactions commerciales au profit des PMMA. Des pays comme le Bangladesh, le Cameroun, la Mauritanie, le Sénégal, la Tunisie et le Bénin ont bénéficié du programme, ce qui leur a permis d'importer des biens essentiels à des coûts réduits et de renforcer leurs secteurs de la santé et de l'alimentation. Pour sa deuxième année de mise en œuvre, le programme ICERI s'est focalisé sur la facilitation de l'approvisionnement des PMMA en vaccins contre le coronavirus et la réduction de la pénurie de vaccins, en particulier dans la région de l'Afrique subsaharienne. Il devrait financer des importations de vaccins à hauteur de quelque 50 millions de dollars d'ici septembre 2022.

L'INITIATIVE SIACE-FSID DE RIPOSTE D'URGENCE À LA PANDÉMIE (ICERI) DEVRAIT FINANCER DES IMPORTATIONS DE VACCINS À HAUTEUR DE QUELQUE

50 M USD
D'ICI SEPTEMBRE 2022

1.4.5 LEADERSHIP ÉCLAIRÉ EN ÉCONOMIE ET FINANCE ISLAMIQUES

L'Institut islamique de recherche et de formation (IIRF) est devenu Institut de la BID (IBID) depuis avril 2021, avec un mandat élargi couvrant le rôle et les fonctions de l'économiste en chef du Groupe de la BID. Le transfert de la fonction d'économiste en chef à l'IBID est en cohérence avec la vocation de l'Institut qui demeure le membre phare affilié au Groupe de la BID en matière de connaissances, dont la mission est de jouer un rôle moteur dans la mise au point de solutions innovantes axées sur le savoir pour le développement durable.

L'Institut continue d'encourager la prise de décision fondée sur des données probantes. En 2021, il a mené des recherches analytiques sur le rétablissement post-pandémie. En collaboration avec *Oxford Poverty and Human Development Initiative*, il a publié cinq notes d'information sur la pauvreté multidimensionnelle dans les pays membres de la BID, avec une analyse de la pandémie et des enseignements tirés des initiatives de réduction de la pauvreté.

Dans sa transition vers une entité orientée vers l'impact, l'IBID a lancé la mise au point d'un quatrième brevet et l'entrée dans la phase nationale pour les trois brevets acquis en 2021 pour des solutions innovantes axées sur la chaîne de bloc de la finance islamique. Dans le cadre du Programme de subvention pour l'économie intelligente de l'Institut, sept lauréats ont été sélectionnés et ont reçu chacun 10 000 dollars en appui à leurs projets impliquant l'application de technologies émergentes pour stimuler la transformation économique fondée sur la connaissance. D'autre part et suite à la reformulation du Prix de la BID pour les réalisations à fort impact dans le domaine de l'économie islamique, deux plateformes de financement participatif axées sur l'innovation en ont été les lauréates en 2021.

L'IBID a également dispensé des cours de formation sur mesure à des institutions de pays membres dans le cadre de ses actions de promotion des programmes de renforcement des capacités et des partenariats. En collaboration avec le Partenariat mondial pour les données sur le développement durable, il a aidé les Gouvernements du Sénégal et du Togo à collecter des données ponctuelles grâce à la technologie satellitaire de la NASA et aux analyses d'*Amazon Web Services*, ce qui leur a permis de surveiller et de suivre les données sur l'environnement. Avec la Banque asiatique de développement, il a continué de former les statisticiens des pays membres communs à la mondialisation économique.

L'IBID a poursuivi l'affirmation de son leadership en matière de publication sur l'économie et la finance islamiques en lançant *IsDBI Reader*, une application moderne de lecture de livres électroniques pour les appareils intelligents. L'application est intégrée au site web de l'Institut (<https://isdbinstitute.org/>) et permet aux utilisateurs d'acheter et de télécharger des publications électroniques. En outre, l'IBID a continué de produire des publications sur l'économie et la finance islamiques, notamment un nouveau manuel présentant de manière détaillée les moyens pratiques de réduire les risques en finance islamique et un nouveau rapport sur l'intelligence artificielle et la finance islamique.

1.4.6 PARTENARIAT POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

La pandémie a changé les conditions de vie de manière diverse et inattendue, compromettant les acquis réalisés à l'échelle mondiale en matière de réduction de la pauvreté au cours des deux dernières décennies. Pour sauvegarder ces acquis, les décideurs doivent investir dans des interventions ciblées et axées sur des données probantes, afin de mieux reconstruire. L'Institut de la BID s'est donc associé à *Oxford Poverty and Human Development Initiative* (OPHI) pour étudier les différents aspects de la pauvreté multidimensionnelle dans les pays membres de la BID. Ce partenariat met en lumière la pauvreté multidimensionnelle telle que vécue aux niveaux national et local, et par différents groupes d'âge, fournissant ainsi une base à partir de laquelle les programmes de pays de la BID et les politiques gouvernementales peuvent être définis.

Le FSID continue de jouer un rôle de premier plan dans ce combat au sein des pays membres. Depuis sa création, il a mis à disposition près de 1 milliard de dollars sous forme de prêts concessionnels et de dons pour financer des projets et programmes. En 2021, il a approuvé 61,3 millions de dollars pour des projets et programmes, 31 millions sous forme de prêts concessionnels, et 30,3 millions à titre de subvention. Les financements portent sur des projets de santé, d'éducation et d'assainissement, des projets pour les réfugiés et des projets de biens immobiliers awqaf. En raison de la pandémie, la santé demeure la priorité absolue et a reçu 35,8 % des approbations en 2021, contre 14,5 % pour l'agriculture, 14,1 % pour l'éducation, 8,2 % pour l'eau et l'assainissement, 4,5 % pour l'énergie et 3,3 % pour l'industrie et les mines. Le reste des financements a été consacré à d'autres activités, notamment la finance, l'administration publique et le développement de l'immobilier pour la réduction de la pauvreté.

Étant donné les niveaux élevés et disproportionnés de pauvreté dans les PMMA, environ 63 % des fonds leur ont été alloués. Cette concentration est conforme à la politique de la BID en matière de réduction de la pauvreté, selon laquelle 80 % des financements annuels du FSID doivent être affectés aux PMMA et 20 % aux poches de pauvreté dans les autres pays. L'écart par rapport aux lignes directrices pertinentes en 2021 s'explique par les défis sanitaires auxquels les pays membres de l'OCI dans leur ensemble ont été confrontés. Les interventions du Fonds ont eu un impact considérable, avec notamment la construction de plus de 700 écoles accueillant plus de 51 000 élèves, des soins de santé dispensés à 73 millions de personnes et la création d'opportunités d'emploi pour 2,8 millions d'individus.



ENCADRÉ 3 : ALLIANCE POUR LUTTER CONTRE LA CÉCITÉ ÉVITABLE

Le rétablissement de la vue est l'un des moyens par lesquels la BID offre des voies de sortie de la pauvreté. En 2021, elle a continué de financer la deuxième phase de l'Alliance pour lutter contre la cécité évitable, un programme régional réunissant plusieurs partenaires techniques et financiers des pays membres et d'autres pays. Ce programme contribue au renforcement des capacités des pays membres africains à s'attaquer aux causes profondes de la déficience visuelle. Treize pays bénéficient de la deuxième phase (2019-2023), à savoir le Burkina-Faso, les Comores, la Côte d'Ivoire, Djibouti, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Niger, la Somalie, le Tchad et le Togo.

Les résultats suivants ont été enregistrés en 2021 :

- Préparation de plans d'action quinquennaux. Quatre plans d'action quinquennaux ont été finalisés pour les Comores, la Guinée-Bissau, la Mauritanie et la Somalie, en parfaite consultation avec les ministères de la Santé, ce qui a permis de consolider l'ensemble des plans préparés pour les 13 pays bénéficiaires.
- Opérations de la cataracte et consultations ophtalmologiques. 12 509 personnes ont bénéficié de traitement de la cataracte et ainsi retrouvé la vue. Des consultations ophtalmologiques ont été dispensées à 106 573 personnes supplémentaires dans les zones urbaines et rurales.

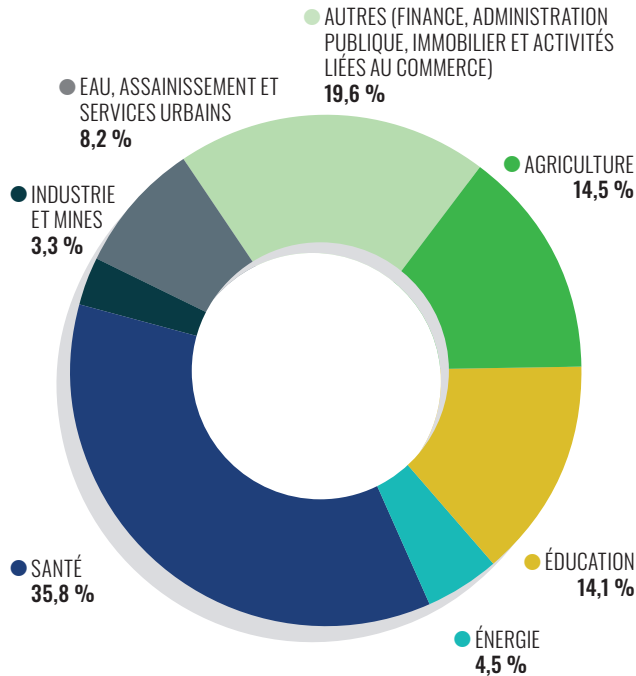
LA DEUXIÈME PHASE DE L'ALLIANCE POUR LUTTER CONTRE LA CÉCITÉ ÉVITABLE A PERMIS DE RÉALISER

29 950
OPÉRATIONS DE LA CATARACTE ET
204 262
CONSULTATIONS

- Nouveaux partenaires. Cinq nouveaux partenaires techniques et financiers se sont joints à l'Alliance, à savoir le Secours Islamique France (SIF), *Union of Medical Care and Relief Organization* (UOSSM), *Human Appeal*, *Project CURE*, et le Comité permanent de coopération scientifique et technologique de l'Organisation de Coopération islamique (COMSTECH).
- Bourses d'études. Pour pallier l'insuffisance d'ophtalmologues et de techniciens en ophtalmologie, 6 médecins et 19 techniciens du Burkina-Faso et du Tchad ont reçu des bourses pour poursuivre leur spécialisation.
- Formation de courte durée. En collaboration avec l'Institut d'Ophtalmologie Tropicale d'Afrique (IOTA) du Mali, la BID a lancé un programme de formation pour 48 ophtalmologues et 28 techniciens en ophtalmologie.

La deuxième phase de l'Alliance pour lutter contre la cécité évitable a permis de réaliser 29 950 opérations de la cataracte et 204 262 consultations, malgré les difficultés engendrées par la pandémie en cours.

FIGURE 1.10 : APPROBATIONS DU FSID PAR SECTEUR EN 2021



1.4.7 PTIMISATION DES AWQAF POUR LE DÉVELOPPEMENT

En 2021, le Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA) a approuvé 4 nouveaux projets pour un montant total d'environ 16,6 millions de dollars, dont 3 dans des pays membres et 1 dans un pays non-membre. En termes de décaissement, il a connu une année exceptionnelle avec un montant de 46 millions de dollars par rapport à l'objectif fixé à 20 millions. Ses résultats financiers ont été satisfaisants avec un revenu net de 3,35 millions de dollars (en hausse de plus de 30 % par rapport à 2020). Par ailleurs, le Fonds a poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie de mobilisation de ressources en dépit des effets persistants de la pandémie. En effet, quatre nouveaux investissements d'un montant total de 18,76 millions de dollars se sont ajoutés à son capital. Le premier est venu du Fonds indonésien pour le hadj (Badan Pengelola Keuangan Haji ou BPKH) : son investissement de 6,51 millions de dollars fait suite à une participation initiale de 5 millions en 2020. Avec ce montant, BPKH est devenu le troisième plus grand investisseur du FIBA. Le deuxième investissement d'un montant de 1,5 million de dollars a été reçu de l'Académie internationale de fiqh islamique. Le troisième nouvel investissement a été réalisé par la famille Al Rajhi, pour un montant de 8 millions de dollars. Il est considéré comme le premier du genre, car contrairement aux participations précédentes, il s'agit d'un investissement individuel et non institutionnel. Le dernier investissement de 2,75 millions de dollars vient de Faisal Islamic Bank d'Égypte. Le FIBA est maintenant financé par des investisseurs du secteur public, des entités privées, des ONG à but non lucratif et des investisseurs individuels.

1.4.8 PARTAGE DES MEILLEURES PRATIQUES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

Malgré les difficultés nées de la pandémie actuelle, la BID a continué en 2021 de faciliter le transfert de solutions de développement entre ses pays membres et d'autres pays du Sud par le biais de divers mécanismes et programmes, en particulier le Programme de coopération technique (PCT) et les *reverse linkages*. Grâce à son PCT, la BID finance des interventions de renforcement des capacités à court terme afin de favoriser le développement socioéconomique des pays membres. En 2021, 19 opérations ont été approuvées pour un montant de 498 700 dollars dans le cadre du PCT. Il s'agit notamment de 9 séances de formation en cours d'emploi (virtuelles et en présentiel) pour un montant de 221 200 dollars, 2 séances de partage de connaissances pour un montant de 82 000 dollars et 8 recrutements d'experts pour un montant de 195 500 dollars. La priorité a été accordée aux pays membres les moins avancés ainsi qu'aux besoins urgents en matière de renforcement des capacités.

Le *reverse linkage* est un moyen pour la BID de favoriser la coopération entre les pays membres et d'autres pays du Sud dans le but de relever les défis de développement communs. En 2021, une subvention de 1,5 million de dollars a été allouée aux interventions menées dans le cadre des *reverse linkages*. Quatre de ces interventions ont été intégrées dans les opérations ordinaires de la Banque et 7 opérations autonomes mises au point. Le Bangladesh, Djibouti, la Jordanie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Niger, le Nigeria, le Pakistan, le Tadjikistan, la Tunisie et le Turkménistan ont bénéficié de ces interventions dans des secteurs tels que l'agriculture, l'énergie, la santé, la formation professionnelle et l'eau.

L'année 2021 a été témoin d'un nouvel élargissement du réseau de partenaires de la BID dans le cadre des *reverse linkages*. Pour la première fois, la Banque s'est associée au Brésil pour partager ses meilleures pratiques avec l'Agence de coopération technique de la Tunisie. Elle a aussi travaillé en collaboration avec la Chine pour financer un projet de *reverse linkage* entre l'Institut Pasteur de Dakar et 10 laboratoires de santé publique en Afrique subsaharienne. La BID a aussi continué de tirer parti du savoir-faire et de l'expertise de ses partenaires. Par exemple, Masen – le centre d'excellence marocain en matière d'énergie renouvelable – a apporté ses services pour permettre à plusieurs pays membres de la BID en Afrique de lancer des projets d'énergie renouvelable à grande échelle. En 2021, deux opérations ont été approuvées dans le cadre de ce partenariat pour Djibouti et le Niger. Masen partagera son expertise et accompagnera le développement des acteurs locaux des énergies renouvelables, ainsi que le développement d'une énergie durable propre et abordable en Afrique.



GRÂCE À SON FONDS *TRANSFORM*,
LA BID A MIS EN ŒUVRE PLUS DE

30 PROJETS D'INNOVATION,
DONT QUATRE SOLUTIONS POUR SAUVER LA
VIE DES FEMMES FACE AU CANCER.

La numérisation peut aider les pays à surmonter les difficultés qui entravent la mobilité des personnes et des biens, ainsi que le flux de la technologie, des idées et des services.

1.4.9 SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

La numérisation peut aider les pays à surmonter les difficultés qui entravent la mobilité des personnes et des biens, ainsi que le flux de la technologie, des idées et des services. La BID donne la priorité à la numérisation pour une intégration régionale plus large. En 2021, elle a, en collaboration avec ses partenaires, mené une série d'activités pour promouvoir le développement de l'économie numérique dans ses pays membres, ainsi qu'en atteste l'étude menée avec l'Institut de coopération économique régionale d'Asie centrale (CAREC) pour répertorier les insuffisances numériques dans six pays du CAREC : Afghanistan, Azerbaïdjan, Kirghizstan, Pakistan, Tadjikistan et Ouzbékistan. L'étude visait également à mettre en évidence les principaux domaines prioritaires et à élaborer un plan d'action pour de nouvelles interventions en matière d'économie numérique.

De même, la BID et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ont ensemble établi un programme régional sur l'économie numérique dans les États membres de l'Union. Le programme fera fond sur l'évaluation par l'UEMOA des politiques nationales de numérisation de masse dans ses États membres, qui a mis l'accent entre autres sur la nécessité d'établir un nouveau cadre législatif et réglementaire régissant le secteur de l'économie numérique en Afrique de l'Ouest.

En outre, grâce à son fonds *Transform*, la BID a mis en œuvre plus de 30 projets d'innovation, dont quatre solutions pour sauver la vie des femmes face au cancer. Les interventions de ce fonds ont eu un impact social significatif au niveau communautaire, avec des projets relatifs aux réseaux de télésanté : *Sehat Kahani* et *Educast* ont dispensé plus de 85 000 consultations pour plus de 175 000 patients de coronavirus, avec un accompagnement et un suivi continus dans les pays membres, y compris dans les zones de conflit.

ENCADRÉ 4 : PLATEFORME DE DÉCAISSEMENT ÉLECTRONIQUE (EDP)

La plateforme de décaissement en ligne (EDP) de la BID permet aux pays membres de soumettre des demandes de décaissement par voie électronique, avec une fonctionnalité de messagerie instantanée permettant une collaboration directe entre les membres des équipes internes et externes. La plateforme a été présentée et déployée lors de la 46^e réunion annuelle de la BID tenue en septembre 2021.

Le renforcement de la mise en œuvre des projets restera une priorité absolue pour la BID. La Banque s'efforce également de réduire systématiquement son empreinte écologique avec la numérisation. La plateforme entend atteindre ces deux objectifs. Elle favorise également l'accès mobile.

APERÇU

- L'EDP a pour but d'améliorer l'efficacité du traitement des demandes de décaissement des pays membres.
- Elle sera le point d'entrée unique pour la soumission de ces demandes qui pourront ainsi être traitées de manière efficace.
- La plateforme est intégrée au système interne de gestion des opérations (OMS) de la BID. Par conséquent, une fois validée, la demande est automatiquement déclenchée dans l'OMS avec tous les documents joints.

MÉTHODE

- L'EDP fait partie intégrante du mécanisme permettant aux signataires autorisés d'enregistrer les utilisateurs afin de soumettre des demandes de décaissement, et au personnel financier compétent des unités de mise en œuvre des projets de répondre aux demandes de décaissement.
- Il existe également une pléthore de matériels de formation pour aider les utilisateurs.
- L'EDP est accessible dans les trois langues de la BID : l'arabe, le français et l'anglais.

RÉSULTATS

- Meilleur contrôle, en veillant à ce que chaque demande soit suivie, de la réception au paiement.
- Collaboration rapide grâce à la fonction de messagerie instantanée, afin d'accélérer la résolution de tout problème.
- Transparence, grâce à des mises à jour en direct de l'état d'avancement des demandes de décaissement soumises par les pays membres.
- Réduction des frais de services de messagerie.
- Réception des demandes de retrait jusqu'à 5 à 10 jours plus rapidement qu'auparavant.
- Réduction des coûts d'archivage des documents.
- Réduction du temps de traitement et des tâches manuelles.

2

STIMULER LA REPRISE POST-PANDÉMIE



EN BREF

À LA FIN DU MOIS DE DÉCEMBRE 2021, LE VOLUME DE L'ENGAGEMENT DU GROUPE DE LA BID AU TITRE DE LA RIPOSTE À LA PANDÉMIE ÉTAIT DE **4,67 MD USD**

LE MONTANT DU FINANCEMENT APPROUVÉ À CET EFFET A AUGMENTÉ, PASSANT DE 3,1 À **3,36 MD USD**

LES DÉCAISSEMENTS DU GROUPE SONT PASSÉS DE 1,13 À **1,21 MD USD**

LE CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS A APPROUVÉ LE MAINTIEN DU PROGRAMME STRATÉGIQUE DE PRÉPARATION ET DE RIPOSTE (SPRP), Y COMPRIS LE DISPOSITIF D'ACCÈS AUX VACCINS (IVAC) DU GROUPE DE LA BID, QUI PRÉVOIT D'APPUYER L'ACCÈS DES PAYS MEMBRES AUX VACCINS CONTRE LE CORONAVIRUS.

2.1 PROGRAMME STRATÉGIQUE DE PRÉPARATION ET DE RIPOSTE

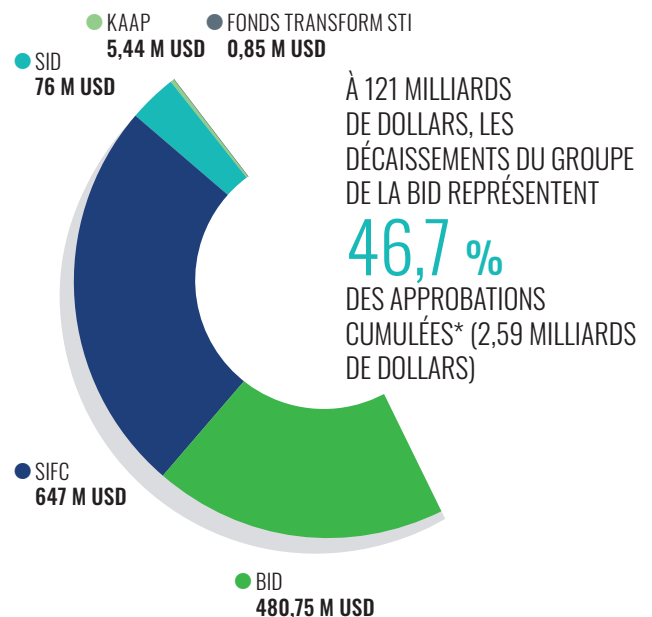
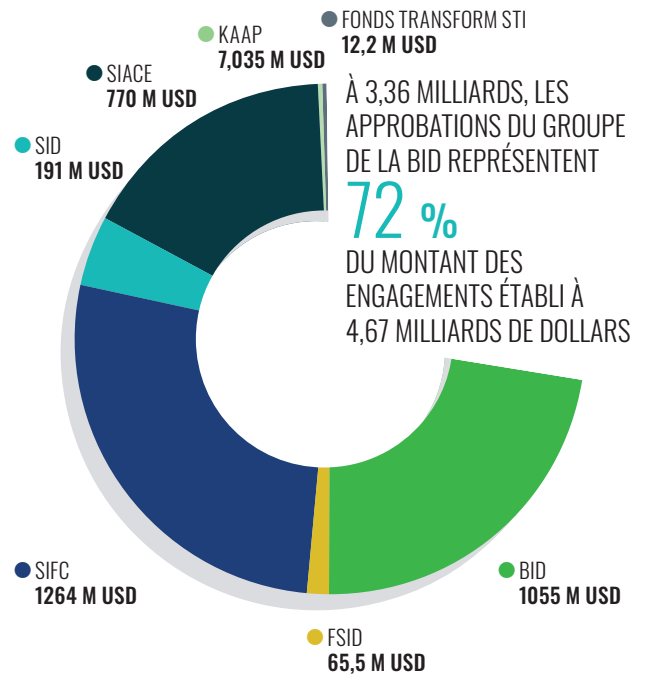
Le 4 avril 2020, le Conseil des Directeurs exécutifs (CDE) a approuvé le Programme stratégique de préparation et de riposte (PSPR) pour aider les pays membres de la BID à prévenir, contenir, atténuer l'impact de la pandémie à coronavirus et à s'en relever. En avril 2021, le CDE a approuvé son maintien avec l'inclusion d'une troisième composante, à savoir le Dispositif d'accès aux vaccins du Groupe de la BID (IVAC), visant à aider les pays membres à se procurer les vaccins contre l'infection. Ce faisant, le Groupe de la BID a revu à la hausse son engagement de financement qui est ainsi passé de 2,27 milliards de dollars en avril 2020 à 4,43 milliards de dollars, dont 770 millions pour les affaires assurées par la SIACE.

À la fin du mois de décembre 2021, le volume de l'engagement du Groupe de la BID au titre de la riposte à la pandémie était de 4,67 milliards de dollars. Le montant du financement approuvé à cet effet a augmenté, passant de 3,1 à 3,36 milliards, et les décaissements de 1,13 à 1,2 milliard, soit un taux d'approbation de 76 % et un taux de décaissement de 46,7 % (sans les opérations de la SIACE).

À 3,36 milliards, les approbations représentent 72 % du montant des engagements établi à 4,67 milliards répartis comme suit : 1,06 milliard approuvés par la BID, 65,5 millions par le FSID, 1,26 milliard par la SIFC, 191 millions par la SID, 770 millions au titre des affaires assurées par la SIACE, 7,04 millions par King Abdallah bin Abdulaziz Program for Charity Works (KAAP) et 12,2 millions par le Fonds de la BID pour la STI (Transform).

Avec 1,21 milliard, les décaissements cumulés représentent 46,7 % des approbations qui s'élèvent à 2,59 milliards (sans les 770 millions approuvés par la SIACE au titre de l'assurance). Les décaissements sont répartis comme suit : (i) BID : 480,75 millions, (ii) SIFC : 647 millions, (iii) SID : 76 millions, (iv) KAAP : 5,44 millions et (v) Fonds Transform : 0,85 million.

Les opérations approuvées au titre du PSPR visent quelque 59 millions de bénéficiaires, à savoir (i) 2,7 millions à vacciner dans 1 522 nouveaux centres de vaccination ; (ii) 49 millions à sensibiliser sur la transmission du virus et la prévention de l'infection ; (iii) 9,7 millions de ménages en situation d'insécurité alimentaire chronique à pourvoir en produits alimentaires pour leurs besoins nutritionnels ;



* Sans les 770 millions de dollars d'assurance de la SIACE

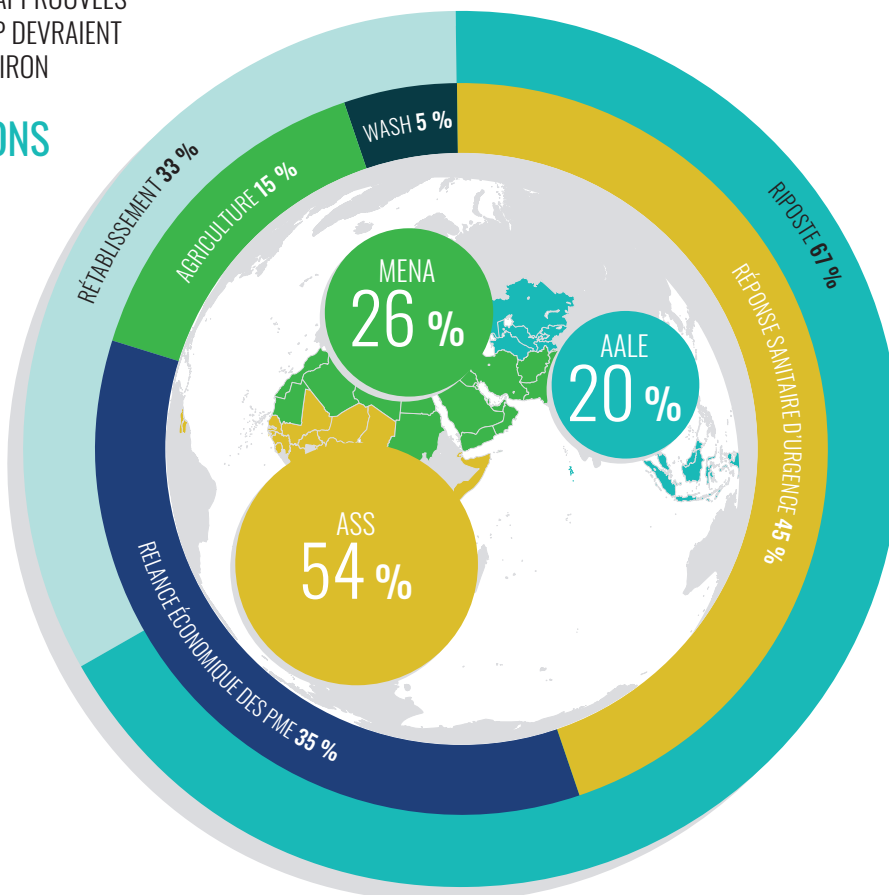
(iv) 308 000 emplois à créer pour relancer les chaînes de valeur et les secteurs économiques prioritaires ; (v) 31 696 agents de santé à encadrer pour la gestion de la riposte au coronavirus grâce au renforcement de leurs capacités ; (vi) 15 000 micro-entreprises ou ménages à pourvoir en services de microfinance ; (vii) 40 000 étudiants à doter de programmes d'apprentissage en ligne pendant la pandémie ; et (viii) 18 304 petites et moyennes entreprises à recevoir une aide financière.

Un groupe de travail spécial a continué de suivre et évaluer l'évolution de la pandémie ainsi que son impact sur le financement et l'exécution des interventions du Groupe de la BID. Ledit groupe informe régulièrement le Comité de haut niveau afian de lui permettre de prendre les mesures appropriées face aux problèmes opérationnels rencontrés dans la mise en œuvre des programmes de riposte du Groupe de la Banque en faveur des pays membres.

RIPOSTE À LA PANDÉMIE À CORONAVIRUS

LES OPÉRATIONS APPROUVÉES AU TITRE DU SPRP DEVRAIENT BÉNÉFICIER À ENVIRON

59 MILLIONS
DE PERSONNES



48,8 MILLIONS
DE PERSONNES À SENSIBILISER SUR LA TRANSMISSION DU VIRUS ET LA PRÉVENTION DE L'INFECTION



9,7 MILLIONS
MILLIONS DE MÉNAGES EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE CHRONIQUE À POURVOIR EN PRODUITS ALIMENTAIRES POUR LEURS BESOINS NUTRITIONNELS



308 000
EMPLOIS À CRÉER POUR RELANCER LES CHÂÎNES DE VALEUR ET LES SECTEURS ÉCONOMIQUES PRIORITAIRES



32 000
AGENTS DE SANTÉ À ENCADRER POUR LA GESTION DE LA RIPOSTE AU CORONAVIRUS



15 000
MICRO-ENTREPRISES OU MÉNAGES À POURVOIR EN SERVICES DE MICROFINANCE



18 304
PETITES OU MOYENNES ENTREPRISES À RECEVOIR UNE AIDE FINANCIÈRE



2.2 RÉPONSE À LA FRACTURE VACCINALE

Afin de garantir l'approvisionnement en vaccins contre le coronavirus de manière efficace, sûre, rapide, fiable et compétitive, la Banque a mis au point le Dispositif d'accès aux vaccins (IVAC) dans le cadre du PSPR 2.0. Ce dispositif comporte (i) un volet R1 pour la distribution des vaccins ; (ii) un volet R2 pour l'achat des vaccins ; et (iii) et un volet R3 pour l'appui à la production des vaccins. La Banque reste fermement engagée à accompagner ses pays membres pour une relance post-pandémie, en se mettant dans une perspective de fabrication, de production, d'achat et de livraison de vaccins.

Compte tenu de l'ampleur et de la complexité des problèmes ainsi que de la nécessité d'intervenir prestement, la Banque continuera de forger des partenariats solides avec des organisations et des fora internationaux tels que le *COVID-19 Vaccines Global Access* (COVAX), l'Alliance pour les vaccins (GAVI), l'UNICEF, l'OMS et d'autres institutions et banques multilatérales de développement. Ces partenariats lui permettront de mieux concevoir et déployer son appui.

Dans le cadre de l'IVAC, la Banque a approuvé trois projets, notamment en Guinée, au Kirghizstan et au Pakistan, pour près de 100 millions de dollars. Actuellement, elle est en discussion avancée avec plusieurs pays sur des projets d'acquisition et de production du vaccin en cours de préparation.

VOLETS DU DISPOSITIF D'ACCÈS AUX VACCINS (IVAC)



VOLET R1
POUR LA DISTRIBUTION
DES VACCINS



VOLET R2
POUR L'ACHAT DES
VACCINS



VOLET R3
POUR L'APPUI À LA
PRODUCTION DES
VACCINS

3

PROMOUVOIR LA CROISSANCE ET LE DÉVELOPPEMENT INCLUSIFS



EN BREF

DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN

EN 2021, UN FINANCEMENT DE

409,6 M USD

A ÉTÉ APPROUVÉ POUR AIDER LES PAYS MEMBRES À DÉVELOPPER LE CAPITAL HUMAIN EN METTANT L'ACCENT SUR LA SANTÉ ET L'ÉDUCATION DE QUALITÉ

INFRASTRUCTURE

1,23 MD USD

ALLOUÉ EN 2021 AUX SECTEURS DE L'ÉNERGIE, DES TRANSPORTS, DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

292,2 M USD

ALLOUÉS EN 2021 AU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

BOURSES D'ÉTUDES

7 M USD

APPROUVÉS POUR DIFFÉRENTES BOURSES D'ÉTUDES

3.1 CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT INCLUSIF

La BID fait sien le principe de ne laisser personne pour compte. En 2021, elle n'a eu de cesse d'aider ses pays membres à combler leurs insuffisances en matière de développement du capital humain, d'infrastructures et de sécurité alimentaire pour instaurer des communautés inclusives et durables.

3.1.1 DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN

En 2021, un financement de 409,6 millions de dollars a été approuvé pour aider les pays membres à développer le capital humain en mettant l'accent sur la santé et l'éducation de qualité.

SANTÉ

L'accès à des soins de santé de qualité est déterminant pour le capital humain. En 2021, la BID a contribué à hauteur de 172,3 millions de dollars aux soins de santé dans ses pays membres.

- Le projet intégré de nutrition et de développement de la petite enfance en Côte d'Ivoire fait partie des projets financés pour 47 millions de dollars en 2021. Il vise à améliorer l'état nutritionnel des femmes et des enfants au cours de la période critique des 1 000 premiers jours de vie, pour permettre aux enfants d'atteindre leur plein potentiel physique et cognitif, augmenter leur productivité à l'âge adulte, et améliorer leurs revenus. En particulier, le projet entend réduire de 5 % le taux de retard de croissance chez les enfants de 0 à 59 mois dans 11 régions administratives. Les autres objectifs consistent à réduire la morbidité et la mortalité maternelles et infantiles dues à la malnutrition, ainsi que la malnutrition chronique de 21,6 à 17 %.

- Au Tchad, la BID a approuvé un projet de 45 millions de dollars pour renforcer les services de santé maternelle et infantile. Le projet permettra de contribuer à la réalisation des objectifs de la Politique nationale de santé fondée sur le principe des soins de santé universels à l'horizon 2030. Entre autres résultats escomptés figurent principalement la construction et l'équipement de 20 établissements de santé, la rénovation et l'équipement de 87 établissements, dont 20 hôpitaux de province, la formation de plus de 300 agents de santé aux soins obstétricaux et néonataux d'urgence et de plus de 1 400 agents de santé communautaires aux activités de base, notamment les services promotionnels, préventifs et curatifs, et leur déploiement dans les communautés.

ÉDUCATION

En 2021, la BID a approuvé des projets relatifs à l'enseignement pour un montant de 237,3 millions de dollars. Il s'agit notamment de la reconstruction de l'Institut de formation professionnelle en Irak et de services d'enseignement et de formation professionnels au Tadjikistan.

- En Irak, la BID a consacré 17 millions de dollars à la reconstruction d'établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) à Hawija. Le projet est essentiel dans le cadre du programme de reconstruction et de rétablissement post-conflit, car il vise à inculquer aux jeunes gens et filles ainsi qu'aux adultes les compétences techniques nécessaires pour contribuer à la reconstruction. Chaque année, au moins 2 500 étudiants (dont près de 30 % de femmes) auront accès à un enseignement de qualité. Au moins 75 % des diplômés devraient trouver un emploi décent dans les 6 à 9 mois suivant l'obtention de leur diplôme et voir leurs revenus moyens augmenter de 20 %.
- De même, dans les régions montagneuses du Tadjikistan, la BID est venue en appui au gouvernement en matière d'EFTP en approuvant un financement de 17,15 millions de dollars pour réduire le chômage au sein des groupes vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes. Les principaux résultats du projet seront la construction, la rénovation et l'équipement de 13 centres de formation professionnelle et bâtiments pour l'enseignement, ainsi que 2 foyers, tandis que des services d'EFTP seront offerts à au moins 13 000 personnes, dont 9 000 jeunes et 4 000 femmes non qualifiées.

3.1.2 INFRASTRUCTURES

Compte tenu du manque aigu d'infrastructures dans plusieurs pays membres, leur financement constitue encore aujourd'hui l'essentiel des approbations de la BID. En 2021, elle a alloué 1,23 milliard de dollars à ce secteur et en particulier l'énergie, les transports, l'eau et l'assainissement.

ÉNERGIE

En 2021, le financement s'est élevé à 227 millions de dollars et visait à accroître l'offre d'énergie et d'électricité, pour un meilleur accès à ces services. Ainsi, les projets du gazoduc Nigéria-Maroc et du barrage et la centrale hydroélectrique de Mohmand au Pakistan ont été approuvés en 2021.

- La BID a approuvé un financement de 29,75 millions de dollars pour le projet d'étude d'avant-projet détaillé (FEED) du gazoduc Nigéria-Maroc au Maroc. Le gazoduc est une source d'énergie fiable et rentable pour 13 pays d'Afrique de l'Ouest. Sa capacité permettra d'exporter 10 à 15 mmc/an de gaz du Nigéria vers l'Europe, adjoint d'un facteur d'utilisation de 80 %. Les objectifs spécifiques de la composante financée par la BID sont la conclusion d'accords avec l'ensemble des pays qui seront traversés par le gazoduc afin de lui obtenir le droit de passage. Cela permettra d'exécuter les travaux sans heurt et de garantir la conformité du projet avec les règles et normes environnementales, sociales locales et internationales.

- La BD a contribué à hauteur de 180 millions de dollars au projet de barrage et de centrale hydroélectrique de Mohmand. Il est situé dans une zone tribale ayant été le théâtre de conflits qui a récemment fusionné avec une province fédérale (Khyber Pakhtunkhwa). Son développement socio-économique est une priorité pour le pays afin de réduire la marginalisation et les inégalités, et favoriser l'intégration. Le projet devrait augmenter de 800 MW la capacité installée de la *Water and Power Development Authority* du Pakistan et générer environ 2 862 GWh par an. Il fournira environ 13,32 m³/seconde d'eau potable à deux millions d'habitants de la ville de Peshawar et permettra d'irriguer 6 773 ha de nouvelles terres, de lancer des activités agricoles, et de faire passer la surface cultivée actuelle de 1 517 à 9 227 ha.



L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT ET DE CONNECTIVITÉ EST ESSENTIELLE À L'INTÉGRATION SOCIO-ÉCONOMIQUE ET AU DÉVELOPPEMENT INCLUSIF. EN 2021, LA BID A CONSACRÉ

724.9 M USD
AUX TRANSPORTS

TRANSPORTS

L'infrastructure de transport et de connectivité est essentielle à l'intégration socio-économique et au développement inclusif. En 2021, la BID a consacré 724,9 millions de dollars aux transports, dont 56,8 millions pour un corridor routier en Albanie et 150 millions pour le corridor Trans-Sud-Sud (TRSS), phase II, à Java, en Indonésie.

- La BID a fourni un financement additionnel pour la construction du tronçon Qukës-Qafë Pllaçë du corridor routier Tirana-Korca en Albanie. Le projet est une priorité pour le pays et entre dans le cadre de la construction d'un réseau routier antisismique. Il générera des emplois et des débouchés commerciaux dans la région, augmentera la connectivité avec les régions éloignées, et fournira une autoroute de haute qualité, praticable en toute saison et antisismique. L'un des objectifs spécifiques est la mise en place de la liaison routière la plus courte, antisismique et praticable en toute saison, avec les villages isolés du sud, aux confins de la Macédoine du Nord et de la Grèce, et avec le reste de l'Europe dans les Balkans occidentaux. Les autres objectifs sont la réduction du temps de trajet, un meilleur accès aux services sociaux, aux entreprises et aux opportunités d'emploi, ainsi que la stimulation du commerce et du tourisme du fait d'une meilleure connectivité interne et régionale.

- Le financement de la phase II du TRSS (environ 165 km) en Indonésie s'inscrit dans la continuité du soutien de la BID à l'Indonésie durant la phase I du projet. Le cofinancement de la BID permettra la construction de 67,78 km de routes et de ponts. L'objectif premier du projet est de favoriser une croissance économique durable et une réduction de la pauvreté dans la partie sud de Java, en particulier dans les provinces de DI Yogyakarta et de Java Est, en construisant des tronçons de route d'une longueur totale de 165 km dans le corridor trans sud-sud long de 235 km, ainsi que des ponts. Les principaux résultats du projet sont la réduction du rapport volume/capacité moyen de 0,71 en 2020 à 0,42 en 2028 ; l'augmentation du trafic journalier en moyenne annuelle de 4 498,09 à 8 855,67 véhicules par jour ; l'augmentation du nombre de routes construites, améliorées ou rénovées de 165 km, passant de 1 311,2 à 1 476,2 km.

EAU ET ASSAINISSEMENT

La BID s'emploie à aider ses pays membres à accroître et améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement hygiénique. En 2021, un financement de 275,9 millions de dollars a été approuvé pour des projets d'eau et d'assainissement, dont 80 millions pour la phase II de l'usine d'Al Dur à Bahreïn et 56 millions pour le projet d'assainissement et d'hygiène inclusifs et intégrés au Bangladesh.

- Le Gouvernement de Bahreïn met actuellement en œuvre la phase II du grand projet indépendant d'eau et d'électricité à Al Dur, sur la côte sud-est du Royaume. Le projet vise à augmenter l'approvisionnement en eau accessible de 744 000 m³/jour à 971 000 m³/jour avant 2026 et à accroître la sécurité de l'eau jusqu'à trois jours d'accès, en établissant une capacité de transmission et de stockage additionnelle pour permettre le transfert de 50 millions de gallons impériaux d'eau supplémentaires à travers le pays. Quelque 420 000 personnes et 100 000 ménages bénéficieront du projet qui devrait permettre de remédier aux pénuries d'eau à Hunainya et South Saar.
- Au Bangladesh, le projet d'assainissement et d'hygiène inclusifs et intégrés dans 10 villes prioritaires aidera le gouvernement à atteindre les cibles de l'ODD 6.2 (services d'assainissement gérés en toute sécurité) en réglant le problème épineux de la gestion des boues fécales et des déchets solides, conformément aux plans prospectifs du gouvernement que sont la Vision 2021, la Vision 2041 et le Huitième plan quinquennal de développement économique et social. Le projet permettra d'améliorer les conditions de vie et d'augmenter les moyens de subsistance de 1,4 million de personnes par des installations, des services d'assainissement et d'hygiène sécurisés, adéquats, équitables et durables. Les femmes et les enfants défavorisés vivant en milieu urbain seront particulièrement ciblés, grâce à l'assainissement national inclusif.

ENCADRÉ 5 : AMÉLIORER L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU MALI

La SIFC appuie les objectifs de développement de ses pays membres en finançant le commerce pour améliorer des secteurs stratégiques tels que l'énergie et la sécurité alimentaire. En 2021, elle a approuvé deux financements mourabaha de 55 millions d'euros au Mali aux termes de la contribution du pays à la production d'électricité ainsi que l'achat d'aliments de base pour la sécurité alimentaire et la croissance économique.

Le premier financement de 40 millions d'euros est destiné au secteur de l'énergie au Mali. Il a été exécuté par l'intermédiaire d'Énergie du Mali (EDM), dont la mission est de produire, transporter et distribuer l'électricité dans le pays. Cette opération devrait couvrir environ 50 % des besoins d'EDM pour l'achat de produits pétroliers raffinés, ce qui réduira les écarts d'électrification entre les zones urbaines (85 %) et rurales (25 %) et permettra à plus de 500 000 maliens d'avoir un meilleur accès à l'électricité.

Le second financement de 15 millions d'euros avec l'Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM) comme maître d'œuvre vise à sécuriser l'acquisition de produits alimentaires de base au Mali. Ce financement bénéficiera à plus de 250 000 ménages au Mali, et jusqu'à 50 % des produits de base achetés grâce à ce financement devraient provenir en priorité des producteurs locaux. Le financement appuie le programme de sécurité alimentaire du gouvernement et aide à lutter contre la malnutrition et à favoriser la réduction de la pauvreté, tout en contribuant au bien-être social général et à la stabilité du pays. En outre, il s'inscrit dans la continuité des efforts de la communauté internationale à aider le Mali dans son programme de reconstruction post-conflit.

EN 2021, LA SIFC A APPROUVÉ DEUX FINANCEMENTS MOURABAHA DE **55 M D'EUROS** AU MALI.

LE PREMIER, DE **40 M D'EUROS**, EST DESTINÉ AU SECTEUR DE L'ÉNERGIE.

LE SECOND, DE **15 M D'EUROS**, EST POUR L'ACHAT D'ALIMENTS DE BASE.



POUR ATTÉNUER L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE, LA BID A APPROUVÉ

292,2 M USD

EN 2021 POUR LES SECTEURS AGRICOLES DES PAYS MEMBRES

3.1.3 SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La pandémie a aggravé l'insécurité alimentaire dans de nombreux pays déjà confrontés à des difficultés accrues de production alimentaire en raison de l'impact des changements climatiques. Pour atténuer l'insécurité alimentaire, la BID a approuvé 292,2 millions de dollars en 2021 pour les secteurs agricoles des pays membres, avec notamment 80 millions pour des projets d'irrigation en Ouganda et 150,52 millions de dollars pour une zone spéciale de traitement agro-alimentaire au Nigéria.

- Le projet de développement des systèmes d'irrigation dans les régions d'Unyama, Namulu et Sipi en Ouganda vise à améliorer les revenus des ménages, la sécurité alimentaire et la résilience climatique par la gestion durable des ressources naturelles et le développement de l'entreprise agricole. Pour ce faire, il prévoit la construction de systèmes d'irrigation dans le nord et l'est de l'Ouganda sur 7 338 ha, dont 2 900 ha seront financés par la BID. Ce résultat sera obtenu principalement par la construction d'un système d'irrigation et par l'amélioration de la productivité des petits exploitants agricoles grâce à l'utilisation d'intrants améliorés, à la gestion intégrée des ressources naturelles et au développement de l'industrie agroalimentaire.
- Le Nigéria est doté d'un fort potentiel agricole, mais son écosystème a été compromise par divers problèmes, notamment de faibles rendements agricoles, des pertes après récoltes élevées, une faible valeur ajoutée et un manque d'infrastructures. Le Gouvernement nigérian s'attèle à la création de zones spéciales de traitement agro-alimentaire afin d'y remédier. Le présent projet appuie le développement agro-alimentaire inclusif et durable et renforce la compétitivité du secteur agricole. Il prévoit l'amélioration des infrastructures de trois centres de traitement agroalimentaire, dix centres de transformation agricole, l'amélioration des terres irriguées et des routes d'accès entre les exploitations agricoles et les marchés, la fourniture de moyens de production agricole, le renforcement des capacités en matière d'agriculture et d'entrepreneuriat, et la promotion d'un environnement favorable à la promotion des zones agroalimentaires. Le projet devrait permettre de créer 185 000 emplois, d'augmenter le rendement des principales cultures d'au moins 50 %, de réduire les pertes après récolte d'au moins 10 à 20 %, et d'augmenter le revenu moyen des agriculteurs de 25 %.

3.2 PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

3.2.1 MOBILISATION DE RESSOURCES

Le Groupe de la BID a forgé des partenariats aux fins de développement durable dans plusieurs pays membres. Ces partenariats servent de garantie et d'encouragement aux autres acteurs pour qu'ils apportent leur contribution financière et partagent leur expertise. Au Nigéria notamment, où 70 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité et où le taux d'électrification rurale n'est que de 41 %, la BID a coopéré avec la plateforme de financement participatif spécialisée dans l'énergie TRINE pour aider à fournir de l'énergie aux zones rurales hors réseau. Ce partenariat sert d'outil de réduction des risques pour la promotion des investissements du secteur privé.

La contribution de la BID à trois projets a encouragé le financement participatif pour ces campagnes qui ont été clôturées en un temps record : quatre jours en moyenne, contre deux à trois semaines pour les autres campagnes. Les projets ont permis de progresser vers la réalisation de l'ODD 7 (Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable). Le soutien de la BID a permis de connecter davantage de ménages à l'électricité, créant ainsi des sources de subsistance pour les bénéficiaires.

L'évaluation des trois projets achevés fait ressortir que :

- 235 300 personnes ont bénéficié de services énergétiques améliorés ;
- 15 000 personnes ont eu accès à de nouvelles opportunités économiques ; et
- 112 300 femmes ont bénéficié d'une énergie propre à un coût abordable.

De même, Tadamon (une plateforme pour les organisations de la société civile gérée par la Banque) a favorisé trois réalisations majeures. Il s'agit de (i) la mobilisation de ressources auprès de partenaires comme l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), la Fondation NAMA et la Fondation Al Awn pour un montant de 59,5 millions de dollars et de l'organisation de 22 campagnes de financement participatif en ligne pour l'éducation, l'emploi, la réduction de la pauvreté, la résilience des communautés et le développement des compétences ; (ii) la contribution à la riposte du PSPR face à la pandémie dans trois autres pays membres touchés par des conflits et la fragilité (Libye, Somalie, Soudan), notamment sous la forme d'une contribution totale des partenaires (Spark, IITA) de plus de 5 millions de dollars ; et (iii) la prestation de services à un réseau de plus de 10 000 abonnés ainsi que la création, en collaboration avec le PNUD, d'une Académie de financement participatif (CFA) qui, en 2021, a aidé 126 organisations de la société civile dans six pays membres (Indonésie, Kazakhstan, Liban, Maroc, Somalie et Tunisie).



ENCADRÉ 6 : DERNIÈRE LIGNE DROITE AVANT L'ÉRADICATION DU POLIOVIRUS SAUVAGE

Le poliovirus sauvage n'est endémique que dans deux pays : l'Afghanistan et le Pakistan. Entre 2019 et 2021, le Fonds *Lives and Livelihoods* (LLF) et la BID ont accompagné le programme d'éradication de la poliomyélite au Pakistan avec un investissement de 160 millions de dollars, dont une subvention de 31 millions. Ce soutien a permis d'administrer le vaccin oral à plus de 43 millions d'enfants de moins de cinq ans.

Ayesha MUSHARRAF porte les séquelles de la polio. Elle est vaccinatrice et une figure de proue dans sa ville natale de Tangi à Khyber, au Pakistan. Atteinte de polio alors qu'elle n'avait qu'un an, elle est restée paralysée. Malgré sa mobilité réduite, Ayesha a décidé de participer au programme de lutte contre la polio et se consacre à l'éradication de la maladie en sillonnant le Pakistan. Elle défend le programme de vaccination, mettant son handicap en avant pour convaincre les parents réticents.

Plus de 250 000 de ces travailleurs de première ligne se rendent régulièrement dans les localités les plus reculées du Pakistan pour vacciner les enfants de moins de cinq ans dans le cadre des campagnes nationales et infranationales de vaccination contre la polio. Ces héros méconnus mais acharnés, car soucieux de ne laisser aucun enfant pour compte, sont incontournables pour franchir la dernière ligne droite.

En 2021, le Pakistan n'a enregistré qu'un seul cas de poliovirus sauvage, soit une baisse considérable par rapport aux 147 et 84 cas de 2019 et 2020 respectivement. Deux des trois souches de poliovirus sauvages sont éradiquées, ne laissant qu'un seul type en circulation. La détection du virus dans les échantillons de l'environnement s'amenuise chaque année. Aujourd'hui, la situation épidémiologique


RÉUSSITE DU PROGRAMME D'ÉRADICATION DU POLIOVIRUS SAUVAGE AU PAKISTAN

2019 : 147 CAS
2020 : 84 CAS
2021 : 1 CAS

régionale est au beau fixe et la communauté sanitaire mondiale est optimiste quant à l'éradication prochaine.

L'impact de cet investissement va bien au-delà de la polio. Le programme renforce les capacités d'un vaste système de santé par la formation des ressources humaines, le financement des infrastructures et des activités complémentaires appuyant la vaccination de routine contre d'autres maladies, ainsi que la prestation de services de santé intégrés en faveur des communautés. Par exemple, le programme de lutte contre la polio a été central lors de la pandémie à coronavirus, car ayant sous-tendu la riposte du pays en matière de surveillance, de détection et de gestion de l'infection.

Tant qu'elle n'est pas éradiquée, la polio reste une menace pour tous les enfants. Un monde sans polio pointe à l'horizon, mais ne deviendra réalité qu'avec l'engagement continu des partenaires au développement du monde. Nous n'avons jamais été aussi proches de l'éradication du polio virus. Cette réalisation historique marquera la deuxième fois qu'une maladie est éradiquée dans le monde (après la variole) et constituera l'une des plus grandes réussites de la santé mondiale.



AU TITRE DE SON CADRE DE
FINANCEMENT DURABLE, LA BID
A ÉMIS DES SOUKOUK VERTS ET
DE DURABILITÉ POUR MOBILISER
JUSQUE-LÀ PLUS DE

5 MD USD
POUR DES PROJETS FAVORABLES
AU CLIMAT ET DES PROJETS DE
DÉVELOPPEMENT SOCIAL

3.2.2 CADRE DE FINANCEMENT DURABLE

L'un des principaux objectifs de la Banque est d'assurer un avenir profondément ancré dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 - tel qu'articulé dans les Objectifs de développement durable (ODD) - et de tisser des partenariats solides pour atteindre ces objectifs. À cet égard, il est impératif de tirer parti de la finance islamique innovante pour renforcer les capacités des pays membres de la BID pour la réalisation des ODD. À cette fin, la Banque a créé un cadre de financement durable conforme aux normes rigoureuses et mondialement reconnues, établies par *International Capital Market Association* (ICMA) d'immersion dans l'espace propre à l'écologie et à la durabilité pour mobiliser des ressources auprès des marchés de capitaux internationaux et financer ou refinancer des projets éligibles dans ses pays membres. Ce niveau de conformité offre aux détenteurs de soukook toute la latitude d'accéder à l'information sur l'utilisation du produit et l'impact final de leurs investissements.

À ce titre, la Banque a innové avec des soukook verts et durables qui ont permis de mobiliser plus de 5 milliards de dollars à ce jour pour des projets de développement social et favorables au climat (notamment dans le secteur de la santé). Les premiers soukook verts de la Banque, qui ont levé 1 milliard d'euros en novembre 2019, sont les seuls notés « AAA » sur les marchés des capitaux à ce jour. Le produit a été alloué intégralement à 11 projets verts dans les pays membres de la BID, conformément aux objectifs environnementaux d'atténuation des effets des changements climatiques et d'adaptation aux changements climatiques. Il s'agit notamment de projets relatifs aux énergies renouvelables, aux transports propres, à l'efficacité énergétique, à la prévention et à la réduction de la pollution, à la gestion écologique durable des ressources biologiques naturelles et de l'utilisation des terres, et à la gestion durable de l'eau et des eaux usées. Dans le même temps, les premiers soukook durables ont permis de lever 1,5 milliard de dollars en juin 2020, exclusivement consacrés à des projets liés à la pandémie pour « l'accès aux services essentiels » et au « financement des PME et à la création d'emplois ». Il s'agit des tout premiers soukook durables notés « AAA » sur les marchés financiers internationaux. L'émission marque la contribution de la BID au SPRP à l'échelle du Groupe. Puis, en mars 2021, la Banque a émis ses deuxièmes soukook durables, qui étaient également sa plus grande émission jamais réalisée, en levant 2,5 milliards de dollars, 90 % du produit étant déployés vers des projets sociaux et 10 % vers des projets verts.

3.3 ACTIVITÉS SPÉCIALES DE DÉVELOPPEMENT

3.3.1 AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES JEUNES

En 2021, la Banque a approuvé la stratégie de mise en œuvre de la Politique d'autonomisation des femmes, qui fixe des priorités stratégiques, fournit des outils, établit un cadre axé sur les résultats, et détermine des cibles en matière d'autonomisation des femmes à réaliser au cours des cinq prochaines années. La stratégie a servi à intégrer

En 2021, la Banque a approuvé la stratégie de mise en œuvre de la Politique d'autonomisation des femmes, qui fixe des priorités stratégiques, fournit des outils, établit un cadre axé sur les résultats, et détermine des cibles en matière d'autonomisation des femmes à réaliser au cours des cinq prochaines années.

l'autonomisation des femmes et des jeunes dans plus de 35 programmes et projets sectoriels et thématiques courants de la Banque.

En outre, la Banque a approuvé des projets de subventions pour assurer le renforcement des capacités institutionnelles des organisations œuvrant pour l'autonomisation des femmes et des jeunes au Gabon, au Burkina-Faso et en Sierra Leone. Enfin, elle a soutenu le renforcement de la capacité institutionnelle de l'Organisation de développement des femmes, nouvellement créée par l'OCI en Égypte.

En 2021, la Banque a approuvé la mise en œuvre de la deuxième subvention accordée par l'Initiative de financement des femmes entrepreneuses (We-Fi) pour le programme d'autonomisation des petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes en Afrique de l'Ouest dans les chaînes de valeur du riz, (EWASME) en Guinée, au Niger, au Sénégal et en Sierra Leone. Il promeut l'expansion et le relèvement des micro, petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes et engagées dans des activités postérieures à la production dans la chaîne de valeur du riz. À cet effet, la Banque a mobilisé des subventions s'élevant à 11,25 millions de dollars.

Conformément au pilier « engagement » de sa stratégie de développement de la jeunesse, la BID organise chaque année un forum de développement des jeunes orienté vers l'action. En prélude au Forum de 2021, la BID, en partenariat avec *Microsoft Philanthropies*, a organisé un webinaire de cinq jours sur le thème « Former les jeunes pour une réussite post-pandémie », pour doter les jeunes de compétences techniques, notamment numériques et informatiques. En outre, grâce à son partenariat avec le PNUD, la Banque a élaboré deux rapports sur l'état de l'écosystème de l'entrepreneuriat des jeunes au Bangladesh et en Indonésie. Enfin, elle prépare un programme de développement du leadership des jeunes visant à réveiller l'esprit d'entreprise et le leadership social chez les jeunes en leur inculquant un engagement précoce et en créant des plateformes pour la visibilité.



ENCADRÉ 7 : LANCEMENT DU PREMIER FONDS D'INVESTISSEMENT À IMPACT POUR L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE EN OUZBÉKISTAN

Lancé en marge de la réunion annuelle 2021 de la BID tenue à Tachkent, le Fonds d'investissement à impact pour l'autonomisation économique de l'Ouzbékistan est le premier du genre non seulement en Ouzbékistan mais dans toute la région d'Asie centrale.

Doté d'un capital de 100 millions de dollars, le Fonds est un partenariat stratégique entre la BID et le Gouvernement de l'Ouzbékistan, auquel participent des investisseurs du secteur privé saoudien. Le Gouvernement de l'Ouzbékistan contribue à hauteur de 35 % du volume du fonds, la BID à hauteur de 20 % et les investisseurs du secteur privé saoudien, forts du soutien du ministère saoudien de l'investissement et en application de son programme national de promotion des entreprises, devraient couvrir les 45 % restants.

Le fonds vise à fournir une plateforme d'investissement et de financement attrayante et efficace permettant aux micro, petites et moyennes entreprises, aux entreprises sociales, coopératives et structures du secteur tertiaire en Ouzbékistan d'obtenir un ensemble de services financiers et non financiers nécessaires pour lancer ou développer leurs projets et assurer leur durabilité. Il vise également à développer des opportunités d'investissement autour de chaînes de valeur locales à forte valeur économique, dans le but d'intégrer les groupes vulnérables et défavorisés. Le fonds devrait générer ou aider à maintenir plus de 102



LE FONDS DEVRAIT GÉNÉRER OU AIDER À MAINTENIR PLUS DE

102 000

EMPLOIS DIRECTS GRÂCE À SON SOUTIEN À PLUS DE **34 000 MPME**, LES FEMMES ET LES JEUNES BÉNÉFICIAIRENT D'AU MOINS **50 %** DES INTERVENTIONS

000 emplois directs grâce à son soutien à plus de 34 000 MPME, les femmes et les jeunes bénéficiant d'au moins 50 % de ces interventions.

Il reposera sur un mécanisme d'assistance technique pour couvrir certains services non financiers dont les bénéficiaires ont besoin. Il s'agit notamment d'opportunités d'investissement en ingénierie, de programmes de renforcement des capacités, d'accès aux marchés et de création de partenariats. En fonction du succès de la première phase du fonds, le Gouvernement de l'Ouzbékistan devrait augmenter progressivement sa dotation à concurrence de 500 millions de dollars.

3.3.2 AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE

En 2021, la BID a continué d'approuver des projets destinés à doter les MPME de ses pays membres de moyens pour surmonter les difficultés économiques et financières induites de la pandémie. Ce soutien s'inscrit dans le cadre du programme phare de la BID et du FSID « Renforcement de la résilience économique des entreprises vulnérables (SERVE) ». Après l'approbation des projets SERVE pour Djibouti, la Jordanie et la Palestine en 2020, cette année a vu l'approbation d'un projet en Ouzbékistan et en Jordanie (tourisme). À la fin de l'exercice 2021, le financement cumulé des projets SERVE approuvés était de 91,40 millions de dollars.

La BID a également continué de suivre et soutenir les projets d'autonomisation économique qui sont maintenant en phase de mise en œuvre. Rien qu'en 2021, ces projets, exécutés en Jordanie, au Soudan, en Libye, en Égypte, en Albanie, à Djibouti et en Palestine, ont créé ou maintenu plus de 20 000 emplois directs et indirects.

En outre, la BID a mobilisé plus de 520 millions de dollars pour ses interventions d'autonomisation économique destinées aux pays membres, quadruplant ainsi sa contribution financière. Cet exploit a été réalisé en dépit des enjeux économiques associés à la pandémie. Une autre étape charnière est le lancement d'un fonds d'investissement à impact sur l'autonomisation économique doté de 100 millions de dollars pour l'Ouzbékistan, dans le cadre d'un partenariat stratégique entre la Banque et le gouvernement de ce pays, auquel participent des investisseurs du secteur privé saoudien (Encadré 7).

3.3.3 CHANGEMENTS CLIMATIQUES

En 2021, la Banque a poursuivi la mise en œuvre de son Plan d'action sur le climat (2020-2025) qui définit les modalités permettant d'atteindre l'objectif de la BID en matière de financement climatique, à savoir 35 % avant 2025. La Banque a également commencé à élaborer une approche pour aligner ses opérations et activités sur les objectifs de l'accord de Paris. Une quarantaine de projets dans différents secteurs et centres régionaux ont été passés au crible des risques matériels des changements climatiques, pour en exploiter les opportunités et en atténuer l'impact. De même, en 2021, la Banque a achevé l'élaboration d'un cadre global de gestion des risques climatiques afin de les intégrer dans ses opérations à bon escient.

La Banque a également procédé au lancement du fonds d'assistance technique mobilisé dans le cadre du Partenariat pour une contribution déterminée au niveau national afin de soutenir les activités liées aux changements climatiques au Liban, au Nigéria et en Palestine. En 2021, elle s'est engagée auprès du Fonds vert pour le climat afin d'être autorisée à mobiliser des ressources sous forme de subventions et de ressources concessionnelles pour les mesures en faveur du climat dans les pays membres. Parallèlement, la Banque est devenue un partenaire d'exécution du Fonds pour le climat pour aider ses pays membres à se préparer afin qu'ils puissent accéder au financement climatique. Le Fonds a approuvé une proposition de préparation de 2,7 millions de dollars de la BID pour les mesures en faveur du climat du secteur privé en Irak, au Bahreïn, au Liban, en Jordanie et

en Palestine. En outre, la Banque a été identifiée comme partenaire de mise en œuvre du nouveau Mécanisme de financement d'activités de recherche et d'observations systématiques (SOFF) dirigée par les Nations unies.

Dans le même temps, le programme de la BID intitulé « Assurer la Résilience face à l'insécurité alimentaire récurrente » au Burkina-Faso s'inspire du système de warrantage pour un financement climatique novateur à la portée des petits exploitants agricoles. Le projet a contribué à sauvegarder les moyens de subsistance des ménages les plus vulnérables et à renforcer la résilience des pasteurs, pasteurs-agriculteurs et des agriculteurs dans les régions du nord du pays.

3.3.4 FRAGILITÉ ET RÉSILIENCE

En 2021, la Banque a poursuivi la mise en œuvre de ses politiques de fragilité et de gestion des risques de catastrophe en intégrant une vision sous l'angle de la sensibilité aux conflits et de la gestion des risques de catastrophe dans plus de 30 projets dans des pays membres touchés par la fragilité et les conflits. En outre, elle a continué l'exécution de ses programmes phares visant à améliorer les programmes scolaires des réfugiés syriens en Jordanie. Enfin, elle a approuvé des subventions d'intervention d'urgence pour le Niger et le Tadjikistan afin d'aider les personnes touchées par des catastrophes naturelles. Elle a également finalisé les évaluations conjointes de la fragilité et de la résilience pour l'Ouganda, la Sierra Leone, la Guinée et la Gambie, qui ont été menées conjointement avec la BAD pour mesurer les défis et les opportunités et identifier les sources de résilience.

La Banque a élaboré le tout premier « Indice de résilience de la BID » axé sur cinq dimensions critiques de risque et de vulnérabilité dans ses 57 pays membres, notamment (i) le déplacement forcé, (ii) l'économie/les moyens de subsistance, (iii) la santé/les pandémies, (iv) l'environnement/les catastrophes naturelles, et (v) la sécurité des personnes. Ces dimensions se fondent sur les priorités de la mission de la BID et les défis auxquels sont confrontés les pays membres. L'outil évalue les aspects de la résilience dans les pays membres afin d'identifier les opportunités de développement économique durable et il déterminera l'engagement, les programmes et les projets de la Banque dans les pays. La Banque a également lancé le rapport semestriel 2021 sur la résilience de la BID, intitulé « Rétablissement et préparation aux pandémies », qui examinera l'impact de la pandémie et d'autres crises telles que les catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme sur les pays membres. Il présente également des études de cas approfondies sur les pays membres, notamment la Côte d'Ivoire, l'Irak, le Kazakhstan, la Mauritanie, le Mozambique, le Pakistan, le Tadjikistan, le Togo et le Yémen.

Enfin, pour renforcer la capacité du personnel à s'engager efficacement dans des contextes de fragilité et de conflit, la Banque a organisé une formation sur l'innocuité et la sensibilité aux conflits à l'intention des chefs d'équipe des opérations des centres régionaux et du personnel du siège, afin qu'ils se familiarisent avec ces concepts pour leur application aisée dans les programmes et les projets.



3.3.5 COLLABORATION AVEC LES ONG ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

En 2021, conformément au pilier de la politique de collaboration avec la société civile intitulé « Diversification des sources de financement », la Banque a mobilisé un montant record de 64,9 millions de dollars. Des partenariats ont été forgés avec des institutions telles que la Fondation NAMA, l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la Fondation Al Awn, Spark et le PNUD pour soutenir deux programmes, à savoir le programme BID-FSID d'autonomisation des ONG pour la réduction de la pauvreté et *Tadamon CSO Pandemic Response Accelerator*. Ces initiatives aideront la Banque à adopter une série d'options supplémentaires et non conventionnelles de mobilisation des ressources. Afin de mieux s'engager et, le cas échéant, financer conjointement ou habiliter les actions de collaboration avec la société civile, les principaux domaines de collaboration avec ces partenaires comprennent (i) la riposte à la maladie à coronavirus en Libye, en Somalie et au Soudan ; (ii) les interventions de réduction de la pauvreté au Nigéria, au Niger, au Mali, au Cameroun et au Burkina-Faso pour soutenir les communautés vulnérables touchées par la fragilité et les conflits ; et (iii) le renforcement des capacités des organisations de la société civile en Indonésie, au Kirghizstan et au Yémen.

La Banque a également lancé une subvention pour des propositions émanant d'organisations de la société civile pour l'Indonésie, le Kazakhstan, le Liban, le Maroc, la Somalie et la Tunisie, afin d'autonomiser ces organisations et de renforcer

la résilience des communautés difficiles à atteindre. En outre, par le biais du programme d'autonomisation des ONG (subventions à la société civile locale), deux subventions de 368 543 dollars ont été approuvées en 2021 pour le Tchad et le Pakistan. Elles visent à renforcer la promotion des produits agro-pastoraux, à augmenter les opportunités d'emploi ainsi qu'à favoriser le développement humain pour des moyens de subsistance durables et la conservation des ressources naturelles. En 2021, environ 13 ateliers de renforcement des capacités ont été organisés par ce biais pour l'Arabie saoudite, le Burkina-Faso, les Comores, l'Indonésie, le Kazakhstan, le Liban, la Libye, les Maldives, le Maroc, le Niger, la Palestine et la Somalie.

3.3.6 PROGRAMMES D'ASSISTANCE SPÉCIALE

La promotion du développement socioéconomique des communautés musulmanes minoritaires dans les pays non-membres est au cœur du mandat de la BID. La Banque reconnaît également qu'une approche holistique et multidimensionnelle est essentielle pour parvenir à un développement inclusif pour tous.

La Division de la Sensibilisation des communautés ancre son travail dans le renforcement des capacités des communautés musulmanes minoritaires dans ces pays, favorisant ainsi un développement durable et inclusif dans leurs pays. Diverses solutions de développement pragmatiques ont été conçues et mises en œuvre depuis la création du programme de sensibilisation des communautés, autrefois assistance spéciale.

En 2021, la division avait enregistré des progrès notables dans les domaines importants suivants qui permettent de tirer parti du soutien de la Banque aux communautés musulmanes minoritaires dans les pays non-membres. Il s'agit de :

- l'évaluation de 18 projets en cours de réalisation afin de s'assurer de leur qualité à l'entrée et la préparation ultérieure du document de projet consolidé soumis à la Direction pour approbation afin d'utiliser le budget alloué pour 2021, s'élevant à 4,75 millions de dollars ; et
- la création et la présentation du lien du Programme de sensibilisation des communautés sur le site Internet de la BID afin d'améliorer sa portée et sa connectivité avec ses parties prenantes.

Dans le prolongement de ces initiatives, la division est consciente des besoins urgents des communautés musulmanes en matière de développement et de la nécessité d'adopter une approche multidimensionnelle pour renforcer l'efficacité et la visibilité mondiale d'un programme qui a déjà réalisé des progrès significatifs en matière de développement au cours des quatre dernières décennies.

3.3.7 BOURSES D'ÉTUDES

En 2021, 7 millions de dollars (6 millions de la BID et 1 million du FSID) ont été approuvés pour des bourses d'études dans diverses filières. Après un examen approfondi des demandes reçues sur le portail des bourses de la BID, des bourses ont été attribuées à 301 étudiants. Il s'agit de 92 étudiants de 62 pays pour des études de premier cycle, 37 étudiants de 35 pays pour des études de maîtrise, 87 étudiants de 48 pays pour le doctorat et la recherche postdoctorale, et 85 étudiants de 21 PMMA de la BID pour le programme de bourses BID-FSID. Grâce aux efforts déployés pour promouvoir l'équilibre entre les sexes, le nombre de femmes boursières a beaucoup augmenté en 2021, créant la parité à 50 % pour les deux sexes.

Ces dernières années, la BID a mis en place plusieurs initiatives de partenariat avec les meilleures universités et organisations internationales du monde et les universités des pays membres afin d'améliorer et d'étendre le programme de bourses d'études. Un nouvel accord de partenariat, sur la base d'un partage des coûts, a également été signé en 2021 avec l'Université Makerere en Ouganda, portant le nombre total d'accords à 12. Ce principe permet d'augmenter considérablement le nombre de bénéficiaires, d'améliorer la qualité de l'enseignement supérieur, et de garantir une meilleure expérience aux étudiants et aux boursiers. Dans le cadre du programme de bourses de la BID, 1 595 étudiants poursuivent actuellement leurs études dans les meilleures universités de 90 pays.

La BID a mis en place plusieurs initiatives de partenariat avec les meilleures universités et organisations internationales du monde et les universités des pays membres afin d'améliorer et d'étendre le programme de bourses d'études.

3.3.8 PROJET ADAHI

Le Royaume d'Arabie saoudite a confié à la Banque islamique de développement la gestion du projet Hady et Adahi du royaume afin de fournir des services de haute qualité aux pèlerins, de leur faciliter l'accomplissement des rituels conformément aux normes légales et sanitaires, et de leur permettre de tirer le bénéfice des sacrifices au profit des pauvres et des nécessiteux à l'intérieur du *Haram* et à l'extérieur du royaume.

Le nombre de sacrifices effectués pendant la période légale de la saison du hadj en 1 442 a atteint plus de 109 000 têtes de moutons. Les bêtes abattues pendant et après la saison du hadj ont été distribuées à des groupes cibles à l'intérieur du royaume, conformément au partenariat entre le projet Adahi et les 200 organisations caritatives accréditées approuvées par le ministère des Ressources humaines et du Développement social.

Avec l'appui de la BID, Adahi a créé une société pour transformer les déchets animaux en gélatine et en capsules, améliorant ainsi la santé environnementale sur les lieux saints et développant une source de gélatine et de capsules halal. Les projets de la société s'inscrivent également dans la réalisation de plusieurs initiatives qui font partie de la Vision 2030 du royaume, comme l'introduction d'industries qui apportent une valeur ajoutée en développant l'industrialisation locale avec un impact positif sur l'environnement. L'entreprise créera également des opportunités de croissance pour d'autres industries qui utilisent la gélatine dans la fabrication d'autres nouveaux produits requis localement et à l'étranger. En 2021, la société a augmenté la capacité de production de gélatine de 750 kg par jour à 1 400 kg et a réduit l'étape de trempage de 45 jours à 10 jours. L'entreprise a obtenu plusieurs certificats de conformité, notamment ISO9001, un certificat halal, un certificat d'enregistrement de produit et de pratique d'activité de la *Food and Drug General Authority* d'Arabie saoudite, un certificat de validité d'exportation et un certificat *Made in Saudi Arabia*.

4

RENFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ INSTITUTIONNELLE



EN BREF

LA 6^E AUGMENTATION GÉNÉRALE DE CAPITAL D'UN MONTANT DE

5,5 MD DI
A ÉTÉ APPROUVÉE EN DÉCEMBRE 2020

QUATRE AGENCES DE NOTATION ONT EN 2021 RECONDUIT LA NOTE DE CRÉDIT

« AAA »

DE LA BID AVEC DES PERSPECTIVES

« STABLES »

DEPUIS LE LANCEMENT DE LA STRATÉGIE DE PARTENARIAT AVEC LES PAYS MEMBRES EN 2010, LE GROUPE DE LA BID A ÉLABORÉ **22 STRATÉGIES** DONT 20 ONT ÉTÉ MISES EN ŒUVRE ET DEUX SONT ENCORE EN COURS D'EXÉCUTION. À PARTIR DE 2021, **11 STRATÉGIES** DEVRAIENT ÊTRE PRÉPARÉES CHAQUE ANNÉE

UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF POUR RÉSOUDRE LES LITIGES PROFESSIONNELS OPPOSANT LE PERSONNEL DU GROUPE DE LA BID À L'ORGANISATION A ÉTÉ CRÉÉ

4.1 CONSEIL DES GOUVERNEURS

Le Conseil des Gouverneurs est composé des représentants des cinquante-sept pays membres, qui sont pour la plupart des ministres. Chaque pays membre est représenté au sein du Conseil par un gouverneur et un gouverneur suppléant. Chaque membre dispose de cinq cents voix de base, plus une voix pour chaque action souscrite. En général, les décisions du Conseil des Gouverneurs sont prises à la majorité des voix représentées à la réunion.

Le Conseil des Gouverneurs tient ses réunions une fois tous les trois ans au siège (Arabie saoudite) et deux fois dans les autres pays membres. En ses réunions annuelles, il passe en revue les activités de l'exercice précédent et adopte les stratégies et politiques futures. En outre, il élit son président pour un mandat d'un an.

Le Conseil des Gouverneurs est le plus haut organe de gouvernance et de décision. Il peut déléguer des pouvoirs au Conseil des Directeurs exécutifs qui assure la conduite des opérations générales de la Banque.

La 46^e réunion annuelle de la BID s'est tenue les 26 et 27 mouharram 1 443 (3 et 4 septembre 2021) à Tachkent,

en République d'Ouzbékistan, sur le thème « Riposte, Rétablissement et Relance : Pour un Après-Covid-19 de Résilience et de Prospérité pour Tous ». Cette réunion annuelle était la première à se tenir en présentiel depuis l'apparition de la maladie à coronavirus et après l'approbation historique de la 6^e augmentation générale du capital, laquelle témoigne du soutien généreux de ses actionnaires.

En marge de la réunion annuelle, la BID organise la table ronde des gouverneurs, un événement exceptionnel qui offre une plateforme aux gouverneurs pour réfléchir et échanger leurs points de vue et idées pratiques sur les questions engageant l'intérêt de leurs pays et de la BID. Cette année, la table ronde a dégagé une vision commune sur les problèmes de développement critiques induits par la pandémie à coronavirus et les solutions potentielles à court, moyen et long terme, ainsi que sur la reprise, en mettant l'accent sur trois thèmes principaux, à savoir :

- stimuler la reprise post-pandémie ;
- lutter contre la pauvreté croissante et renforcer la résilience ; et
- promouvoir la croissance économique verte dans les pays membres.



4.2 CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS

Le Conseil des Directeurs exécutifs (CDE) est composé de dix-huit membres, dont neuf sont nommés par les neuf grands actionnaires. Les neuf autres membres sont élus et représentent chacun un groupe de quatre ou sept pays. Le CDE, qui en est à son 16^e mandat, tient habituellement cinq réunions par an. Il définit les orientations des opérations et activités générales de la BID et, en particulier, approuve les projets et adopte des résolutions relatives aux financements, politiques et questions administratives. Le CDE exerce également les pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil des Gouverneurs. À ce titre, il prépare les travaux du Conseil des Gouverneurs, approuve le budget, examine les états financiers de chaque exercice et les soumet à l'approbation dudit Conseil. Les membres du CDE siègent également dans ses quatre comités :

- Comité administratif et de Gouvernance
- Comité des Opérations et de l'Efficacité du Développement
- Comité financier et de Gestion des Risques
- Comité d'Audit.

Le tableau ci-dessous présente un résumé des réunions du CDE tenues en 2021.

4.3 GESTION DES RISQUES

Dans l'exercice de sa mission, la Banque est exposée à divers types de risques, notamment les risques de crédit, de marché, de liquidité et opérationnels. Pour les gérer, elle dispose d'une solide architecture couvrant l'adéquation des fonds propres, des cadres de gestion des limites d'engagement, des actifs et des passifs et du risque opérationnel, outre un processus de crédit complet pour la conduite de ses opérations. Le suivi des risques est assurée par le Conseil des Directeurs exécutifs et son Comité financier et de Gestion des Risques, lequel approuve les stratégies, politiques et directives en la matière. La Direction de la BID, soutenue par le Comité de Gestion des Risques et le Comité de Gestion de l'Actif et du Passif, veille à l'exécution des activités conformément au cadre de gouvernance des risques approuvé.

La fonction de gestion des risques de la Banque évolue au fil du temps avec l'adoption d'une approche holistique en matière de gestion des différents risques financiers et autres. Ainsi, en 2021, la mise en œuvre d'un projet de gestion des risques d'entreprise à l'échelle de la Banque a continué de progresser, sous-tendue par des analyses poussées des risques et des données financières, notamment un *DataMart* intégré. La Banque a mis au point un ensemble complet de paramètres de risques et de tolérances pour matérialiser la déclaration générale d'appétence au risque et définir ainsi des orientations claires sur l'univers des principaux risques de la Banque.

TABLEAU 4.1: RÉSUMÉ DES RÉUNIONS DU CDE TENUES EN 2021 (1442-1443)

Date de la réunion	N°	Projets (*)	Opérations d'assistance spéciale	Points relatifs aux stratégies et politiques	Autres points	Points approuvés par le Président et soumis au CDE à titre d'information (**)	Points inscrits aux ordres du jour, total	Résolutions adoptées
27 février 2021 (15 radjab 1442) (réunion virtuelle)	339	1	-	1	29	-	31	15
24 avril 2021 (12 ramadan 1442) (réunion virtuelle)	340	2	-	3	41	-	46	22
20 juin 2021 (10 dhou el-kiâda 1442) (réunion virtuelle)	341 (Partie I)	4	-	3	8	-	15	9
1 ^{er} septembre 2021 (24 mouharram 1443) (réunion en présentiel) à Tachkent (46 ^e réunion annuelle)	341 (Partie II)	3	-	-	7	-	10	4
25 septembre 2021 (18 safar 1443) (réunion virtuelle)	342	3	-	-	29	-	32	10
18 décembre 2021 (14 djoumada I 1443) (réunion virtuelle)	343	23	-	4	27	1	55	36
Total	6	36	-	11	141	1	189	96

(*) Projets et opérations d'assistance technique.

(**) Y compris les opérations d'assistance technique approuvés par le Président de la BID.

Note : Sur 189 points examinés par le Conseil, des résolutions ont été adoptées au titre de 96 points, tandis qu'un seul point a été approuvé par le Président. Les 92 points restants concernent des rapports examinés lors des réunions des comités du CDE et les séances à huis clos, des points permanents tels que l'adoption de l'ordre du jour, l'adoption du procès-verbal, le rapport oral du Président de la BID, les opérations d'investissement, les questions de suivi et d'autres points soumis à titre d'information.

Entre autres événements intervenus en 2021, la Banque a lancé la mise en œuvre du Cadre de gestion et de gouvernance des risques afin d'atténuer de manière proactive les risques auxquels elle s'expose au titre des modèles actuellement utilisés. Le projet de sortie du LIBOR a été engagé pour en minimiser l'impact et assurer une transition en douceur vers d'autres taux de référence. Le processus de révision et de calibrage des modèles de notation des risques mis au point en interne pour améliorer les estimations de probabilité de défaut du portefeuille de la BID, est presque achevé. Des progrès importants ont été accomplis dans la mise en œuvre du système axé sur le risque opérationnel, lequel vise à automatiser sa mesure, son suivi et sa gestion, à opérationnaliser le contrôle et l'autoévaluation des risques et à établir des données sur les pertes et des indicateurs de risque clés. Par ailleurs, des progrès satisfaisants ont été réalisés dans la mise en œuvre d'un cadre de cybersécurité pour améliorer la résilience organisationnelle et gérer efficacement les risques de cybersécurité.

4.4 ACTIVITÉS D'AUDIT

La fonction d'audit interne est la troisième ligne de défense prévue dans le cadre de gestion des risques. Elle est chargée de fournir au Conseil des Directeurs exécutifs et à la Direction l'assurance nécessaire et des conseils objectifs et indépendants sur l'efficacité et l'efficience des processus et systèmes de gouvernance institutionnelle, ainsi que de la gestion des risques et des contrôles internes, en sus de faire des recommandations et prodiguer des conseils pour garantir la solidité pérenne de la BID.

Le plan d'audit annuel est élaboré suivant une approche axée sur la gestion des risques et en tenant compte des priorités stratégiques de la Banque et des risques les plus importants et nouveaux. Lorsque des observations sont soulevées, le Département de l'Audit interne évalue de manière indépendante la pertinence des plans d'action mis en œuvre par la Direction pour résoudre les problèmes, et assure ensuite leur suivi rigoureux. La Direction de la BID est tenue de veiller à ce que les questions soulevées par le département soient traitées dans un délai approprié et convenu.

La fonction d'audit interne est indépendante et objective ; elle se conforme aux directives obligatoires de l'Institut des auditeurs internes. Le Directeur du Département de l'Audit interne relève sur le plan fonctionnel du Conseil des Directeurs exécutifs, par l'intermédiaire du Comité d'Audit, et sur le plan administratif, du Président.

Des rapports d'activité périodiques sur les résultats d'audit et des points de situation trimestriels sur la mise en œuvre des plans d'action de la Direction sont soumis au Comité d'Audit et au Président du Conseil des Directeurs exécutifs. Le commissaire aux comptes bénéficie d'un libre accès à tous les rapports d'audit interne et aux documents justificatifs. En 2021, le Département de l'Audit interne a continué à faire preuve d'adaptabilité pour mener à bien ses travaux d'audit à une période où les contacts sociaux étaient limités, sans pour autant compromettre la qualité des audits entrepris.


L'investissement dans le renforcement des capacités fonctionnelles, de la productivité et de l'efficacité du Département de l'Audit interne s'est poursuivi, avec l'utilisation de nouvelles technologies et le perfectionnement des compétences des auditeurs internes par des formations en ligne, webinaires et ateliers.

L'investissement dans le renforcement des capacités fonctionnelles, de la productivité et de l'efficacité du Département de l'Audit interne s'est poursuivi, avec l'utilisation de nouvelles technologies et le perfectionnement des compétences des auditeurs internes par des formations en ligne, webinaires et ateliers. Dans un souci constant d'améliorer les pratiques d'audit, le département a pris part à des réunions, des conférences et des réseaux internationaux en ligne, tels que ceux du Groupe des responsables d'audit interne des institutions financières multilatérales et des représentants des services d'audit interne des organismes des Nations unies.

4.5 CONFORMITÉ

En 2021, la BID a veillé à ce que ses activités quotidiennes soient exemptes de risques de conformité et a pris des dispositions pour atténuer les risques de conformité mineurs qu'elle a encourus, en coopération avec les services compétents et les partenaires extérieurs. Au cours de l'exercice sous revue, elle a élaboré des rapports de conformité des pays pour le Gabon, les Maldives, la Tunisie, l'Ouganda et l'Ouzbékistan. Elle a également contribué à l'élaboration de directives pour les organisations non gouvernementales et à la révision des documents d'appel d'offres standard pour la passation de marchés de travaux.

La BID s'est vu accorder le statut d'observateur auprès du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale lors d'une réunion plénière tenue le 29 octobre 2021 à Douala, au Cameroun. La Banque a souscrit au registre SWIFT KYC (devoir de vigilance à la clientèle) pour améliorer son efficacité et s'intégrer dans la communauté internationale. Le service de conformité a organisé deux formations à l'intention des points focaux au sein des sections de la BID : la première portait sur les formulaires et la liste de contrôle KYC/AML/CFT (connaissance du client/lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme), et la seconde sur les sanctions.



EN 2021, LE DÉPARTEMENT DE L'AUDIT INTERNE A CONTINUÉ À FAIRE PREUVE D'ADAPTABILITÉ POUR MENER À BIEN SES TRAVAUX D'AUDIT À UNE PÉRIODE OÙ LES CONTACTS SOCIAUX ÉTAIENT LIMITÉS, SANS POUR AUTANT COMPROMETTRE LA QUALITÉ DES AUDITS ENTREPRIS.

4.6 GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE

Ci-après les principales réalisations en matière de gouvernance institutionnelle en 2021 :

- Un jalon important dans l'histoire de la Banque a été la création et l'entrée en fonction d'un tribunal administratif pour résoudre les litiges professionnels opposant le personnel du Groupe de la BID à l'organisation. Organe suprême du système interne d'administration de la justice, le Tribunal administratif du Groupe de la BID est un organe indépendant composé de cinq membres.
- Le Président du Groupe de la BID a approuvé les mécanismes internes de règlement des différends qui établit le recours administratif, l'intervention du médiateur et le recours au Comité d'appel pour le personnel.
- Le Président du Groupe de la BID a approuvé la création d'un comité d'appel pour le personnel.
- Le Président du Groupe de la BID a approuvé les règles disciplinaires du personnel.
- Le Conseil des Directeurs exécutifs a approuvé le nouveau code de conduite qui définit les principes et normes éthiques applicables aux membres du CDE.
- Le Conseil des Directeurs exécutifs a approuvé la création du Comité Éthique du CDE ainsi que son règlement.
- La Section de Gouvernance institutionnelle a publié des rapports mensuels actualisés afférents à la structure organisationnelle sur le portail de gouvernance et des politiques, et a périodiquement passé en revue le manuel organisationnel.
- Le Président a approuvé la liste des signataires autorisés pour les opérations bancaires et de trésorerie, les opérations d'investissement et de services financiers islamiques. En collaboration avec SignatureNet, la Banque a lancé sa plateforme en ligne pour la gestion des signatures autorisées.
- Un nouveau portail de gouvernance institutionnelle et des politiques (<http://cg.isdb.org/>) a été créé pour permettre au personnel de la BID et aux membres du CDE d'accéder aux documents relatifs approuvés.
- Un cours en ligne obligatoire sur la gouvernance institutionnelle a été lancé, et tous les membres du personnel doivent y participer au moins une fois par an.

4.7 NOTATION FINANCIÈRE

La BID est notée par les trois grandes agences internationales (Standard & Poor's Global, Moody's Investors Service et Fitch Ratings) et la Malaysian Rating Corporation (MARC). En 2021, les quatre agences ont reconduit la note « AAA » de la BID, assortie de perspectives « stables ». Ce résultat reflète le profil financier extrêmement solide de la BID étayé par une capitalisation robuste, y compris l'approbation de la 6^e augmentation générale du capital, un faible niveau d'endettement et des situations de liquidité et de financement saines, un statut de créancier privilégié, ainsi que de solides antécédents en matière de soutien des actionnaires et d'exécution de son rôle unique et de sa mission de développement dans ses pays membres. En outre, malgré les difficultés liées au crédit, cette performance démontre la résilience de la Banque, l'efficacité de sa gouvernance et de sa gestion, ainsi que son engagement envers le programme de développement des pays membres.

Par ailleurs, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et la Commission européenne ont qualifié la BID d'institution multilatérale de développement à « pondération de risque zéro », preuve s'il en est de l'excellent profil économique et financier de la Banque.

4.8 SOUTIEN DES ACTIONNAIRES

La note de crédit élevée attribuée à la Banque par toutes les agences de notation internationales se justifie principalement par le fort soutien des actionnaires, exprimé en termes de souscriptions et de versements au titre de son capital-actions. Pendant les 30 premières années d'activité de la Banque, ses opérations ont été financées par les apports en capital des pays membres. La croissance des opérations a depuis dépassé le niveau de celle du capital, d'où les efforts déployés pour mobiliser des ressources externes sous forme d'émissions de soukook sur le marché international des capitaux. Pour autant, les injections continues de capital restent nécessaires pour renforcer davantage le niveau de capitalisation, parallèlement à la croissance opérationnelle toujours plus forte.

Le capital de la BID est constitué de plusieurs composantes : le capital initial, l'augmentation générale de capital et l'augmentation spéciale de capital. Depuis sa création, la BID a procédé à plusieurs augmentations générales de capital, qui ont été offertes et souscrites par la plupart des pays membres, ce qui est un gage de leur soutien. La 6^e augmentation générale de capital d'un montant de 5,5 milliards de dinars islamiques a été approuvée en décembre 2020. Cette augmentation de capital permettra à la Banque de donner aux pays membres les moyens d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). En plus d'envoyer un message fort aux principales agences de notation sur le solide soutien des actionnaires de la BID, un critère important dans l'évaluation de sa note, cette initiative est aussi essentielle pour la Banque qui continue de tirer parti de sa note « AAA » aux fins de mobiliser des ressources et de répondre à la demande croissante de financement du développement dans ses pays membres.

4.9 STRATÉGIE DE PARTENARIAT AVEC LES PAYS MEMBRES

La Stratégie de partenariat avec les pays membres (SPPM) du Groupe de la BID est l'instrument utile utilisé pour établir une stratégie de collaboration à moyen terme avec ces pays et mettre en synergie les interventions en leur faveur. Depuis le lancement de ce mécanisme en 2010, le Groupe de la BID a élaboré 22 stratégies de partenariat, dont 20 ont été mises en œuvre et deux sont encore en cours d'exécution pour l'Ouzbékistan et l'Égypte. Le plan était de formuler, à partir de 2021, 11 SPPM chaque année. Tous les exercices de stratégies de partenariat seront menés en synergie à l'échelle du Groupe de la BID afin de garantir une approche unique, de sorte à répondre aux besoins de développement des pays membres et offrir des solutions adaptées aux différents problèmes de développement.

Actuellement, des stratégies de partenariat sont à différents stades de préparation pour l'Arabie saoudite, le Gabon, la Guinée, l'Indonésie, la Malaisie, les Maldives, le Maroc, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et la Turquie. Parmi ceux-ci, quatre SPPM (Gabon, Maldives, Maroc et Turquie) ont été initiées en 2018-2019 et sept en 2019 (Arabie saoudite, Indonésie, Guinée, Malaisie, Niger, Nigeria et Sénégal). La Banque s'est engagée à les achever et les mettre en œuvre en 2022. Ces stratégies seront fondées sur les plans de développement nationaux des pays membres, adaptées à l'évolution de leurs priorités dans le sillage de la pandémie à coronavirus, et alignées sur la mission fondamentale de la Banque.

4.10 ÉVALUATION DES OPÉRATIONS

La BID procède régulièrement à une évaluation indépendante de son efficacité en matière de développement. En 2021, le Département de l'Évaluation des Opérations de la BID a évalué 10 projets dans les pays membres axés sur l'énergie, la santé, l'éducation, les transports, l'eau et l'assainissement, l'agriculture et le développement rural, et les technologies de l'information et de la communication (TIC).

Neuf requêtes d'évaluation ont été reçues de la Direction, dont quatre sur demande et cinq au cours du quatrième trimestre de 2021. Deux évaluations sur demande ont été réalisées pour le projet de puits profond et de construction d'écoles en Somalie, et le projet Al Fareeda de la SID en Arabie saoudite. De surcroît, la BID a effectué une évaluation en temps réel du SPRP. Six revues spéciales ont également été entreprises, portant sur la performance de la BID au cours des cinq dernières années, les projets en retard du portefeuille souverain de la BID, le Fonds-BID STI, les programmes de bourses d'études et de sensibilisation communautaire, ainsi que les réunions annuelles 2021 de la BID.

D'autres évaluations ont été lancées au titre du programme de sécurité alimentaire du Groupe de la BID, des prises de participation de la BID dans des banques islamiques et des projets financés par des lignes de financement. Le Département de l'Évaluation des Opérations a procédé à l'évaluation de l'efficacité opérationnelle de la BID et repris celle des efforts de mobilisation des ressources hors bilan.

Le rapport annuel d'évaluation 2020 a été finalisé, dûment approuvé par le Comité des Opérations et de l'Efficacité du Développement et approuvé par le CDE en juin 2021.

D'autre part, la BID a rénové et lancé son portail intranet de connaissances *LEARN* et mis en place le mécanisme de Suivi systématique de l'exécution des recommandations d'évaluation (STEER). En 2021, 26 produits de connaissance différents ont été mis au point, dont deux notes de diffusion, neuf séries de connaissances, quatre articles de synthèse, cinq dépliants, deux vidéos pédagogiques et quatre bulletins trimestriels sur les opérations et les évaluations.

La BID a organisé deux formations virtuelles dans les pays membres : *TAQYEEM*, la toute première formation à l'évaluation en langue arabe à l'intention de cinq pays membres de la région du Maghreb et le Royaume d'Arabie saoudite, et la version arabe des critères d'évaluation du Comité d'aide au développement de l'OCDE, intitulée « Meilleurs critères, meilleure évaluation ».

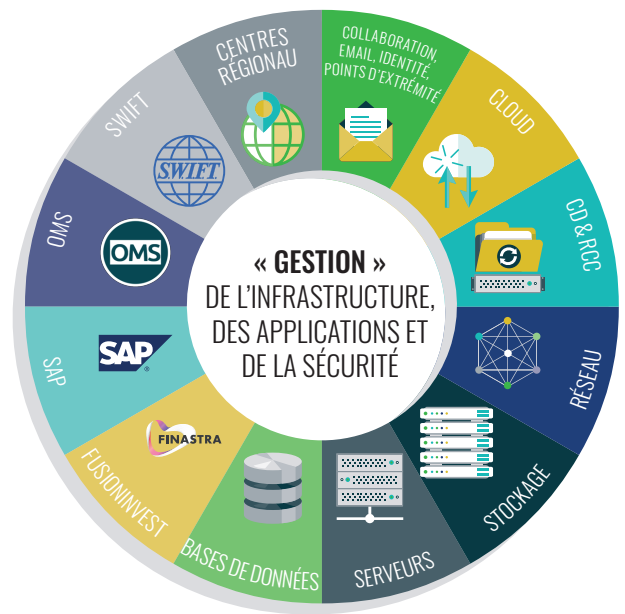
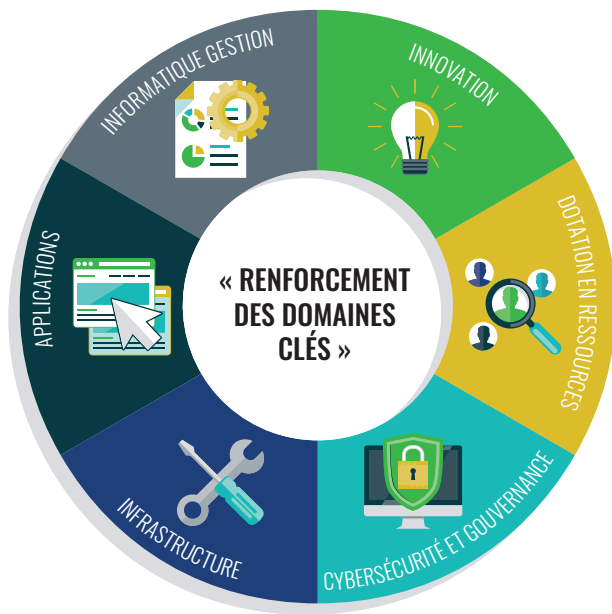
En outre, en coopération avec ses partenaires, la BID a lancé l'Initiative mondiale d'évaluation dans la région MENA et contribué à plusieurs webinaires sur l'évaluation, en étroite collaboration avec des institutions partenaires au développement homologues.

4.11 EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT

La Banque s'attache à améliorer l'efficacité de ses opérations et à atteindre les objectifs de développement de ses pays membres. À cette fin, elle a mis au point des systèmes et des outils de suivi et évaluation efficaces pour obtenir des résultats de développement inclusifs, durables et rentables. Ces outils ont permis à la Banque d'intégrer le cadre de résultats dès le début de la conception des projets, de continuer à suivre les progrès pendant leur mise en œuvre et de mesurer les résultats et l'impact après leur achèvement.

Une fois achevés, les projets et subventions approuvés en 2021 devraient donner des résultats prometteurs et contribuer aux principaux Objectifs de développement durable, à savoir les ODD 1, 2, 3, 4, 6, 7, 9, 16 et 17, l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) bénéficiant de la plus haute priorité dans les approbations de projets en raison de la pandémie en cours.

La BID publie un rapport annuel sur l'efficacité du développement qui rend compte des progrès accomplis par rapport aux objectifs et indicateurs fixés et couvre tous les niveaux du cadre de résultats à l'échelle de l'organisation. Le rapport présente également les gains d'efficacité réalisés en interne aux niveaux opérationnel et organisationnel pour accélérer les résultats.



4.12 SOLUTIONS D'AUTOMATISATION DES ACTIVITÉS

En 2021, des solutions d'automatisation des activités ont été appliquées aux travaux de développement et de maintenance opérationnelle. Les travaux de développement sont divisés en six domaines, en sus de la maintenance opérationnelle qui garantit le bon déroulement des activités quotidiennes soutenues par le Département informatique dans le respect des niveaux de service requis. Outre les activités standard de construction et exploitation, la stratégie informatique et le modèle opérationnel sont exécutés en parallèle dans le cadre d'un programme de quatre ans.

L'objectif principal a été de garantir la résilience grâce à des pratiques liées à la cybersécurité, la sécurité informatique et la gestion des risques technologiques. Parmi ces mesures figure la mise en place d'opérations de sécurité par le biais d'un service de détection et de réponse gérées assorti du cadre de cybersécurité, de sécurité de l'information et de gestion des risques pour assurer le suivi de la sécurité dans tout l'environnement informatique de la BID, répondre rapidement à tout incident de sécurité, et identifier les lacunes et les vulnérabilités en la matière, afin d'y remédier de manière proactive et de réduire le risque de perturbation des opérations informatiques et des activités de la Banque. La modernisation de l'infrastructure a également été menée en parallèle, en développant les capacités de travail à distance, la décentralisation et la gestion de la continuité des activités. Elle a aussi jeté les bases pour adapter les composants de l'infrastructure à l'informatique dématérialisée (cloud).

De plus, une initiative triennale de gouvernance des données a été mise à l'essai, avec un projet clé axé sur l'adoption d'un glossaire métier et d'un dictionnaire de données, la gestion des données de référence, la qualité et la classification des données, la gestion de l'accès aux données, la conservation et les processus de gouvernance des données. Ce projet servira de modèle dans d'autres domaines d'activité et permettra d'inculquer la discipline nécessaire aux responsables des

données, avec des rôles et des responsabilités clairement définis dans les unités de travail et services informatiques.

L'initiative sur les capacités de l'architecture d'entreprise a défini les plans de base et les plans cibles dans tous les domaines afférents de la BID (activités, applications, données et technologie), afin d'assurer la continuité des composants technologiques (applications, données, technologie) pour satisfaire aux exigences avec plus de souplesse et garantir une réponse rapide aux besoins futurs de la BID. En outre, le Département informatique a veillé à ce que les ressources appropriées soient mises à disposition afin que le personnel puisse travailler à distance sans problème pendant la pandémie. Dans ce contexte, une attention particulière a été accordée aux domaines de la collaboration en ligne, de la cybersécurité, de l'amélioration des processus de travail, ainsi qu'à l'élargissement de la portée et des horaires des services et de l'assistance au siège de la BID et dans les centres régionaux.

Une attention particulière a été accordée à la résilience grâce à la cybersécurité, la sécurité informatique et les pratiques de gestion des risques liés à la technologie.

4.13 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Le Département de Gestion des Ressources humaines a fait preuve de flexibilité et de détermination pour surmonter les difficultés induites par la pandémie à coronavirus et poursuivre les opérations sans perturbations majeures. Dans le cadre d'améliorations opérationnelles continues, la BID a fusionné la recherche de candidats et le recrutement avec l'intégration des nouvelles recrues, et a rebaptisé ces fonctions en Service d'acquisition des talents. Grâce à cet ajustement, la BID a pu rationaliser le processus de recrutement de bout en bout, améliorer l'expérience des employés, et renforcer la collaboration et la communication entre les différents services. Ainsi, 51 nouveaux employés ont été recrutés par le biais d'évaluations et d'entretiens virtuels.

Le projet de vision, stratégie et modèle de talents a été achevé en 2021, avec six cadres et directives sur l'attraction, l'évaluation et le développement des talents, la gestion de carrière, la planification de la relève et le suivi pour en faciliter la mise en œuvre efficace. La BID a continué à tirer parti de l'apprentissage en ligne comme moyen alternatif pour la formation du personnel pendant la période de télétravail, plus de cours étant désormais mis à sa disposition pour son développement professionnel. Elle a également réussi à mettre au point un nouveau cadre de compétences (de base et de leadership) et à optimiser l'apprentissage en ligne grâce à une bibliothèque électronique personnalisée dédiée aux compétences générales.

En outre, la BID a formulé une stratégie des ressources humaines comprenant des thèmes et des initiatives révisés. Elle a également rédigé un document conceptuel sur la gestion de l'organisation, lequel énonce des recommandations importantes sur l'amélioration des questions y afférentes. Parmi les principales politiques qui ont été introduites ou améliorées au cours de l'année 2021 peuvent être cités le Règlement du Fonds de solidarité médicale pour les retraités, une proposition à la Direction de réduire l'amortissement de l'indemnité d'installation de deux ans à un an, l'initiative d'environnement de travail flexible qui permet de travailler de chez soi ou ailleurs et l'évaluation de 66 descriptions de postes, y compris ceux créés à la suite de l'ajustement de l'organigramme.

La BID a continué à tirer parti de l'apprentissage en ligne comme moyen alternatif pour la formation du personnel pendant la période de télétravail, plus de cours étant désormais mis à sa disposition pour son développement professionnel.

4.14 AUTRES SERVICES DE SOUTIEN ADMINISTRATIF

4.14.1 SÛRETÉ ET SÉCURITÉ

La Section de Sûreté et Sécurité a intensifié ses efforts pendant la pandémie afin de garantir la sécurité du personnel de la BID, non seulement au siège - où elle a appliqué les mesures de précaution les plus strictes - mais aussi dans le monde entier, en faisant appel aux services d'International SOS pour aider les membres du personnel et leurs familles en cas de besoin de sécurité ou d'aide médicale. Ses efforts ont également porté sur la mise en place d'un canal de notification par SMS des annonces et des alertes urgentes. En outre, la Section de Sûreté et Sécurité a réussi à économiser plus d'un million de riyals saoudiens par an en révisant le contrat actuel de services de sécurité, de sorte à réduire les effectifs et adopter des solutions technologiques alternatives.

4.14.2 SERVICE DE GESTION DES INSTALLATIONS

Dans le cadre d'une nouvelle initiative, la BID a introduit un service de gestion totale des installations (GTI) (un fournisseur unique de services complets liés aux installations). Assurée auparavant par 22 contractants, la GTI couvre la plupart des services matériels et immatériels à l'intérieur de la BID sur le site du siège et dans le complexe résidentiel. L'introduction de la gestion totale des installations est conforme aux meilleures pratiques en vigueur dans la plupart des organisations internationales et vise à rationaliser les services, en améliorer la qualité et optimiser les dépenses. Démarré en février 2021, ce service fait l'objet d'un contrat de trois ans avec un prestataire.

4.14.3 RETOUR DES EMPLOYÉS AU BUREAU

L'adaptation constante au changement est l'une des caractéristiques du Service de gestion des installations et de prestation de services de la BID. En 2021, la garantie de la santé et de l'hygiène du personnel a revêtu une importance cruciale pour un retour au travail harmonieux, sécurisé et confortable. La BID a fait exécuter les programmes de préparation ci-après par le prestataire de services GTI dans ses locaux (siège, bâtiments 1, 2, 3 et tente), conformément aux protocoles de santé et de sécurité du pays hôte et aux directives de la Cellule de gestion de la continuité des activités :

- Fourniture de services de désinfection microbienne par voie aérienne ;
- Mise à disposition de désinfectants à base d'alcool pour les mains près des ascenseurs, des bureaux VIP, des toilettes, des entrées et sorties du bâtiment, des points de réception des colis/courriers, des zones de réception, etc. ;
- Mise en place de signalisations dans les lieux de rassemblement public tels que les halls d'ascenseurs, les cabines d'ascenseurs, les zones de réception VIP, près des distributeurs automatiques de billets, les espaces d'attente des invités/visiteurs, les salles de réunion, les toilettes, etc. ;
- Installation de portes vitrées automatiques aux entrées de la Banque ; et
- Fourniture de services de contrôle des parasites.



4.14.4 SERVICES MÉDICAUX DU PERSONNEL

Face aux problèmes sans précédent induits par la pandémie à coronavirus, le Centre des Services médicaux de la BID a mis l'accent sur la sécurité du personnel et la continuité des services qui leur sont offerts. En priorité, le centre s'est attaché à répondre de manière proactive à ces problèmes en adoptant une approche innovante et résiliente, privilégiant la sécurité et la santé du personnel et des membres de leurs familles. Pour ce faire, il a notamment organisé des consultations médicales virtuelles, des services de livraison à domicile et des séances d'information et de sensibilisation.

Le Centre des Services médicaux a maximisé l'utilisation de solutions numériques innovantes pour assurer la continuité des services au personnel de la BID. Il a, entre autres, organisé des consultations médicales virtuelles par le biais de plateformes de télémédecine. Au total, 2 603 consultations ont été réalisées grâce à la télémédecine, donnant ainsi au personnel l'accès à des soins de qualité et pratiques. Ces services médicaux ont été fournis grâce au réseau du centre qui comptait 67 prestataires de soins de santé en 2021.

Pour soutenir les efforts de décentralisation, le Centre des Services médicaux a collaboré avec des prestataires de soins de santé locaux dans les pays hôtes des centres régionaux de la BID, afin de faire bénéficier le personnel d'avantages et de services similaires à ceux offerts au niveau du siège. Au total, 120 antennes de prestataires médicaux ont été établies dans tous les centres régionaux, avec une inscription sur Ariba.

Avec l'augmentation du nombre de cas du coronavirus au siège, le Centre des Services médicaux a intensifié ses efforts pour organiser un dépistage de masse et localiser les cas contaminés à la BID, isoler les cas suspects, et assurer le suivi du personnel hospitalisé. En outre, il a conclu des accords à des prix compétitifs avec des centres certifiés pour les services de tests PCR et d'anticorps pour le diagnostic du coronavirus au profit du personnel de la BID. Il a mené avec succès deux campagnes de tests PCR au siège pour les participants aux réunions annuelles 2021, et deux campagnes de vaccination au siège en collaboration avec le ministère de la Santé du Royaume d'Arabie saoudite. Pendant les réunions annuelles de 2021, le Centre des Services médicaux a entrepris plusieurs initiatives, notamment la mise en place de cliniques dans chaque hôtel, une couverture médicale en permanence en coordination avec le ministère de la Santé d'Ouzbékistan, six stations de test PCR, et la désinfection des locaux.

ANNEXES



ANNEXES 1-6 : ÉTATS FINANCIERS

ANNEXE 1 : Rapport d'audit de charia	60
ANNEXE 2A : Rapport COSO de la Direction	62
ANNEXE 2B : Rapport COSO du Commissaire aux comptes	65
ANNEXE 3 : Ressources ordinaires en capital de la BID	68
ANNEXE 4 : Fonds waqf du compte des ressources spéciales	78
ANNEXE 5 : Conseil des Directeurs exécutifs et représentation	83
ANNEXE 6A : Souscription au capital-actions de la BID	84
ANNEXE 6B : Droits de vote	85

ANNEXES 7-10 : FINANCEMENT

ANNEXE 7A : Répartition par secteur des approbations nettes des ROC par pays en (2021) - (Millions USD)	86
ANNEXE 7B : Répartition par secteur des approbations nettes des ROC par pays (1975-2021) - (Millions USD)	87
ANNEXE 8A : Approbations nettes du Groupe de la BID par pays et par entité (Millions DI)	88
ANNEXE 8B : Approbations nettes du Groupe de la BID par pays et par entité (Millions USD)	89
ANNEXE 9 : Opérations cumulées du Groupe de la BID selon le mode de financement le plus utilisé	90
ANNEXE 10A : Approbations par entité et par mode de financement (Millions DI)	91
ANNEXE 10B : Approbations par entité et par mode de financement (Millions USD)	92

RAPPORT D'AUDIT DE CHARIA - 1441/1442

Louanges à Allah. Prière et bénédiction sur le Prophète, sa famille et ses compagnons.

Excellence Madame la Présidente du Conseil des Gouverneurs,
Excellences les membres du Conseil des Gouverneurs,

Assalamou alaikoum warahmatoullahi wabarakatouh

Conformément au règlement du Conseil de Charia du Groupe de la Banque islamique de développement (Groupe de la BID) et considérant les fonctions du Conseil de Charia qui consistent à vous soumettre un rapport d'audit de charia annuel sur les activités du Groupe de la BID au titre de l'exercice 1442/1443, nous tenons à vous informer que nous, représentés dans le Sous-Comité conformément à la pratique arrêtée au sein du Conseil de Charia, avons vérifié de façon générale les principes et les contrats utilisés dans les transactions ainsi que leurs applications, lesquels nous ont été présentés, de la BID (Ressources ordinaires en capital), du Fonds waqf des ressources du compte spécial, de la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation, de la Société islamique pour le développement du secteur privé, de la Société internationale islamique de financement du commerce, du Fonds de solidarité islamique pour le développement, du Fonds d'investissement des biens awqaf, de la Fondation mondiale du waqf et de tous les fonds gérés par la BID au titre de l'exercice terminé le 27 djoumada I 1443 (31 décembre 2021). Nous avons exercé le contrôle et mené l'audit requis – en s'appuyant sur Allah, puis sur le serment de conformité à la charia – pour exprimer notre opinion quant au degré de conformité du Groupe de la BID aux règles et principes de la Charia, aux fatwas, résolutions et directives rendus par le Conseil de Charia.¹

La responsabilité de s'assurer que le Groupe de la BID mène ses activités conformément aux règles et principes de la charia relève de la Direction. Quant à nous, notre responsabilité se limite à exprimer une opinion de charia indépendante, fondée sur notre audit des activités du Groupe de la BID.

Notre audit a porté sur l'examen des procédures utilisés par le Groupe de la BID dans divers types de transactions. Nous nous sommes fondés dans notre audit sur des éléments et des justifications pertinents pour nous assurer que le Groupe de la BID n'a pas enfreint les règles et principes de la Charia.

¹ Membres du Conseil de Charia du Groupe de la BID : S.É. Cheikh Muhammad TAQI USMANI (Président), S.É. Cheikh Abdullah S. AL MENEAA (Vice-Président), S.É. Dr Usaid AL-KILANI, S.É. Dr Basheer ALI OMAR, S.É. Dr Koutoub MOUSTAPHA SANO, S.É. Dr Mohamed RAOUGUI et S.É. Dr Muhammad SYAFII ANTONIO.

CONSIDÉRANT CE QUI VIENT DE PRÉCÉDER, NOUS AVONS FORMULÉ L'OPINION CI-APRÈS :

1. Nous estimons que le Groupe de la BID a pris les mesures nécessaires pour exécuter les contrats déjà préparés et revus par le Conseil de Charia.
2. L'affectation des profits et pertes répond au principe adopté par le Conseil de Charia, conformément aux règles et principes de la Charia.
3. Les gains tirés de sources ou de transactions non-autorisées par la Charia sont écartés conformément à nos arrêts, et ce dans l'attente de les dépenser dans des œuvres de bienfaisance au su du Conseil de Charia.
4. La zakat au titre des biens publics et des biens waqf n'est pas obligatoire. Par conséquent, le Groupe de la BID n'est pas soumis à zakat car ses avoirs font partie des biens publics ou des biens waqf. Dans le cas des autres institutions, la BID ne peut acquitter la zakat que si elle est dûment autorisée par celles-ci. Ainsi, la zakat est de la seule responsabilité de ces institutions.

Nous prions Allah, Le Tout-Puissant, de guider le Groupe de la BID sur le droit chemin au service de l'oumma.

Wassalamou alaikoum warahmatoullahi wabarakatouh.



S.E Cheikh Muhammad TAQI USMANI
Président du Conseil de Charia



Aboubacar Salihou KANTE
Chef de la Section de Conformité à la Charia



Djeddah, 14 ramadan 1443 (15 avril 2021)

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Direction de la Banque islamique de développement - Ressources ordinaires en capital (« la Banque » ou « BID ») est responsable de la mise au point et du maintien de contrôles internes adéquats à l'égard de l'information financière. Les contrôles internes de la Banque à l'égard de l'information financière est un processus conçu pour dégager une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et la préparation des états financiers de la Banque à des fins de communication de l'information financière, conformément au référentiel sur l'information financière. Les contrôles internes à l'égard de l'information financière comprennent également les contrôles et procédures de communication conçus pour prévenir les inexactitudes.

Les personnes chargées de la gouvernance, en l'occurrence le Conseil des Directeurs exécutifs (« CDE »), sont responsables de la supervision du processus d'exécution et de maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière.

● La Banque a évalué la conception, l'exécution et l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financières jusqu'au 31 décembre 2021. Elle s'est fondée sur les critères énoncés dans le Cadre de contrôle intégré (2013) publié par le Comité des organisations de tutelle de la Commission Treadway (« COSO »).

Le commissaire aux comptes de la Banque, *Deloitte and Touche & Co. - Chartered Accountants*, cabinet de comptabilité indépendant, émet un rapport d'assurance raisonnable sur notre évaluation des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

RISQUES LIÉS À L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les principaux risques liés à l'information financière sont la présentation non fidèle des états financiers en raison d'erreurs involontaires ou intentionnelles ou la publication non en temps opportun des états financiers. La non présentation fidèle survient lorsqu'un ou plusieurs comptes ou l'information fournie dans les états financiers contient des inexactitudes (ou des omissions) importantes. Les anomalies sont considérées importantes si elles peuvent, individuellement ou collectivement, influencer les décisions économiques que les utilisateurs prennent sur la base des états financiers.

Pour pallier ces risques, la Banque a mis au point des contrôles internes à l'égard de l'information financière qui permettent de donner une assurance raisonnable mais non absolue quant à la non existence d'inexactitudes importantes. La Banque a également évalué la conception, l'exécution et l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière sur la base des critères énoncés dans le Cadre de contrôle intégré (2013) publié par le Comité des organisations de tutelle de la Commission Treadway. Le COSO recommande la définition d'objectifs spécifiques pour faciliter la conception et l'évaluation de l'adéquation d'un système de contrôle interne. Par conséquent, la Direction a répondu au moment de la mise au point des contrôles internes à l'égard de l'information financière aux considérations ci-après :

- Existence/ survenue : les actifs et les passifs existent et les transactions ont eu lieu.
- Intégralité : toutes les transactions sont enregistrées, les soldes des comptes sont inclus dans les états financiers.
- Évaluation : les actifs, les passifs et les transactions sont enregistrés dans les états financiers aux montants appropriés.
- Droits et obligations, et propriété : les droits et obligations sont correctement enregistrés au titre des actifs et des passifs.
- Présentation et communication : la classification, la communication et la présentation de l'information financière sont appropriées.

Cependant, tout système de contrôle interne, y compris les contrôles internes à l'égard de l'information financière, aussi bien conçu et exécuté soit-il, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, mais non absolue, que les objectifs du système sont atteints. En tant que tels, les contrôles et procédures ou systèmes de communication au titre des contrôles internes de l'information financière peuvent ne pas empêcher toutes les erreurs et fraudes. De plus, la conception d'un système de contrôle doit procéder de ressources raisonnables, et les avantages des contrôles doivent être considérés par rapport à leurs coûts.

ORGANISATION DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE DE LA BANQUE

Fonctions couvertes par le système des contrôles internes sur l'information financière

Le Conseil des Directeurs exécutifs de la Banque a créé le Comité d'Audit pour l'assister dans sa responsabilité de supervision de la solidité des politiques et pratiques comptables et de l'efficacité des contrôles internes. Composé de membres sélectionnés du Conseil des Directeurs, le Comité d'Audit aide également le Conseil des Directeurs exécutifs à s'acquitter de ses responsabilités de supervision des états financiers et du processus d'information financière sur les Ressources ordinaires en capital de la BID, des procédures d'audit internes et externes, et des principales conclusions. Le Comité d'Audit tient des réunions périodiques avec la Direction pour examiner et assurer le suivi des questions qui revêtent une importance des points de vue financier, comptable et de l'audit. Le commissaire aux comptes et les auditeurs internes tiennent des réunions régulières avec le Comité d'Audit pour statuer sur l'adéquation des contrôles internes à l'égard de l'information financière et de toute autre question sur laquelle le Comité d'Audit devrait se pencher.

Les contrôles au sein du système des contrôles internes à l'égard de l'information financière sont effectués par tous les services relevant du créneau de travail principal de la Banque et les fonctions d'appui qui sont impliquées dans l'examen de la fiabilité des livres et des registres sous-tendant les états financiers. Par conséquent, le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière implique des employés à diverses fonctions au sein de toute l'institution.

Contrôles destinés à minimiser les risques d'inexactitudes de l'information financière

Le système des contrôles internes à l'égard de l'information financière consiste en un grand nombre de contrôles et procédures internes visant à minimiser le risque d'inexactitudes dans les états financiers. Ces contrôles sont intégrés au processus d'exploitation et comprennent ceux qui :

- sont de nature continue ou permanente, comme la supervision au titre des politiques et procédures écrites ou la séparation des tâches ;
- opèrent sur une base périodique tels que ceux effectués dans le cadre du processus de préparation des états financiers annuels ;
- sont de nature préventive ou détective ;
- ont une incidence directe ou indirecte sur les états financiers eux-mêmes. Les contrôles qui ont une incidence indirecte sur les états financiers comprennent les contrôles au niveau de l'entité et les contrôles généraux des technologies de l'information tels que les contrôles d'accès aux systèmes et de déploiement des systèmes, tandis qu'un contrôle ayant une incidence directe pourrait être, par exemple, un rapprochement qui appuie directement un poste au Bilan ; et
- comportent des composants automatisés et/ou manuels. Les contrôles automatisés sont des fonctions de contrôle intégrées aux processus du système, telles que les contrôles de séparation des tâches forcés par les applications et les contrôles d'interface sur l'exhaustivité et l'exactitude des entrées. Les contrôles internes manuels sont ceux opérés par un individu ou un groupe d'individus, tels que l'autorisation des transactions.

ANNEXE 2A RAPPORT COSO DE LA DIRECTION

(suite)

ÉVALUATION DE LA CONCEPTION, DE L'EXÉCUTION ET DE L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES INTERNES

Pour l'exercice 2021, la Banque a entrepris une évaluation formelle de l'adéquation de la conception, de l'exécution et de l'efficacité du système des contrôles internes à l'égard de l'information financière en tenant compte des éléments ci-après :

- Le risque d'inexactitude des postes dans les états financiers, compte tenu de facteurs tels que l'importance et la sensibilité d'un poste quelconque dans les états financiers aux inexactitudes ; et
- La susceptibilité des contrôles identifiés à l'échec, compte tenu de facteurs tels que le degré d'automatisation, la complexité et le risque de dépassement de la Direction, la compétence du personnel et le niveau d'appréciation requis.

Pris ensemble, ces facteurs déterminent la nature, le moment et l'étendue des preuves dont la Direction a besoin pour évaluer si la conception, l'exécution et l'efficacité du système des contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces. La preuve elle-même est générée à partir de procédures intégrées dans les responsabilités quotidiennes du personnel ou à partir de procédures mises en œuvre spécifiquement aux fins de l'évaluation des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Des informations provenant d'autres sources constituent également un élément important dans l'évaluation car ces preuves peuvent soit attirer l'attention de la Direction sur des problèmes de contrôle supplémentaires, soit étayer les conclusions.

CONCLUSION

L'évaluation a inclus la revue de la conception, exécution et efficacité des contrôles au sein de divers processus, notamment les actifs de trésorerie, les actifs des projets, les investissements et les revenus y liés, les passifs et les coûts de financement, les dépenses d'exploitation, les salaires et les prestations du personnel. L'évaluation a également inclus la revue de la conception, exécution et efficacité des contrôles au niveau de l'entité, des contrôles généraux des technologies de l'information et des applications, et des contrôles à l'égard de la communication de l'information financière. À la suite de l'évaluation de la conception, exécution et efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, la Direction n'a identifié aucune faiblesse importante et a conclu que les contrôles internes à l'égard de l'information financière ont été conçus, exécutés et opérés efficacement jusqu'au 31 décembre 2021.



Dr. Muhammad AL JASSER

Président de la Banque islamique de développement



Dr. Zamir IQBAL

Vice-Président des Finances et Chargé en Chef des Finances

ANNEXE 2B RAPPORT COSO DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

RAPPORT D'ASSURANCE RAISONNABLE INDÉPENDANT SUR LE RAPPORT DE LA DIRECTION RELATIF À LA CONCEPTION, L'EXÉCUTION ET L'EFFICACITÉ DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Aux : Excellences, la Présidente et les membres du Conseil des Gouverneurs
Banque islamique de développement - Ressources ordinaires en capital
Djeddah
Royaume d'Arabie saoudite

ÉTENDUE

La Banque islamique de développement - Ressources ordinaires en capital (« la Banque » ou « BID ») s'est adjointe nos services pour donner une assurance raisonnable sur le Rapport de la Direction relatif à l'évaluation de la conception, exécution et efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (« Rapport de la Direction sur le contrôle interne » ou « Rapport ») jusqu'au 31 décembre 2021.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CHARGÉES DE LA GOUVERNANCE

La Direction de la BID est responsable de l'exécution et du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière. Une telle responsabilité comprend la conception, l'exécution et le maintien de contrôles internes relatifs à la préparation et présentation sincère des états financiers de sorte qu'ils ne soient entachés d'aucune inexactitude significative, que celle-ci soit le résultat d'un acte de fraude ou d'une erreur ; la sélection et application de politiques comptables appropriées ; et des estimations et jugements comptables raisonnables face aux circonstances.

Les personnes chargées de la gouvernance, en l'occurrence le Conseil des Directeurs exécutifs, sont responsables de la supervision du processus d'exécution et de maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière.

La Banque a évalué la conception, l'exécution et l'efficacité de son système de contrôle interne jusqu'au 31 décembre 2021. Elle s'est fondée sur les critères énoncés dans le Cadre de contrôle intégré (2013) publié par le Comité des organisations de tutelle de la Commission Treadway (« Cadre COSO »).

L'évaluation par la Banque de son système de contrôle interne, telle que présentée par la Direction au Conseil des Directeurs exécutifs et au Conseil des Gouverneurs dans le Rapport de la Direction sur le contrôle interne, comprend :

- la description des contrôles établis dans les composants du contrôle interne, tels que définis par le Cadre COSO ;
- la description de l'étendue des principaux processus de travail et entités objet de l'évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière ;
- la description des objectifs du contrôle interne ;
- l'identification des risques susceptibles de compromettre la réalisation des objectifs de contrôle ;
- l'évaluation de la conception, exécution et efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière ; et
- l'évaluation de la gravité des lacunes de conception, exécution et efficacité du contrôle interne, si constatées et non comblées jusqu'au 31 décembre 2021.

NOTRE RESPONSABILITÉ

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion d'assurance raisonnable sur la sincérité de la présentation du Rapport de la Direction sur le contrôle interne fourni à l'Annexe 2a du Rapport annuel, sur la base des critères définis par le Cadre COSO, y compris sur la conclusion de la Direction quant à la conception, exécution et efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière jusqu'au 31 décembre 2021.

Nous avons mené notre mission conformément à la Norme internationale de missions d'assurance 3000 (révisée), à savoir « Missions d'assurance autres que les audits et revues de l'information financière historique », émise par le Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance. Cette norme exige que nous planifions et exécutions nos procédures pour obtenir une assurance raisonnable quant à la présentation fidèle du Rapport de la Direction sur le contrôle interne. Le cadre COSO comprend les critères selon lesquels le contrôle interne à l'égard de l'information financière doit être évalué aux fins de notre opinion d'assurance raisonnable.

ANNEXE 2B RAPPORT COSO DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

(suite)

Une mission d'assurance visant à émettre une opinion d'assurance raisonnable sur le Rapport de la Direction sur le contrôle interne implique l'exécution de procédures visant à obtenir des preuves sur la fidélité de la présentation du Rapport. Nos procédures appliquées au Rapport de la Direction sur le contrôle interne ont consisté à :

- comprendre les composants du contrôle interne de la Banque à la lumière des définitions fournies par le Cadre COSO, et les comparer au Rapport ;
- comprendre la définition de la Banque de l'étendue des principaux processus et entités, et la comparer au Rapport ;
- évaluer les risques des comptes, classes de transactions et informations communiquées importants au sein de la Banque des points de vue des principaux processus et entités, et les comparer au Rapport ;
- obtenir les tests effectués par la Direction sur la conception, l'exécution et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, et évaluer l'adéquation des procédures de test établies par la Direction et l'exactitude des conclusions de la Direction pour chaque contrôle interne testé ;
- tester de manière indépendante la conception, l'exécution et l'efficacité des contrôles internes qui traitent des risques importants d'inexactitudes significatives, et soumettre d'office au test une partie des tests effectués par la Direction sur les risques normaux d'inexactitudes significatives ; et
- évaluer la gravité des lacunes du contrôle interne qui n'ont pas été comblées jusqu'au 31 décembre 2021, et comparer ces lacunes, dans la mesure du possible, à l'évaluation comprise dans le Rapport.

Les composants du contrôle interne telles que définies par le Cadre COSO sont l'environnement de contrôle, l'évaluation des risques, les activités de contrôle, l'information et la communication, et le suivi.

Nous avons exécuté des procédures pour statuer sur le risque d'inexactitudes significatives dans les principaux processus en tenant compte de la nature et de la valeur des comptes, des classes de transactions et des informations importantes.

Un processus est considéré comme important si une anomalie résultant d'un acte de fraude ou d'une erreur dans les transactions ou les états financiers pourrait raisonnablement affecter les décisions des utilisateurs des états financiers. Aux fins de cette mission, les processus jugés importants sont les contrôles au niveau des entités, des actifs de trésorerie, des actifs des projets, des investissements et des revenus y liés, des passifs et des coûts de financement, des dépenses d'exploitation, des salaires, des prestations payées au personnel, de l'information financière et de sa communication, et des technologies informatiques.

Les procédures établies pour tester la conception, l'exécution et l'efficacité du contrôle interne dépendent de notre jugement, y compris l'évaluation des risques d'inexactitudes significatives identifiés, et impliquent une combinaison d'enquêtes, d'observations, de répétitions et d'examen des preuves.

Nous estimons que les preuves obtenues sont suffisantes et appropriées pour étayer notre conclusion sur la fidélité de la présentation du Rapport de la Direction sur le contrôle interne.

SIGNIFICATION DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne d'une entité à l'égard de l'information financière est un processus conçu pour dégager une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et la préparation des états financiers, et ce à des fins externes, conformément au cadre sur l'information financière. Le contrôle interne d'une entité quelconque à l'égard de l'information financière comprend les politiques et procédures qui :

1. se rapportent à la tenue de registres qui, de manière raisonnablement détaillée, reflètent avec exactitude et fidélité les transactions et les cessions d'actifs de l'entité ;
2. fournissent une assurance raisonnable que les transactions sont dûment enregistrées pour permettre la préparation d'états financiers conformes aux principes comptables généralement reconnus, et que les recettes ne sont réalisées et les dépenses ne sont encourues qu'en accord avec les autorisations de la Direction de l'entité ; et
3. fournissent une assurance raisonnable sur la prévention ou la détection à temps de l'acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de l'entité, qui pourrait avoir un effet significatif sur les états financiers et une incidence sur les décisions des utilisateurs des états financiers.

LIMITATIONS

En raison des limites inhérentes au contrôle interne à l'égard de l'information financière, y compris la possibilité de collusion ou de contournement inapproprié des contrôles, des inexactitudes significatives dues à un acte de fraude ou à des erreurs pourraient se produire et ne pas être détectées. Par conséquent, le contrôle interne à l'égard de l'information financière pourrait ne pas prévenir ou détecter toutes les erreurs ou omissions dans le traitement ou l'enregistrement des transactions. Par conséquent, il ne pourrait pas fournir une assurance absolue que les objectifs du contrôle seront satisfaits.

Par ailleurs, les projections de toute évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière sont exposées au risque que le contrôle interne à l'égard de l'information financière devienne inadéquat en raison d'un changement de circonstances ou de la détérioration du degré de conformité aux politiques ou aux procédures.

NOTRE INDÉPENDANCE ET CONTRÔLE DE QUALITÉ

Dans l'exécution de notre mission, nous nous sommes conformés aux exigences d'indépendance et de déontologie du Code international de déontologie des professionnels comptables publié par le Conseil des normes internationales de déontologie comptable, lequel code est fondé sur les principes fondamentaux d'intégrité, d'objectivité, de compétence professionnelle et de diligence raisonnable, de confidentialité et de comportement professionnel. Nous nous sommes acquittés de nos autres responsabilités déontologiques conformément à ces exigences et au code susmentionné.

Le cabinet applique la Norme internationale 1 sur le contrôle de qualité. Il maintient ainsi un système complet de contrôle de qualité, comprenant notamment des politiques et procédures documentées sur le respect des règles déontologiques, des normes professionnelles, et des exigences légales et réglementaires applicables.

OPINION

À notre avis, le Rapport de la Direction sur le contrôle interne, fourni à l'Annexe 2a du Rapport annuel, est fidèlement présenté, à tous égards importants, sur la base des critères définis par le Cadre COSO, y compris la conclusion de la Direction sur la conception, l'exécution et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière jusqu'au 31 décembre 2021.

PARAGRAPHE D'OBSERVATION

Nous attirons l'attention sur les points ci-dessous qui ne constituent pas des faiblesses conséquentes mais nécessitent d'être améliorés, et partant, requièrent l'attention de la Direction :

- Un cadre formel de planification de la relève est crucial pour assurer la continuité des opérations à la Banque.
- L'affectation de rôles et responsabilités clairs en matière de gestion des risques de fraude du point de vue de la propriété et de la supervision.

Deloitte.

Deloitte and Touche & Co.
Experts-comptables agréés



Waleed Bin Moha'd. Sobahi
Expert-comptable agréé
Agrément n° 378
14 chaoual 1443
15 mai 2022



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Excellences, la Présidente et les membres du Conseil des Gouverneurs,
Banque islamique de développement - Ressources ordinaires en capital
Djeddah
Royaume d'Arabie saoudite

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

OPINION

Nous avons vérifié les états financiers des ressources ordinaires en capital de la Banque islamique de développement (« la Banque ») qui comprennent le bilan arrêté au 31 décembre 2021, le compte de résultat, l'état des variations des fonds propres et l'état des flux de trésorerie au titre de l'exercice arrêté à la date indiquée, ainsi que les notes jointes aux états financiers, notamment le résumé des principales politiques comptables.

À notre opinion, les états financiers susmentionnés donnent, à tous égards, une image fidèle de la situation financière de la Banque au titre de l'exercice terminé le 31 décembre 2021, de ses résultats, de ses flux de trésorerie et des variations des fonds propres au titre de l'exercice arrêté à la date indiquée, conformément aux normes comptables de l'Organisation de Comptabilité et d'Audit pour les Institutions Financières Islamiques (OCAIFI).

À notre opinion, la Banque s'est également conformée aux règles et principes de charia énoncées par le Conseil de Charia du Groupe de la BID.

FONDEMENT DE L'OPINION

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes comptables applicables aux institutions financières islamiques de l'OCAIFI et aux normes internationales d'audit. Notre responsabilité au titre des normes susvisées sont décrites en détail sous le titre « Responsabilité du commissaire aux comptes au titre de la vérification des états financiers ». Nous sommes indépendants de la Banque, conformément aux Code de déontologie des comptables et auditeurs professionnels de l'OCAIFI (« Code de l'OCAIFI »), Code du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (« Code du CNIDC »), et aux exigences déontologiques pertinentes à l'audit des états financiers en vigueur localement. Nous avons rempli notre mission dans le respect de ces exigences et des codes de l'OCAIFI et du CNIDC. Nous estimons que les preuves obtenues grâce à l'audit sont suffisantes et appropriées pour étayer notre opinion.

QUESTIONS CLÉS DE L'AUDIT

Les questions clé d'audit sont des questions qui, à notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2021. Ces questions ont été abordées dans le cadre de notre audit des états financiers dans leur ensemble et dans l'expression de notre opinion à ce sujet. Nous n'exprimons pas une opinion séparée sur ces questions. Pour la question ci-dessous, notre description de la façon dont notre audit l'a abordée, est fournie dans ce contexte.

Nous avons rempli les responsabilités décrites dans la section intitulée « Responsabilités du commissaire aux comptes au titre de la vérification des états financiers » de notre rapport, y compris par rapport à ces questions. Ainsi, notre audit a porté sur la performance des procédures conçues pour répondre à notre évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris celles utilisées dans les questions ci-dessous, constituent le fondement de notre opinion sur les états financiers.

QUESTIONS CLÉ DE L'AUDIT	COMMENT NOTRE VÉRIFICATION A PORTÉ SUR LA QUESTION ?
<p>PROVISION POUR PERTE DE CRÉDIT ATTENDUE AU TITRE DES ACTIFS DES PROJETS</p> <p>Au 31 décembre 2021, la valeur des actifs des projets de la Banque s'élevaient à 16,28 milliards DI (2020 : 15.5 milliards DI), soit 62,49 % du total des actifs. La provision pour perte de crédit attendue est à ce jour de 399,7 millions DI.</p> <p>L'audit des provisions pour perte de valeur des actifs des projets est un domaine d'intérêt clé en raison de sa taille et de l'importance des estimations et jugements utilisés pour classer les actifs des projets à différents stades, déterminer les exigences de provision pertinentes, ainsi que la complexité des jugements, hypothèses et estimations utilisées dans les modèles de perte de crédit attendue.</p> <p>La Banque comptabilise les provisions pour perte de crédit attendue à un montant égal à 12 mois de perte de crédit attendue (Stade 1) ou à une perte de crédit attendue sur toute la durée de vie (Stade 2). Une provision pour perte de crédit attendue sur toute la durée de vie est requise pour un instrument financier si le risque de crédit au titre de cet instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale.</p> <p>Les pertes de crédit attendues sont une estimation pondérée de la valeur actualisée des pertes de crédit. Celles-ci sont évalués comme la valeur actualisée de la différence entre les flux de trésorerie dus à la Banque au titre du contrat et les flux de trésorerie attendus par la Banque au titre de la pondération de plusieurs scénarii économiques futurs, actualisés au taux de profit effectif de l'actif. La Banque utilise des modèles statistiques pour les calculs de la perte de crédit attendue. Les variables clés utilisées dans ces calculs sont la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut, et le risque en cas de défaut, lesquels sont définies dans la Note 3 aux états financiers.</p> <p>La partie significative des actifs des projets est évaluée individuellement pour l'augmentation significative du risque de crédit et la mesure de la perte de crédit attendue. Cela requière de la Direction de saisir toutes les informations prospectives qualitatives et quantitatives raisonnables et justifiables lors de l'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit ou lors de l'évaluation des critères de crédit perdu au titre du risque. Le jugement de la Direction peut également être impliqué dans le remplacement manuel de l'échelonnement conformément aux politiques de la Banque.</p>	<ol style="list-style-type: none"> Nous avons obtenu une compréhension du processus des actifs des projets, du processus de gestion du risque de crédit, de la politique de perte de valeur et de perte de crédit et du processus d'estimation pour la détermination des provisions pour perte de valeur au titre des actifs des projets aux contreparties et de la méthode de modélisation de la perte de crédit attendue. Aussi avons-nous évalué la conception et l'exécution des contrôles pertinents au sein de ces processus. Nous avons évalué la conception et l'exécution des contrôles automatisés et/ou manuels liés à : <ul style="list-style-type: none"> l'approbation, l'exactitude et l'exhaustivité des provisions pour perte de valeur et aux contrôles en matière de gouvernance relatifs au suivi du modèle, et ce par des réunions clés de Direction et de comité lesquelles font partie du processus d'approbation des provisions pour perte de valeur des actifs des projets ; les sorties du modèle ; et la comptabilisation et l'évaluation des provisions pour perte de valeur. Sur la base d'un échantillon, nous avons sélectionné des actifs de projets et évalué : <ul style="list-style-type: none"> l'identification par la Banque de l'augmentation significative du risque de crédit (Stade 2), l'évaluation de la classification des pertes de crédit (Stade 3), et si les événements de perte de valeur pertinents ont été identifiés en temps opportun, ainsi que la classification des actifs des projets à différents stades et la détermination des défauts/ risques dépréciées individuellement. les informations prospectives intégrées dans les calculs de la perte de valeur en impliquant nos spécialistes pour tester les multiples scénarii économiques retenus et les pondérations y afférentes appliquées. les hypothèses sous-jacentes au calcul de la provision pour perte de valeur, telles que les flux de trésorerie futurs estimés et les estimations de la période de reprise.

ANNEXE 3 RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID

(suite)

QUESTIONS CLÉ DE L'AUDIT	COMMENT NOTRE VÉRIFICATION A PORTÉ SUR LA QUESTION ?
<p>La mesure des montants de la perte de crédit attendue au titre des actifs des projets classés aux Stades 1 et 2 est effectuée par les modèles de perte de crédit attendue, avec une intervention manuelle limitée. Cependant, il est important que les modèles (probabilité de défaut, perte en cas de défaut, risque en cas de défaut et ajustement macroéconomiques) soient valides tout au long de la période sous revue et soumis à un processus d'examen par un expert tiers indépendant. Pour les actifs des projets ayant perdu de leur valeur, la Banque maintient des estimations sur la reprise des remboursements des contreparties. Elle fonde ses provisions au titre des pertes de crédit attendues sur la différence entre la valeur actualisée nette des flux de trésorerie de remboursement initiaux et la valeur actualisée nette des estimations de la Direction des flux de trésorerie révisés.</p> <p>L'incidence de la pandémie à coronavirus et les programmes de soutien économique et d'intervention d'urgence des gouvernements et des banques centrales à la suite de la pandémie ont été intégrés dans la mesure des pertes de crédit attendues de la Banque. Le Groupe a actualisé ses prévisions macro-économiques et appliqué des ajustements de pertes de crédit attendues au niveau du portefeuille.</p> <p>Cette question a été considérée comme une question clé de l'audit. L'audit s'est concentré sur cette question en raison de l'importance des actifs des projets et de la complexité des jugements, des hypothèses et des estimations utilisés dans les modèles de perte de crédit attendue, notamment à la lumière des perspectives incertaines causées par l'incidence de la pandémie à coronavirus sur les risques souverains.</p> <p>Cf. Note 3 des états financiers pour la politique comptable de perte de valeur des actifs financiers, la Note 14 pour la communication de la perte de valeur, et la Note 31 pour la communication du risque de crédit et les principales hypothèses et facteurs pris en compte dans la détermination de la perte de crédit attendue.</p>	<ul style="list-style-type: none">● la méthode de calcul et nous avons remonté un échantillon jusqu'aux données sources.● les ajustements post-modèle et les superpositions de Direction, le cas échéant, afin d'évaluer le caractère raisonnable de ces ajustements et avons évalué les facteurs qualitatifs qui ont été pris en compte par la Banque dans la comptabilisation de tout ajustement post-modèle, en cas de limitations des données ou du modèle. Lorsque de tels ajustements post-modèle ont été appliqués, nous avons évalué ces ajustements post-modèle et le processus de gouvernance qui les régit. <ol style="list-style-type: none">4. Nous avons testé les modèles et les applications informatiques utilisées dans le processus de perte de crédit et vérifié l'intégrité des données utilisées comme intrants dans les modèles de perte de valeur.5. La Banque a effectué une validation externe du modèle de perte de crédit attendue et des modèles de perte en cas de défaut, notamment le modèle macro-économique au cours de la période sous revue. Nous avons examiné le processus d'une telle validation externe des modèles et son incidence sur les résultats de l'estimation de perte de valeur. Enfin, nous avons actualisé notre évaluation de la méthode et du cadre conçus et exécutés par la Banque pour déterminer si les résultats des modèles de perte de valeur et la classification en stades étaient raisonnables et reflétaient les prévisions utilisées par la Banque pour déterminer les conditions économiques futures à la date de clôture.6. À chaque fois qu'il était nécessaire, nous avons fait appel à nos spécialistes pour nous aider à examiner les calculs du modèle, évaluer les intrants y liés, et évaluer le caractère raisonnable des hypothèses utilisées dans le modèle de perte de valeur attendue, notamment en ce qui concerne les variables macroéconomiques, les scénarii macroéconomiques prévus et les pondérations de probabilité, et des hypothèses utilisées dans les ajustements post-modèle, le cas échéant, comme mentionné ci-dessus.7. Nous avons évalué l'adéquation des informations communiquées dans les états financiers par rapport aux exigences des normes comptables émises par l'OCAIFI.

AUTRES INFORMATIONS INCLUSES DANS LE RAPPORT ANNUEL 2021 DE LA BANQUE

Les « Autres informations » sont des informations incluses dans le rapport annuel 2021 de la Banque, autres que les états financiers et le rapport du commissaire aux comptes. La Direction est responsables des « Autres informations » contenues dans le rapport annuel. Il est prévu que le rapport annuel 2021 de la Banque soit mis à notre disposition après la date du rapport du commissaire aux comptes.

Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les « Autres informations » et nous n'exprimons aucune assurance quant à elles.

S'agissant de notre audit des états financiers, notre responsabilité est de lire les « Autres informations » visées ci-dessus si disponible, et chemin faisant, examiner si elles sont incohérentes à un large degré avec les états financiers ou les informations que nous avons obtenues au moyen de l'audit, ou constituent une fausses déclaration importante.

AUTRES QUESTIONS

Les états financiers de la Banque pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2020 ont été vérifiés par un autre commissaire aux comptes qui en a exprimé une opinion sans réserve le 6 juillet 2021.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CHARGÉES DE LA GOUVERNANCE À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers et l'engagement de la Banque à mener ses activités conformément aux règles et principes de charia relèvent de la responsabilité de la Banque et de ceux chargés de la gouvernance.

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers, conformément aux normes comptables de l'OCAIFI. Aussi est-elle responsable des contrôles interne selon qu'elle juge nécessaire aux fins de préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes résultant d'actes de fraude ou d'erreurs.

Dans la préparation des états financiers, la Direction est responsable de l'évaluation de la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de la communication, selon le cas, des questions liées à son exploitation et de l'utilisation de la base de continuité d'exploitation en comptabilité, sauf si la Direction a l'intention de liquider la Banque, de cesser ses opérations, ou n'a pas d'autre solution réaliste que de le faire.

Les personnes chargées de la gouvernance sont responsables de superviser le processus de communication de l'information financière de la Banque.

ANNEXE 3 RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID

(suite)

RESPONSABILITÉ DU COMMISSAIRE AUX COMPTES AU TITRE DE LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS

Notre objectif consiste à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers sont dans leur ensemble exempts d'anomalies significatives résultant de fraude ou d'erreur, et à émettre un rapport d'audit qui comprend notre opinion. L'assurance raisonnable est un haut niveau d'assurance, mais elle ne garantit pas que l'audit effectué conformément aux normes d'audit pour les institutions financières islamiques de l'OCAIFI et aux normes internationales d'audit saura toujours détecter une anomalie significative lorsque celle-ci existe. Des anomalies peuvent résulter d'acte de fraude ou d'erreur et sont considérées comme significatives si, individuellement ou dans leur ensemble, elles peuvent raisonnablement avoir une incidence sur les décisions économiques prises par les utilisateurs sur la base des états financiers.

Dans le cadre d'une vérification conformément aux normes d'audit pour les institutions financières islamiques émises par l'OCAIFI et les Normes internationales d'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons une attitude professionnelle le long de l'audit. Nous

- identifions et évaluons les risques que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci soient le résultat d'un acte de fraude ou d'une erreur, concevons et effectuons des procédures d'audit sensibles à de tels risques, et nous obtenons des éléments probants suffisants et adéquats pour étayer notre opinion. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'un acte de fraude est plus élevé que celui d'une anomalie due à une erreur, car la fraude peut impliquer un acte de connivence, de falsification, des omissions délibérées, de fausses déclarations, et le non-respect du contrôle interne ;
- obtenons une compréhension du contrôle interne relatif à l'audit pour mettre en place des procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque ;
- évaluons la pertinence des politiques comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables, ainsi que les informations y afférentes présentées par la Direction ;
- décidons de la pertinence de l'utilisation faite par la Direction de la base de continuité d'exploitation en comptabilité, à la lumière des éléments probants obtenus, de l'existence d'une incertitude significative liée à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous arrivons à la conclusion de l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus, dans notre rapport, d'attirer l'attention sur les informations présentées à cet égard dans les états financiers ou, si de telles informations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions se fondent sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Néanmoins, des événements ou des conditions ultérieures peuvent induire la cessation d'exploitation de la Banque ; et
- évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris l'information présentées, et si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents de la manière qui permet une présentation fidèle.

Nous communiquons avec les personnes chargées de la gouvernance concernant, entre autres, l'étendue prévue et le calendrier de l'audit et les résultats importants d'audit, y compris des lacunes importantes dans le système de contrôle interne que nous identifions au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux personnes chargées de la gouvernance une déclaration que nous avons respecté les exigences déontologiques en ce qui concerne l'indépendance, et nous communiquons avec elles sur toutes les relations et autres questions qui peuvent raisonnablement être considérées comme susceptibles de compromettre notre indépendance, et le cas échéant, sur les garanties pertinentes.

À la lumière des questions communiquées par les personnes chargées de la gouvernance, nous décidons de celles ayant eu la plus haute importance dans l'audit des états financiers au titre de l'exercice sous revue et qui constituent donc des questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si la loi ou le règlement prévient leur publication ou, dans de très rares circonstances, nous estimons qu'une question quelconque ne devrait pas être présentée dans notre rapport car le contraire entraînerait des conséquences néfastes susceptibles de supplanter l'intérêt d'une telle publication.

Deloitte.

Deloitte and Touche & Co
Experts-comptables agréés



Waleed Bin Moha'd. Sobahi

CExpert-comptable agréé
Agrément n° 378
14 chaoual 1443
15 mai 2022



ANNEXE 3 RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2021

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dinars islamiques)

	Notes	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Espèces et quasi-espèces	4	236 583	363 923
Placements mourabaha de marchandises	5	5 528 102	5 320 823
Placements soukook	6	2 219 216	1 466 183
Financement mourabaha	7	253 421	325 892
Actifs de trésorerie		8 237 322	7 476 821
Actifs istisna	9	8 388 859	7 955 365
Moudaraba restreinte	10	656 238	732 834
Vente à tempérament	11	2 454 022	2 225 787
Actifs idjara	12	2 985 534	2 826 878
Prêts	13	1 794 183	1 779 003
Actifs des projets		16 278 836	15 519 867
Placements en actions	15	542 798	454 723
Investissements dans des entités associées	16	742 856	728 904
Autres investissements		73 090	55 394
Actifs d'investissement		1 358 744	1 239 021
Immobilisations, équipements et immobilisations incorporelles		57 082	53 754
Autres actifs	17	94 690	132 474
Actif, total		26 026 674	24 421 937
Passif			
Soukook émis	18	15 564 787	14 307 777
Passifs mourabaha de marchandises	19	277 176	308 962
Wakala (montants exigibles)	21	-	347 221
Autres passifs	20	640 257	343 416
Passif, total		16 482 220	15 307 376
Fonds propres			
Capital libéré	23	6 177 086	5 940 601
Réserves	24	3 260 435	3 057 744
Revenu de l'exercice, net		106 933	116 216
Fonds propres, total		9 544 454	9 114 561
Passifs et fonds propres, total		26 026 674	24 421 937
Comptes investissement restreint	29	78 502	78 190

Les notes de 1 à 34 font partie intégrante des présents états financiers.

Les notes peuvent être obtenues à partir de la version intégrale des États financiers, accessible sur : <https://www.isdb.org/publications/annual-report-2021>

ANNEXE 3 RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT COMPTE DE RÉSULTAT EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dinars islamiques)

	Notes	Exercice terminé le 31 décembre 2021	Exercice terminé le 31 décembre 2020
Revenu/(perte) de:			
Placements mourabaha de marchandises		43 022	71 666
Placements soukook	6	50 539	57 587
Financement mourabaha		8 883	10 752
Actifs de trésorerie		102 444	140 005
Actifs istisna		253 629	260 822
Moudaraba restreinte		17 827	25 160
Vente à tempérament		73 402	71 097
Actifs idjara, moins perte de valeur des actifs idjara	12,4	63 026	68 346
Prêts		9 370	9 658
Actifs des projets		417 254	435 083
Placements en actions		20 396	8 148
Part de revenu des investissements dans des entités associées	16	15 700	(10.560)
Autres investissements		1 229	1 173
Actifs d'investissement		37 325	(1.239)
Gains/ (pertes) de change		3 152	(1.253)
Gains/ (pertes) couverture swap	17	(688)	13 522
Autres		4 034	6 661
Autres revenus		6 498	18 930
Revenu, total		563 521	592 779
Coûts de financement	18, 19, 20, 21	(265.574)	(277.702)
Charges de perte de valeur	14	(29.197)	(29.769)
Revenu avant déduction des charges d'exploitation, net		268 750	285 308
Dépenses administratives	25	(156.814)	(163.145)
Perte de valeur/ amortissement des immobilisations, équipements et immobilisations incorporelles		(5.003)	(5.947)
Charges d'exploitation, total		(161.817)	(169.092)
Revenu de l'exercice, net		106 933	116 216

Les notes de 1 à 34 font partie intégrante des présents états financiers.

The notes could be obtained in the Full financial Statements Report, and at the website <https://www.isdb.org/publications/annual-report-2021>

ANNEXE 3 RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT VARIATION DES FONDS PROPRES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dinars islamiques)

	Notes	Capital- actions libéré	Réserves				Total réserves	Revenu, net	Fonds propres, total
			Réserve générale	Réserve de juste valeur	Prestations définies et assurance médicale	Autres réserves			
Solde au 1^{er} janvier 2020		5 785 122	2 949 657	325 662	-108.196	-27.385	3 139 738	140 395	9 065 255
Ajustement au titre des pertes de crédit - FAS 30 (Note 14)		-	(64.263)	-	-	-	(64.263)	-	(64.263)
Solde révisé au 1^{er} janvier 2020 après ajustement FAS 30		5 785 122	2 885 394	325 662	(108.196)	(27.385)	3 075 475	140 395	9 000 992
Augmentation du capital libéré	23	155 479	-	-	-	-	-	-	155 479
Variations nettes de la juste valeur des investissements		-	-	(46.658)	-	-	(46.658)	-	(46.658)
Pertes actuarielles liées aux pensions de retraites et à l'assurance médicale	22	-	-	-	(45.169)	-	(45.169)	-	(45.169)
Réserve de la comptabilité de couverture	17	-	-	-	-	(3.026)	(3.026)	-	(3.026)
Part du mouvement de la réserve dans des entités associées	16	-	(20.443)	-	-	(31.974)	(52.417)	-	(52.417)
Revenu de l'exercice, net		-	-	-	-	-	-	116 216	116 216
Transfert à la réserve générale	24	-	140 395	-	-	-	140 395	(140.395)	-
Allocation pour les subventions	24	-	(10.856)	-	-	-	(10.856)	-	(10.856)
Solde au 31 décembre 2020		5 940 601	2 994 490	279 004	(153.365)	(62.385)	3 057 744	116 216	9 114 561
Augmentation du capital libéré	23	236 485	-	-	-	-	-	-	236 485
Variations nettes de la juste valeur des investissements		-	-	103 337	-	-	103 337	-	103 337
Pertes actuarielles liées aux pensions de retraites et à l'assurance médicale	22	-	-	-	(6.983)	-	(6.983)	-	(6.983)
Réserve de la comptabilité de couverture	17	-	(20.911)	-	-	4 191	(16.720)	-	(16.720)
Part du mouvement de la réserve dans des entités associées	16	-	-	-	-	22 056	22 056	-	22 056
Revenu de l'exercice, net		-	-	-	-	-	-	106 933	106 933
Transfert à la réserve générale	24	-	116 216	-	-	-	116 216	(116.216)	-
Allocation pour les subventions	24	-	(15.215)	-	-	-	(15.215)	-	(15.215)
Solde au 31 décembre 2021		6 177 086	3 074 580	382 341	(160.348)	(36.138)	3 260 435	106 933	9 544 454

Les notes de 1 à 34 font partie intégrante des présents états financiers.

ANNEXE 3 RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dinars islamiques)

	Notes	Exercice terminé le 31 décembre 2021	Exercice terminé le 31 décembre 2020
Flux de trésorerie des opérations			
Revenu net de l'exercice		106 933	116 216
Ajustement des éléments hors trésorerie :			
Dépréciation/ amortissement		5 003	5 947
(Gains)/perte au titre des investissements dans des entités associées	16	(15.700)	10 560
Provision pour perte de crédit au titre des actifs financiers	14	29 197	29 769
Produit à recevoir - Placements soukook	6	(2.929)	1 112
Pertes/(gains) à la juste valeur latent(e)s - soukook	6	2 587	(5.154)
Amortissement d'autre revenu		(567)	(567)
(Gains)/pertes de change		(3.152)	1 253
(Gains) / sur la cession d'investissements en prise de participation		(6.469)	3 928
Revenu d'exploitation avant variations des actifs et passifs d'exploitation		114 903	163 064
Variations des actifs et passifs opérationnels :			
Actifs istisna		(438.510)	(703.639)
Moudaraba restreinte		96 375	83 683
Vente à tempérament		(221.663)	(350.049)
Actifs idjara		(118.093)	(67.330)
Prêts		(12.922)	18 366
Autres actifs		22 383	(59.238)
Autres passifs		25 757	(50.339)
Placements mourabaha de marchandises		(74.619)	(1.050.771)
Financement mourabaha		76 575	11 517
Liquidités nettes utilisées pour les activités d'exploitation		(529.814)	(2.004.736)
Flux de trésorerie des activités de placements			
Acquisition de placements soukook	6	(815.145)	(165.401)
Gains sur cession/rachat de placements soukook	6	117 372	368 305
Acquisition de prises de participation	15	(17.393)	-
Produits des sorties de placements en actions et d'autres investissements		24 129	34 734
Acquisition d'autres placements		(18.471)	(12.852)
Acquisition/augmentation de la part dans les entités associées	16	(4.553)	(48.618)
Dividendes d'entités associées	16	2 298	577
Produits de remboursement en capital/cession d'investissement dans des entités associées	16	15 973	2 947
Entrées au titre des immobilisations, équipements et immobilisations incorporelles		(8.331)	(6.237)
Liquidités nettes (utilisées)/provenant des activités d'investissement		(704.121)	173 455
Augmentation du capital libéré		236 485	155 479
Allocation pour les subventions	24	(15.215)	(10.856)
Produit de l'émission de soukook		3 385 834	3 991 039
Rachat de soukook		(2.354.890)	(1.491.011)
Passifs mourabaha de marchandises		(21.434)	(1.308.676)
Rachat des montants exigés - wakala		(97.204)	(86)
Liquidités nettes provenant des activités de financement		1 112 765	1 335 889
Variation nette des espèces et quasi-espèces		(121.170)	(495.392)
Différence de change des espèces et quasi-espèces		(5.671)	5 141
Provision de perte de valeur - espèces et quasi-espèces		(499)	-
Espèces et quasi-espèces en début d'exercice		363 923	854 174
Espèces et quasi-espèces en fin d'exercice		236 583	363 923

Les notes de 1 à 34 font partie intégrante des présents états financiers.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Excellences, la Présidente et les membres du Conseil des Gouverneurs,
Fonds waqf des ressources du compte spécial - Banque islamique de développement
Djeddah
Royaume d'Arabie saoudite

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

OPINION

Nous avons vérifié les états financiers joints du Fonds waqf des ressources du compte spécial (le « Fonds ») de la Banque islamique de développement (la « Banque »), lesquels comprennent le Bilan arrêté au 31 décembre 2021, l'État des activités, l'État des variations des actifs nets et l'État des flux de trésorerie, ainsi que les notes aux états financiers, y compris un résumé des principales politiques comptables.

À notre opinion, les états financiers donnent, à tous égards, une image fidèle de la situation financière du Fonds au titre de l'exercice terminé le 31 décembre 2021, des résultats de ses activités, des variations de ses fonds propres et flux de trésorerie au titre de l'exercice terminé à la même date, conformément aux normes comptables de l'Organisation de Comptabilité et d'Audit pour les Institutions Financières Islamiques (« OCAIFI »).

À notre opinion, le Fonds s'est également conformé au titre de la période sous revue aux principes et règles de charia énoncées par le Conseil de Charia du Groupe de la Banque islamique de développement.

FONDEMENT DE L'OPINION

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes comptables de l'OCAIFI applicables aux institutions financières islamiques. Notre responsabilité au titre des normes susvisées sont décrites en détail sous le titre « Responsabilité du commissaire aux comptes à l'égard de l'audit des états financiers ». Nous sommes indépendants du Fonds, conformément aux Code de déontologie des comptables et auditeurs de l'OCAIFI (le « Code ») et avons rempli nos autres missions dans le respect du même Code. Nous estimons que les preuves obtenues à la suite de l'audit sont suffisantes et appropriées pour étayer notre opinion.

AUTRES QUESTIONS

Les états financiers du Fonds au titre de l'exercice terminé le 31 décembre 2020 ont été vérifiés par un autre commissaire aux comptes qui en a exprimé une opinion sans réserve le 30 mai 2021.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CHARGÉES DE LA GOUVERNANCE À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

Les présents états financiers et l'engagement du Fonds à mener ses activités conformément aux principes et règles de charia relèvent de la responsabilité de la Direction du Fonds et des personnes chargées de la gouvernance.

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers, conformément aux normes de l'OCAIFI. Aussi est-elle responsable des contrôles internes selon qu'elle le juge nécessaire aux fins de préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes résultant d'actes de fraude ou d'erreurs.

Dans la préparation des états financiers, la Direction est responsable de l'évaluation de la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation et de la communication, selon le cas, des questions liées à son exploitation et de l'utilisation de la base de continuité d'exploitation en comptabilité, sauf si la Direction a l'intention de liquider le Fonds, de cesser ses opérations, ou n'a pas d'autre solution réaliste que de le faire.

Les personnes chargées de la gouvernance sont responsables de la supervision du processus de communication de l'information financière.

RESPONSABILITÉ DU COMMISSAIRE AUX COMPTES À L'ÉGARD DE L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Notre objectif consiste à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers sont dans leur ensemble exempts d'inexactitudes importantes résultant de fraude ou d'erreur et à émettre un rapport d'audit qui comprend notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau élevé d'assurance, mais elle ne garantit pas que l'audit effectué conformément aux normes de l'OCAIFI saura toujours détecter une inexactitude significative lorsque celle-ci existe. Des anomalies peuvent résulter de fraude ou d'erreur et sont considérées comme significatives si, individuellement ou dans leur ensemble, elles peuvent raisonnablement avoir une incidence sur les décisions économiques prises par les utilisateurs sur la base des états financiers.

Dans le cadre d'un audit conformément aux normes de l'OCAIFI, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons une attitude professionnelle le long de l'audit. Également, nous :

- identifions et évaluons les risques que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci soient le résultat d'un acte de fraude ou d'erreur, concevons et effectuons des procédures d'audit sensibles à de tels risques, et nous obtenons des éléments probants suffisants et adéquats pour étayer notre opinion. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'un acte de fraude est plus élevé que celui d'une anomalie due à une erreur, car la fraude peut impliquer un acte de connivence, de falsification, des omissions délibérées, de fausses déclarations, et le non-respect du contrôle interne ;
- obtenons une compréhension du contrôle interne relatif à l'audit pour mettre en place des procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds ;
- évaluons la pertinence des politiques comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables, ainsi que les informations y afférentes présentées par la Direction ;
- décidons de la pertinence de l'utilisation faite par la Direction de la base de continuité d'exploitation en comptabilité, à la lumière des éléments d'audit probants obtenus, de l'existence d'une incertitude significative liée à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous arrivons à la conclusion de l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus, dans notre rapport, d'attirer l'attention sur les informations présentées à cet égard dans les états financiers ou, si de telles informations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions se fondent sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Néanmoins, des événements ou des conditions ultérieures peuvent induire la cessation d'exploitation du Fonds ; et
- évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris l'information présentées, et si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents de la manière qui permet une présentation fidèle.
- obtenons des preuves d'audit suffisantes et appropriées sur l'information financière fournies au titre des investissements de l'institution aux fins de notre opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la conduite, supervision et performance de l'audit. Nous demeurons les seuls responsables de notre opinion d'audit.

Nous communiquons avec les personnes chargées de la gouvernance concernant, entre autres, l'étendue et le calendrier de l'audit, ainsi que les résultats d'audit importants, y compris des lacunes importantes dans le système de contrôle interne que nous identifions au cours de notre audit.

Deloitte.

Deloitte and Touche & Co.
Experts-comptables agréés

Waleed Bin Moha'd. Sobahi



Expert-comptable agréé
Agrément n° 378
13 chaoual 1443
14 mai 2022



ANNEX 4 BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - FONDS WAQF DES RESSOURCES DU COMPTE SPÉCIAL COMPTE DE RÉSULTAT ET ÉTAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS AU 31 DÉCEMBRE 2021

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dollars)

	Notes	31 décembre 2021	31 décembre 2020
ACTIF			
Espèces et quasi-espèces	5	57 455	105 951
Placements mourabaha de marchandises	6	197 642	240 521
Placements soukook	7	88 408	91 146
Financement mourabaha	8	1 209	2 651
Actifs de trésorerie		344 714	440 269
Vente à tempérament	9	3 430	5 276
Idjara syndiquée	10	2 947	2 983
Prêts (qard)	11	160 509	178 331
Actifs des projets		166 886	186 590
Placements en actions	12	18 722	27 119
Investissement dans des fonds	13	60 170	68 644
Investissements dans des entités satellites	14	165 882	154 522
Investissement géré	15	65 981	-
Actifs d'investissement		310 755	250 285
Autres actifs	16	14 111	14 115
Actifs fixes		22 768	24 321
ACTIF, TOTAL		859 234	915 580

	Notes	31 décembre 2021	31 décembre 2020
PASSIF			
Produits à recevoir et autres éléments du passif	17	86 797	96 317
PASSIF, TOTAL		86 797	96 317

	Notes	31 décembre 2021	31 décembre 2020
ACTIF, NET		772 437	819 263
CONSTITUÉ DE			
Montant principal du Fonds waqf		1 069 518	1 069 852
Programmes d'assistance spéciale		(457 590)	(428 920)
Compte spécial des pays membres les moins avancés		160 509	178 331
Fonds, total		772 437	819 263

Les notes de 1 à 33 font partie intégrante des états financiers.

Les notes peuvent être obtenues à partir de la version intégrale des États financiers, accessible sur : <https://www.isdb.org/publications/annual-report-2021>

ANNEX 4 BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - FONDS WAQF DES RESSOURCES DU COMPTE SPÉCIAL COMPTE DE RÉSULTAT ET ÉTAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS AU 31 DÉCEMBRE 2021

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dollars des États-Unis)

	Notes	2021				2020
		Montant principal du Fonds	Programmes d'assistance spéciale	Compte spécial des pays membres les moins avancés	Total	Total
COMPTE DE RÉSULTAT						
Revenu/(perte) :						
Actifs de trésorerie						
Placements mourabaha de marchandises					1 651	4 716
Placements soukook	7				3 393	4 365
Actifs des projets						
Idjara syndiquée					-	24
Actifs d'investissement						
Placements dans des fonds					2 719	1 291
Entités					6 537	1 509
Investissement géré					2 350	-
Autres					2 788	2 805
					19 438	14 710
(Pertes)/gains de change					(4 231)	2 531
Revenu avant déduction des charges liées à la perte de valeur					15 207	17 241
Charges de perte de valeur	19				(7 684)	(9 370)
Revenu net imputable					7 523	7 871
Allocation du revenu net imputable	1	1 505	6 018	-	-	-
Dons reçus	20	-	290	-	290	-
Subvention d'assistance technique relative à la finance islamique à partir des ROC de la BID		-	1 077	-	1 077	2 174
Revenu non-conforme à la charia transféré des ROC-BID		32	129	-	161	426
Contributions à partir des ROC de la BID aux subventions d'assistance technique et au programme des bourses d'études	20	-	21 654	-	21 654	14 894
Revenu avant déduction des frais des subventions et programmes					1 537	29 168
Subventions pour des causes	21	-	(20 383)	-	(20 383)	(28 055)
Charges des programmes	21	-	(25 447)	-	(25 447)	(20 706)
(Déficit)/surplus de l'exercice, net					1 537	(16 662)
VARIATIONS DES ACTIFS NETS						
Actifs nets au 1 ^{er} janvier 2021		1 069 852	(428 920)	178 331	819 263	865 083
Ajustement de perte de crédit - FAS 30 (Note 18)		(659)	(2 634)	-	(3 293)	-
Solde révisé au 1 ^{er} janvier 2020 après ajustement FAS 30		1 069 193	(431 554)	178 331	815 970	865 083
Surplus/(déficit) net de l'exercice		1 537	(16 662)	-	(15 125)	(23 396)
Passif au titre du régime des prestations définies		-	(22 350)	-	(22 350)	(6 088)
Juste valeur et autres réserves		(1 212)	(4 846)	-	(6 058)	(16 336)
Réallocation à partir du Compte spécial des pays membres les moins avancés au Fonds des programmes d'assistance spéciale		-	17 822	(17 822)	-	-
Actifs au 31 décembre 2021, net					1 069 518	(457 590)
					160 509	772 437
					819 263	

Les notes de 1 à 33 font partie intégrante des états financiers.

Les notes peuvent être obtenues à partir de la version intégrale des États financiers, accessible sur : <https://www.isdb.org/publications/annual-report-2021>

ANNEXE 4 BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - FONDS WAQF DES RESSOURCES DU COMPTE SPÉCIAL ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 2021

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dollars des Etats-Unis)

	Notes	2021	2020
Flux de trésorerie des opérations			
Déficit de l'exercice, net		(15 125)	(23 396)
Ajustements pour rapprocher le déficit net avec les espèces nettes utilisées pour les activités d'exploitation			
Perte de valeur		1 601	1 569
Provision pour perte de valeur	19	7 684	9 370
Part des gains/(pertes) dans les entités satellites, net		(7 114)	2 345
Pertes/(gains) sur la cession de placements réputée dans des entités satellites		577	(338)
Coûts de service au titre des prestations de retraite et médicales	18	3 665	3 343
Gain de change		(6 781)	(5 580)
Variations des actifs et passifs opérationnels			
Financement mourabaha		-	1 820
Vente à tempérament		(56)	(15)
Idjara syndiquée		-	(93)
Prêts (qards)		16 732	2 254
Autres actifs		4	5 847
Produits à recevoir et autres éléments du passif		(33 607)	38 854
Espèces (utilisées dans)/provenant des opérations		(32 420)	35 980
Prestations de retraite et médicales payées		(1 054)	(1 024)
Liquidités (utilisées)/provenant des opérations, net		(33 474)	34 956
Flux de trésorerie des activités de placements			
Variations nettes des placements en marchandises		42 672	(2 995)
Rachat d'investissements soukook	7	2 680	9 337
Entrées au titre des placements en actions	12	-	(1 285)
Placements soukook additionnels	13	(441)	(36)
Sortie d'investissements dans des fonds	13	5 095	2 263
Entrées au titre des investissements gérés	15	(65 981)	-
Entrées au titre des immobilisations corporelles		(48)	-
Dividendes d'entités satellites	14	1 001	1 080
Espèces (utilisées dans)/provenant des opérations, net		(15 022)	8 364
Variation nette des espèces et quasi-espèces		(48 496)	43 320
Espèces et quasi-espèces au 1 ^{er} janvier		105 951	62 631
Espèces et quasi-espèces au 31 décembre		57 455	105 951

Les notes de 1 à 33 font partie intégrante des états financiers.

ANNEXE 5 CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS ET PAYS REPRÉSENTÉS

Nom	Nationalité	Pays représenté(s)
M. Hamed ARABI ELHOUDERI	Libye	Libye
M. Şakir ERCAN GÜL	Turquie	Turquie
M. Abbas MEMAR NEJAD	Iran	Iran
M. Abdulghaffar AL AWADHI	Koweït	Koweït
M. Hamad SULAIMAN AL BAZAI	Arabie saoudite	Arabie saoudite
Mme Nada MASSOUD	Égypte	Égypte
M. Khalaf SULTAN AL DHAHERI	Émirats arabes unis	Émirats arabes unis
M. Bader AHMAD AL-EMADI	Qatar	Qatar
M. Mahmoud ISA-DUTSE	Nigeria	Nigeria
M. Eric MBAHASRA	Tchad	Ouganda, Tchad, Gabon, Djibouti, Comores, Mozambique, Somalie
M. Khalifa SARR	Sénégal	Sénégal, Burkina-Faso, Niger, Mali, Gambie, Togo
M. Issa JANDI	Guinée-Bissau	Bénin, Guinée, Guinée-Bissau, Sierra Leone, Cameroun, Côte d'Ivoire
M. Laaziz FAID	Algérie	Algérie, Maroc, Mauritanie, Tunisie
M. Ammar HAMAD KHALAF IBRAHIM	Irak	Jordanie, Syrie, Irak, Palestine, Liban
M. Hassan JAAFAR ABDULRAHMAN	Soudan	Yémen, Soudan, Oman, Bahreïn
M. Mian ASAD HAYAUD DIN	Pakistan	Afghanistan, Pakistan, Bangladesh, Maldives
Mme Anuska RAMDHANI	Suriname	Indonésie, Malaisie, Brunei, Suriname, Guyana
M. Tamerlan TAGHIYEV	Azerbaïdjan	Azerbaïdjan, Albanie, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan, Kazakhstan, Kirghizstan

ANNEXE 6A ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL-ACTIONS DE LA BID AU 31 DÉCEMBRE 2021

Pays	État consolidé du capital souscrit							
	Nombre d'actions	Montant en millions DI			% du total	Montant en millions DI		
		Appelé	Exigible	Total		Libéré	Arriérés/insuffisants	Non encore échu
Arabie saoudite	1,189,680	2,135.850	9,760.950	11,896.800	23.50%	1,526.872	0.000	608.978
Libye	477,166	856.660	3,915.000	4,771.660	9.43%	462.579	140.786	253.295
Iran	417,463	749.480	3,425.150	4,174.630	8.25%	511.310	16.564	221.606
Émirats arabes unis	379,949	682.115	3,117.375	3,799.490	7.51%	480.443	0.000	201.672
Nigéria	387,452	695.590	3,178.930	3,874.520	7.66%	325.620	24.346	345.624
Qatar	363,236	653.040	2,979.320	3,632.360	7.18%	444.141	0.000	208.899
Égypte	357,965	641.910	2,937.740	3,579.650	7.07%	434.773	0.000	207.137
Koweït	350,000	880.900	2,619.100	3,500.000	6.92%	631.882	0.000	249.018
Turquie	326,384	585.280	2,678.560	3,263.840	6.45%	376.177	20.236	188.867
Algérie	128,559	230.530	1,055.060	1,285.590	2.54%	158.837	0.000	71.693
Pakistan	128,559	230.540	1,055.050	1,285.590	2.54%	156.022	0.122	74.396
Indonésie	113,795	204.160	933.790	1,137.950	2.25%	148.223	0.007	55.930
Malaisie	82,308	147.600	675.480	823.080	1.63%	99.972	0.000	47.628
Bangladesh	50,996	91.440	418.520	509.960	1.01%	61.935	0.000	29.505
Maroc	25,669	46.030	210.660	256.690	0.51%	31.174	0.002	14.854
Yémen	25,862	46.190	212.430	258.620	0.51%	24.758	6.466	14.966
Soudan	23,295	41.820	191.130	232.950	0.46%	15.999	13.459	12.362
Jordanie	21,976	39.450	180.310	219.760	0.43%	27.788	0.000	11.662
Oman	14,255	25.560	116.990	142.550	0.28%	17.314	0.000	8.246
Sénégal	14,781	26.540	121.270	147.810	0.29%	9.374	9.319	7.847
Irak	13,505	24.210	110.840	135.050	0.27%	16.398	0.000	7.812
Brunei	12,836	23.020	105.340	128.360	0.25%	15.858	0.000	7.162
Cameroun	12,836	23.020	105.340	128.360	0.25%	12.029	3.564	7.427
Burkina Faso	9,017	23.020	67.150	90.170	0.18%	15.612	0.000	7.408
Niger	9,017	23.020	67.150	90.170	0.18%	7.273	8.320	7.427
Ouganda	6,895	12.410	56.540	68.950	0.14%	12.463	0.000	0.000
Bahreïn	7,245	12.990	59.460	72.450	0.14%	8.797	0.000	4.193
Kazakhstan	5,400	9.760	44.240	54.000	0.11%	6.631	0.000	3.129
Azerbaïdjan	5,092	9.130	41.790	50.920	0.10%	6.288	0.000	2.842
Mali	5,092	9.130	41.790	50.920	0.10%	6.181	0.002	2.947
Gabon	5,458	27.400	27.180	54.580	0.11%	15.775	2.784	8.841
Guinée	4,585	23.020	22.830	45.850	0.09%	13.219	2.374	7.427
Liban	3,577	9.130	26.640	35.770	0.07%	6.183	0.000	2.947
Mauritanie	3,577	9.130	26.640	35.770	0.07%	5.553	0.630	2.947
Tunisie	7,158	18.270	53.310	71.580	0.14%	12.380	0.000	5.890
République kirghize	2,584	4.630	21.210	25.840	0.05%	3.055	0.084	1.491
Mozambique	2,584	4.630	21.210	25.840	0.05%	3.006	0.133	1.491
Maldives	2,584	4.630	21.210	25.840	0.05%	3.192	0.000	1.438
Gambie	2,584	4.630	21.210	25.840	0.05%	3.137	0.002	1.491
Tadjikistan	1,816	4.630	13.530	18.160	0.04%	3.128	0.011	1.491
Bénin	5,823	10.450	47.780	58.230	0.12%	7.350	0.013	3.087
Togo	1,816	4.630	13.530	18.160	0.04%	3.129	0.010	1.491
Sierra Leone	1,816	4.640	13.520	18.160	0.04%	2.561	0.581	1.498
Palestine	1,955	9.850	9.700	19.550	0.04%	5.724	4.126	0.000
Syrie	1,849	9.280	9.210	18.490	0.04%	5.003	1.281	2.996
Ouzbékistan	1,344	3.730	9.710	13.440	0.03%	2.974	0.000	0.756
Côte d'Ivoire	1,302	3.570	9.450	13.020	0.03%	3.570	0.000	0.000
Comores	1,302	3.570	9.450	13.020	0.03%	0.560	2.261	0.749
Tchad	977	4.920	4.850	9.770	0.02%	4.667	0.253	0.000
Afghanistan	993	5.000	4.930	9.930	0.02%	4.996	0.004	0.000
Suriname	923	4.630	4.600	9.230	0.02%	2.820	0.319	1.491
Albanie	923	4.630	4.600	9.230	0.02%	2.807	0.332	1.491
Somalie	496	2.500	2.460	4.960	0.01%	2.501	0.000	0.000
Turkménistan	496	2.500	2.460	4.960	0.01%	2.500	0.000	0.000
Guinée-Bissau	496	2.500	2.460	4.960	0.01%	2.212	0.288	0.000
Djibouti	496	2.500	2.460	4.960	0.01%	1.625	0.875	0.000
Guyana	250	2.500	-	2.500	0.00%	0.745	0.005	1.750
Montant insuffisant, net	*	*	*	*	0.00%	(0.010)	0.000	(0.044)
Total partiel	5,026,049	9,371.895	40,888.595	50,260.490	99.30%	6,177.086	259.559	2,935.250
Non souscrit	35,357	-	353.570	353.570	0.70%	*	*	*
Total général	5,061,406	9,371.895	41,242.165	50,614.060	100.00%	6,177.086	259.559	2,935.250

N.B. Le total peut présenter un certain décalage vu que les chiffres ont été arrondis.

ANNEXE 6B ÉTAT DES DROITS DE VOTE AU 31 DÉCEMBRE 2021

Pays	Droits de vote	
	Nombre de Votes	% Droits de vote
Arabie saoudite	1,129,282	23.85%
Libye	438,258	9.26%
Iran	394,146	8.32%
Émirats arabes unis	360,282	7.61%
Nigéria	350,955	7.41%
Qatar	342,846	7.24%
Égypte	337,751	7.13%
Koweït	325,598	6.88%
Turquie	305,974	6.46%
Algérie	121,890	2.57%
Pakistan	121,607	2.57%
Indonésie	108,701	2.30%
Malaisie	78,045	1.65%
Bangladesh	48,545	1.03%
Maroc	24,683	0.52%
Yémen	24,219	0.51%
Soudan	21,213	0.45%
Jordanie	21,310	0.45%
Oman	13,930	0.29%
Sénégal	13,564	0.29%
Irak	13,224	0.28%
Brunei	12,620	0.27%
Cameroun	12,237	0.26%
Burkina Faso	8,776	0.19%
Niger	7,942	0.17%
Ouganda	7,400	0.16%
Bahreïn	7,326	0.15%
Kazakhstan	5,587	0.12%
Azerbaïdjan	5,308	0.11%
Mali	5,297	0.11%
Gabon	4,795	0.10%
Guinée	4,105	0.09%
Liban	3,782	0.08%
Mauritanie	3,719	0.08%
Tunisie	7,069	0.15%
République kirghize	2,927	0.06%
Mozambique	2,922	0.06%
Maldives	2,940	0.06%
Gambie	2,935	0.06%
Tadjikistan	2,166	0.05%
Bénin	6,013	0.13%
Togo	2,166	0.05%
Sierra Leone	2,108	0.04%
Palestine	2,042	0.04%
Syrie	1,921	0.04%
Ouzbékistan	1,768	0.04%
Côte d'Ivoire	1,802	0.04%
Comores	1,501	0.03%
Tchad	1,452	0.03%
Afghanistan	1,493	0.03%
Suriname	1,242	0.03%
Albanie	1,241	0.03%
Somalie	996	0.02%
Turkménistan	996	0.02%
Guinée-Bissau	967	0.02%
Djibouti	909	0.02%
Guyana	574	0.01%
Montant insuffisant, net	*	*
Total partiel	4,735,069	100.00%
Non-souscrit	*	*
Total général	4,735,069	100.00%

N.B. Le total peut présenter un certain décalage vu que les chiffres ont été arrondis.

ANNEXE 7A RÉPARTITION PAR SECTEUR DES APPROBATIONS NETTES DES ROC SELON LES PAYS (2021)¹ (MILLIONS DE DOLLARS)

Pays	Agriculture	Éducation	Énergie	Santé	Industrie & Mines	Technologie de l'information et de la communication	Transport	Eau, Assainissement et Services urbains	Autres ²	Total
Afghanistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Albanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	56,8	0,0	0,0	56,8
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Azerbaïdjan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bahreïn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	80,0	0,0	80,0
Bangladesh	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	36,4	0,0	36,4
Bénin	0,0	0,0	0,0	32,5	0,0	0,0	0,0	58,6	0,0	91,1
Brunei	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Burkina-Faso	0,0	20,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,1
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	0,0	0,0	0,0	29,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	29,3
Comores	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	5,0	132,3	0,0	30,5	0,0	0,0	0,0	29,9	0,0	197,7
Djibouti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Égypte	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gambie	0,0	7,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,0	0,0	0,0	21,0
Guinée	0,0	0,0	15,0	10,0	0,0	0,0	104,7	18,5	0,0	148,2
Guinée-Bissau	0,0	17,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,0
Guyana	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indonésie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	150,0	0,0	0,0	150,0
Iran	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Irak	22,0	17,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	39,0
Jordanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,0	8,0
Kazakhstan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Koweït	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Kirghizstan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Liban	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Malaisie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maldives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,0	0,0	20,0
Mali	17,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,8
Mauritanie	0,0	12,0	0,0	0,0	0,0	0,0	32,8	0,0	0,0	44,8
Maroc	0,0	0,0	15,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15,5
Mozambique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	23,7	0,0	0,0	23,7
Nigeria	150,5	0,0	29,8	0,0	0,0	0,0	86,6	0,0	0,0	266,9
Oman	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pakistan	0,0	0,0	130,0	70,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0
Palestine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Qatar	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arabie saoudite	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,5	16,5
Sénégal	16,9	0,0	16,6	0,0	0,0	0,0	125,4	30,8	4,5	194,2
Sierra Leone	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	41,0	0,0	0,0	46,0
Somalie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Soudan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République du Suriname	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Syrie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tadjikistan	0,0	17,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,0
Togo	0,0	15,0	20,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	35,1
Tunisie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Turquie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Turkménistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	90,0	0,0	0,0	90,0
E,A,U,	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ouganda	80,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	80,0
Ouzbékistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	30,0	30,0
Yémen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BID-57	292,2	237,3	227,0	172,3	0,0	5,0	724,9	274,2	59,0	1 992,0

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2021.

² Autres incluent la finance, l'administration publique, l'immobilier, et les activités liées au commerce).

SOURCE: Recherche économique et Statistiques

ANNEXE 7B RÉPARTITION PAR SECTEUR DES APPROBATIONS NETTES DES ROC SELON LES PAYS (1975- 2021)¹ (MILLIONS DE DOLLARS)

Pays	Agriculture	Éducation	Énergie	Santé	Industrie & Mines	Technologie de l'information et de la communication	Transport	Eau, Assainissement et Services urbains	Autres ²	Total
Afghanistan	10,0	0,0	16,5	0,0	0,0	0,0	114,2	0,0	0,0	140,7
Albanie	37,9	0,0	0,0	17,3	0,0	0,0	532,9	26,9	22,1	637,1
Algérie	50,5	0,0	146,5	0,0	71,1	0,0	31,4	162,3	5,4	467,2
Azerbaïdjan	112,7	0,0	497,0	19,3	0,0	0,0	45,5	264,9	10,8	950,2
Bahreïn	0,0	0,0	535,5	0,0	24,7	0,0	144,7	540,7	97,8	1 343,3
Bangladesh	152,9	91,9	806,8	166,3	199,5	104,0	107,9	160,8	7,2	1 797,2
Bénin	48,3	65,3	153,4	134,4	0,0	26,5	306,8	80,7	5,0	820,2
Brunei	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,2	6,2
Burkina-Faso	247,4	88,0	147,4	44,1	27,7	0,0	391,3	67,6	1,7	1 015,2
Cameroun	300,1	46,1	52,2	112,0	0,0	0,0	480,6	54,4	7,5	1 052,9
Tchad	123,1	51,4	47,9	53,2	3,8	0,0	528,6	50,8	6,4	865,1
Comores	1,0	0,0	0,0	0,0	1,8	0,0	7,6	0,0	0,0	10,4
Côte d'Ivoire	95,7	385,6	0,0	76,8	0,0	0,0	544,5	495,6	0,0	1 598,1
Djibouti	7,3	12,5	19,3	111,0	0,0	55,3	54,9	0,0	0,7	261,1
Égypte	48,8	25,0	1 822,6	43,8	87,0	0,0	25,6	50,7	79,5	2 182,9
Gabon	0,0	18,2	0,0	4,5	0,0	60,0	342,4	57,8	0,0	483,0
Gambie	67,1	34,5	48,6	11,5	28,0	27,3	69,4	9,9	1,9	298,3
Guinée	138,1	40,1	225,5	107,9	8,4	0,0	405,5	111,4	8,7	1 045,6
Guinée-Bissau	0,3	17,0	0,0	12,0	0,4	0,0	1,5	0,0	0,0	31,2
Guyana	0,0	0,0	34,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	34,6
Indonésie	919,3	1 039,2	374,6	404,8	40,7	11,3	597,1	110,5	204,4	3 701,8
Iran	558,0	54,9	604,1	166,7	319,4	0,0	110,4	1 101,5	26,7	2 941,6
Irak	22,0	17,0	0,0	20,5	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	65,0
Jordanie	5,4	66,2	212,4	195,1	182,5	23,8	147,5	7,8	28,5	869,2
Kazakhstan	143,0	0,0	0,0	11,5	0,0	9,0	315,6	9,5	140,0	628,5
Koweït	0,0	0,0	4,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,3	58,5
Kirghizstan	36,3	0,0	95,2	4,9	8,0	0,0	131,5	15,0	0,0	290,8
Liban	0,0	241,5	30,0	169,3	0,0	12,5	269,1	582,0	0,0	1 304,4
Libye	22,3	0,0	101,9	0,0	112,5	22,0	58,3	0,0	0,0	317,0
Malaisie	6,2	196,9	0,0	79,5	2,0	0,0	175,4	0,0	45,0	505,0
Maldives	0,0	0,0	0,0	39,2	0,0	0,0	65,6	37,1	13,7	155,4
Mali	313,8	17,4	323,0	32,9	38,7	0,0	193,5	114,3	0,0	1 033,6
Mauritanie	119,3	57,6	202,5	29,6	84,2	0,0	198,3	134,3	3,8	829,6
Maroc	235,1	5,1	1 026,6	43,2	31,9	16,0	825,4	430,0	6,2	2 619,6
Mozambique	37,6	25,6	309,2	39,4	0,0	0,0	30,7	0,0	0,0	442,4
Niger	131,2	76,3	146,9	57,6	7,8	8,0	171,0	19,4	6,3	624,5
Nigeria	248,7	96,3	30,9	162,6	0,0	50,0	166,6	146,0	7,8	908,9
Oman	357,8	134,0	252,8	10,5	142,4	0,0	600,6	590,1	0,0	2 088,3
Pakistan	32,0	88,5	1 208,0	494,0	177,3	0,0	482,5	4,9	100,7	2 588,1
Palestine	0,0	29,5	1,4	22,1	1,2	0,0	5,0	0,0	0,5	59,7
Qatar	0,0	4,5	0,0	49,1	29,3	0,0	0,0	225,0	0,0	307,9
Arabie saoudite	0,0	1,7	233,5	18,5	725,0	0,0	100,0	42,5	181,1	1 302,3
Sénégal	341,4	66,2	398,4	78,1	21,0	0,0	897,5	546,6	59,3	2 408,5
Sierra Leone	95,9	11,2	10,4	40,5	9,1	29,5	70,6	54,1	0,0	321,3
Somalie	0,0	2,0	0,5	0,0	0,0	0,0	7,5	3,0	5,2	18,2
Soudan	383,8	67,0	152,0	73,1	82,7	0,0	60,1	108,2	41,6	968,4
République du Suriname	0,0	41,1	41,3	43,5	0,0	0,0	26,0	0,0	0,0	151,9
Syrie	26,7	0,0	235,7	25,0	15,0	0,0	0,0	52,2	9,1	363,8
Tadjikistan	50,5	79,0	122,5	33,0	0,0	0,0	91,1	11,3	1,0	388,2
Togo	19,4	57,5	46,2	17,0	0,0	0,0	135,4	43,9	0,0	319,4
Tunisie	183,3	84,9	1 251,6	63,7	146,2	0,0	9,0	226,5	27,9	1 993,1
Turquie	17,5	219,8	751,0	459,4	152,1	0,0	1 179,0	67,0	952,7	3 798,5
Turkménistan	0,0	5,3	350,0	25,6	0,0	288,1	504,2	0,0	0,0	1 173,1
E,A,U	0,0	0,0	110,0	58,2	105,2	0,9	60,0	0,0	20,0	354,2
Ouganda	196,1	80,7	235,1	42,5	6,6	0,0	448,0	16,5	12,1	1 037,6
Ouzbékistan	645,6	77,0	203,1	392,5	20,0	0,0	348,0	92,9	75,0	1 854,1
Yémen	105,2	56,4	53,2	10,2	0,7	0,0	46,7	29,9	18,5	320,7
BID-57	6 694,7	3 875,81	3 671,42	4 327,1	2 919,4	744,4	12 662,3	6 956,5	2 302,1	54 153,8

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2021.

² Autres incluent la finance, l'administration publique, l'immobilier, et les activités liées au commerce).

Source: Recherche économique et Statistiques

ANNEXE 8A APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID PAR PAYS ET ENTITÉ¹

(MILLIONS DE DINARS ISLAMIQUES)

Pays	Approbations nettes par entité en 2021					Part dans les approbations nettes depuis la création (%)
	ROC-BID	SID	SIFC	Autres ²	Total	
Afghanistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Albanie	40,6	0,0	0,0	0,0	40,6	0,4
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,1
Azerbaïdjan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Bahreïn	57,2	0,0	0,0	0,0	57,2	1,1
Bangladesh	25,7	39,3	483,7	3,6	552,2	14,1
Bénin	63,2	0,0	0,0	3,4	66,6	0,7
Brunei	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Burkina-Faso	14,3	0,0	186,9	0,1	201,3	2,1
Cameroun	0,0	0,0	221,0	0,1	221,1	1,5
Tchad	20,9	0,0	0,0	3,0	23,9	0,6
Comores	0,0	0,0	40,7	2,2	42,9	0,3
Côte d'Ivoire	139,4	0,0	8,7	2,9	151,0	1,3
Djibouti	0,0	0,0	57,2	0,0	57,2	0,9
Égypte	0,0	0,0	1 801,4	0,0	1 801,4	10,1
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Gambie	15,0	0,0	22,1	0,1	37,2	0,6
Guinée	104,5	0,0	3,6	0,2	108,3	0,8
Guinée-Bissau	12,0	0,0	0,0	0,1	12,1	0,0
Guyana	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indonésie	107,3	0,0	31,1	0,0	138,3	3,7
Iran	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8
Irak	27,4	0,0	0,0	0,0	27,4	0,3
Jordanie	5,7	0,0	0,0	1,5	7,2	1,8
Kazakhstan	0,0	3,6	0,0	0,0	3,6	1,0
Koweït	0,0	35,7	0,0	0,0	35,7	0,6
Kirghizstan	0,0	0,0	2,9	0,0	2,9	0,3
Liban	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,5
Malaisie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
Maldives	13,9	0,0	121,5	0,0	135,4	0,9
Mali	11,9	0,0	82,3	1,6	95,8	1,2
Mauritanie	31,4	0,0	50,0	0,0	81,4	1,1
Maroc	10,8	0,0	0,0	0,2	11,0	4,2
Mozambique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Niger	16,8	0,0	0,0	0,0	16,8	0,6
Nigeria	189,8	17,9	0,0	0,1	207,7	1,1
Oman	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3
Pakistan	143,1	14,3	702,3	2,0	861,8	9,3
Palestine	0,0	0,0	0,0	34,4	34,4	0,3
Qatar	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Arabie saoudite	11,7	19,3	0,0	7,9	38,8	3,3
Sénégal	127,1	7,6	147,7	3,6	286,0	2,6
Sierra Leone	32,8	0,0	0,0	0,0	32,8	0,3
Somalie	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,1
Soudan	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	1,0
République du Suriname	0,0	0,0	17,9	0,0	17,9	0,2
Syrie	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,4
Tadjikistan	12,0	0,0	12,9	0,2	25,0	0,4
Togo	24,9	0,0	7,1	5,5	37,6	0,5
Tunisie	0,0	0,0	235,8	0,1	235,9	3,4
Turquie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,7
Turkménistan	64,4	0,0	0,0	0,1	64,5	0,7
E.A.U.	0,0	0,0	0,0	1,5	1,5	0,7
Ouganda	57,2	0,0	0,0	5,2	62,3	0,7
Ouzbékistan	21,4	7,1	71,4	7,4	107,4	1,5
Yémen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Pays non-membres	1,2	0,0	0,0	7,0	8,3	0,6
Projets régionaux	0,0	29,3	285,8	5,5	320,6	3,3
Approbations nettes	1 403,5	174,1	4 594,0	101,0	6 272,5	100

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2021.

² Composés du Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA), du Système de financement des exportations (EFS), du Portefeuille des banques islamiques (IBP), des Fonds SID, du FSID, du Programme des opérations de financement des importations (ITFO), des Opérations d'assistance spéciale (SAO), des Fonds fiduciaires et du Fonds waqf.

Source: Recherche économique et Statistiques

ANNEXE 8B APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID PAR PAYS ET ENTITÉ¹

(MILLIONS DE DOLLARS)

Pays	Approbations nettes par entité en 2021					Total	Part dans les approbations nettes depuis la création (%)
	ROC-BID	SID	SIFC	Autres ²			
Afghanistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Albanie	56,8	0,0	0,0	0,0	0,0	56,8	0,4
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9
Azerbaïdjan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Bahreïn	80,0	0,0	0,0	0,1	0,1	80,1	1,1
Bangladesh	36,4	55,0	677,0	5,0	773,4	14,4	14,4
Bénin	91,1	0,0	0,0	4,9	96,0	0,7	0,7
Brunei	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Burkina-Faso	20,1	0,0	261,6	0,1	281,9	2,1	2,1
Cameroun	0,0	0,0	309,3	0,1	309,4	1,5	1,5
Tchad	29,3	0,0	0,0	4,2	33,5	0,6	0,6
Comores	0,0	0,0	56,9	3,2	60,1	0,3	0,3
Côte d'Ivoire	197,7	0,0	12,1	4,2	214,0	1,3	1,3
Djibouti	0,0	0,0	80,0	0,0	80,0	0,9	0,9
Égypte	0,0	0,0	2 521,3	0,0	2 521,3	10,1	10,1
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3
Gambie	21,0	0,0	31,0	0,1	52,1	0,6	0,6
Guinée	148,2	0,0	5,0	0,3	153,5	0,8	0,8
Guinée-Bissau	17,0	0,0	0,0	0,2	17,2	0,0	0,0
Guyana	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indonésie	150,0	0,0	43,5	0,0	193,5	3,7	3,7
Iran	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8	3,8
Irak	39,0	0,0	0,0	0,0	39,0	0,3	0,3
Jordanie	8,0	0,0	0,0	2,1	10,1	1,7	1,7
Kazakhstan	0,0	5,0	0,0	0,0	5,0	1,0	1,0
Koweït	0,0	50,0	0,0	0,0	50,0	0,6	0,6
Kirghizstan	0,0	0,0	4,0	0,0	4,0	0,3	0,3
Liban	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Malaisie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,6
Maldives	20,0	0,0	170,0	0,0	190,0	0,9	0,9
Mali	17,8	0,0	115,2	2,4	135,4	1,2	1,2
Mauritanie	44,8	0,0	70,0	0,0	114,8	1,1	1,1
Maroc	15,5	0,0	0,0	0,3	15,7	4,2	4,2
Mozambique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3
Niger	23,7	0,0	0,0	0,0	23,7	0,6	0,6
Nigeria	266,9	25,0	0,0	0,1	292,0	1,1	1,1
Oman	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	1,3
Pakistan	200,0	20,0	983,0	2,8	1 205,8	9,1	9,1
Palestine	0,0	0,0	0,0	48,9	48,9	0,3	0,3
Qatar	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
Arabie saoudite	16,5	27,0	0,0	11,2	54,7	3,4	3,4
Sénégal	194,2	10,6	206,7	5,0	416,5	2,6	2,6
Sierra Leone	46,0	0,0	0,0	0,0	46,0	0,3	0,3
Somalie	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,1	0,1
Soudan	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	1,1	1,1
République du Suriname	0,0	0,0	25,0	0,0	25,0	0,2	0,2
Syrie	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,4	0,4
Tadjikistan	17,0	0,0	18,0	0,3	35,3	0,4	0,4
Togo	35,1	0,0	10,0	7,8	52,9	0,4	0,4
Tunisie	0,0	0,0	330,0	0,1	330,2	3,3	3,3
Turquie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,6	7,6
Turkménistan	90,0	0,0	0,0	0,2	90,2	0,7	0,7
E.A.U.	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,7	0,7
Ouganda	80,0	0,0	0,0	7,2	87,2	0,7	0,7
Ouzbékistan	30,0	10,0	100,0	10,3	150,3	1,6	1,6
Yémen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,6
Pays non-membres	1,8	0,0	0,0	10,1	11,8	0,6	0,6
Projets régionaux	0,0	41,0	400,0	7,8	448,8	3,4	3,4
Approbations nettes	1 993,7	243,6	6 429,7	143,2	8 810,2	100	100

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2021.

² Composés de Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA), du Système de financement des exportations (EFS), du Portefeuille des banques islamiques (IBP), des Fonds SID, du FSID, du Programme des opérations de financement des importations (ITFO), des Opérations d'assistance spéciale (SAO), des Fonds fiduciaires et du Fonds waqf.

Source: Recherche économique et Statistiques

ANNEXE 10A APPROBATIONS PAR MEMBRE AFFILIÉ AU GROUPE DE LA BID ET SELON LE MODE DE FINANCEMENT (1975- 2021)¹ (MILLIONS DE DINARS ISLAMIQUES)

	2018	2019	2020	2021	Total général ²
A. ROC-BID					
Prêt	54,7	69,1	97,1	111,7	5 156,1
Fonds propres	29,5	12,3	18,5	7,0	1 300,9
Crédit-bail	7,9	143,2	158,0	70,9	7 488,6
Vente à tempérament	713,6	826,9	896,2	1 176,1	8 700,9
Lignes de financement combinées	0,0	0,0	0,0	0,0	238,6
Partage de bénéfices (moucharaka)	0,0	0,0	0,0	0,0	112,2
Istisna	73,5	156,2	61,1	37,7	14 322,6
Moudaraba	0,0	3,6	0,0	0,0	730,4
Assistance technique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total partiel	879,2	1 211,3	1 230,9	1 403,5	38 050,3

B. SID					
Fonds propres	6,6	13,8	9,4	11,1	978,6
Crédit-bail	32,4	0,0	6,9	0,0	487,3
Vente à tempérament	0,0	0,0	0,0	0,0	84,2
Istisna	0,0	47,0	5,6	0,0	76,1
Moudaraba	0,0	10,8	0,0	0,0	10,8
Commerce (mourabaha)	301,3	35,0	190,9	162,9	2 430,2
Total partiel	340,2	106,7	212,9	174,1	4 067,3

C. SIFC					
Mourabaha	3 550,4	4 176,0	3 256,5	4 594,0	41 981,2

D. Autres					
Fonds SID	29,0	0,0	0,0	0,0	674,5
FIBA	3,0	16,2	7,4	11,6	134,9
Autonomisation économique	0,0	0,0	0,7	1,1	1,8
STI	0,0	4,7	1,5	0,0	6,2
Opérations d'assistance spéciale	8,1	1,5	1,4	5,6	624,4
FSID	61,7	67,2	23,8	43,4	773,2
Fonds fiduciaires	73,7	100,1	79,5	33,3	2 186,0
Fonds waqf	14,5	8,7	8,8	6,0	533,5
Commerce avant-SIFC (EFS, IBP, ITFO)	0,0	0,0	0,0	0,0	23 142,4
Total partiel	190,0	198,5	123,2	101,0	28 077,1
Total général	4 959,9	5 692,4	4 823,4	6 272,5	112 175,9

E. Opérations de la SIACE durant les 5 derniers exercices et total des opérations depuis la création (millions DI)					
	2018	2019	2020	2021	Grand Total ²
Nouveaux engagements	3 477,7	3 272,9	2 676,2	2 198,1	36 580,2
Affaires assurées	6 492,9	7 856,6	6 846,2	7 000,2	58 387,2

Ressources et Financements ROC-BID (à la clôture de l'exercice)				
	2018	2019	2020	2021
Actif, total	22 047,4	23 573,9	24 424,0	26 026,7
Revenu, brut (mois amortissement idjara) ³	537,7	621,8	592,2	563,5
Revenu, net	83,9	140,4	115,6	106,9
Réserves générales	2 878,3	2 949,7	2 997,1	3 074,6
Réserve à juste valeur	255,3	325,7	279,0	382,3
Capital souscrit	50 225,3	50 225,3	50 260,5	50 260,5
Budget administratif approuvé*	163,8	159,3	154,4	149,6
Budget administratif effectif*	145,3	139,3	141,9	135,7

* y compris les fonds fiduciaires (El-Qods et El-Aqsa)

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2021.

² Approbations cumulées depuis la création en 1975.

³ Le revenu brut est ajusté par rapport à l'amortissement de sorte que les chiffres rapportés soient facilement rapprochés des états financiers vérifiés.

Source: Recherche économique et Statistiques

Les taux de change des différents exercices sont:

2018 1 DI = 1,39079 USD 2019 1 DI = 1,38283 USD

2020 1 DI = 1,44027 USD 2021 1 DI = 1,39959 USD

1975-2021 1 DI = 1,42872 USD (approximativement)

ANNEXE 10B APPROBATIONS PAR MEMBRE AFFILIÉ AU GROUPE DE LA BID ET SELON LE MODE DE FINANCEMENT (1975- 2021)¹ (MILLIONS DE DOLLARS)

	2018	2019	2020	2021	Grand Total ²
A. ROC-BID					
Prêt	76,5	95,4	134,4	158,1	7 261,9
Fonds propres	41,0	17,0	26,6	9,8	1 899,0
Crédit-bail	11,0	198,7	230,7	100,5	10 916,9
Vente à tempérament	1 001,4	1 141,6	1 255,3	1 672,5	12 359,3
Lignes de financement combinées	0,0	0,0	0,0	0,0	344,3
Partage de bénéfices (moucharaka)	0,0	0,0	0,0	0,0	168,3
Istisna	100,6	222,6	85,3	52,8	21 201,3
Moudaraba	0,0	5,0	0,0	0,0	1 060,0
Assistance technique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Total partiel	1 230,5	1 680,3	1 732,4	1 993,7	55 211,1
B. SID					
Fonds propres	9,2	19,1	13,6	15,6	1 448,7
Crédit-bail	45,0	0,0	10,0	0,0	710,8
Vente à tempérament	0,0	0,0	0,0	0,0	125,2
Istisna	0,0	65,0	8,0	0,0	105,4
Moudaraba	0,0	15,0	0,0	0,0	15,0
Commerce (mourabaha)	419,0	48,4	275,0	228,0	3 457,6
Total partiel	473,2	147,5	306,6	243,6	5 862,7
C. SIFC					
Mourabaha	4 937,9	5 774,7	4 690,2	6 429,7	60 718,2
D. Autres					
Fonds SID	40,3	0,0	0,0	0,0	992,2
FIBA	4,3	22,5	10,2	16,6	196,5
Autonomisation économique	0,0	0,0	1,0	1,6	2,6
STI	0,0	6,5	2,1	0,0	8,6
Opérations d'assistance spéciale	11,5	2,1	1,9	8,0	838,3
FSID	85,3	92,9	33,2	61,3	1 115,3
Fonds fiduciaires	103,4	138,7	110,2	47,4	3 136,1
Fonds waqf	20,3	12,3	12,3	8,4	772,8
Commerce avant-SIFC (EFS, IBP, ITFO)	0,0	0,0	0,0	0,0	31 413,4
Total partiel	265,1	275,1	170,9	143,2	38 475,9
Total général	6 906,7	7 877,6	6 900,1	8 810,2	160 267,8
Mémo:					
E. Opérations de la SIACE durant les 5 derniers exercices et total depuis la création (millions USD)					
	2018	2019	2020	2021	Grand Total ²
Nouveaux engagements	4 836,7	4 525,8	3 854,5	3 076,4	52 987,1
Affaires assurées	9 030,3	10 864,3	9 860,4	9 797,4	83 309,5

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2021.

² Approbations cumulées depuis la création en 1975.

Source: Recherche économique et Statistiques



NOUS VISITER

Islamic Development Bank
8111 King Khaled St
Al Nuzlah Yamania
Unit 1 Jeddah 22332-2444
Kingdom of Saudi Arabia

☎ (+966-12) 6361400

📠 (+966-12) 6366871

✉ idbarchives@isdb.org

🌐 www.isdb.org



[f](#) isdbgroup

[t](#) isdb_group

[i](#) isdb_stories

[in](#) company/islamic-development-bank

[v](#) IslamicDevelopmentBankGroup